

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

Les Algorithmes Bat Pythagore,
2000 Rte des Lucioles
06560 Valbonne

Tél : +33660044091
Mél : patrick.querol@bureauveritas.com

N° affaire : 25342077/3

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **06/PNM/AUTHION Phase 2**
23 RUE D ITALIE BP 1316
06006 NICE CEDEX 1

Destinataire :



Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
27/01/2026	Rev0		Patrick QUEROL

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	7
1.1. Présentation du projet	7
1.1.1. Objet de l'opération	7
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	7
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	7
1.1.4. Démarche environnementale	7
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	16
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	16
1.2. Présentation des intervenants	16
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	18
2.1. Principe des séquences d'interventions	18
2.2. Inspections Communes	18
2.3. PPSPS	18
2.3.1. Pénalités	19
2.4. Sous-traitance	20
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	20
2.4.2. Transmission du PGC	20
2.4.3. Obligation du sous-traitant	21
2.5. Intérimaires	21
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	21
2.7. Travailleurs indépendants	21
2.8. Protections individuelles	21
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	21
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	22
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	23
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	23
3.2. Emprise de chantier	24
3.2.1. Clôture et portail	24
3.2.2. Accès	28
3.2.3. Circulations	31
3.2.4. Signalisation	32
3.2.5. Stationnements	35
3.2.6. Stockage	35
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	36
3.2.8. Cantonnements et entretien	36
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	38
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	39
3.3.2. Plan d'installation de chantier	39
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	40
4. MESURES DE COORDINATION SPS	42
4.1. Définition des séquences d'interventions	42
4.2. Analyse de risques	44
4.3. Co-activités et protections collectives	63
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	63
4.3.2. Déplacement de protection collective	67
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	67
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	67
4.4. Equipement de levage	71
4.4.1. Autorisation de survol	71
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	71
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	71

4.5.1. Approvisionnements et stockage	71
4.5.2. Travaux superposés	71
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	72
4.5.4. Protection contre le bruit	72
4.5.5. Protection contre l'incendie	72
4.5.6. Travaux en hauteur	73
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	74
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	75
4.6. Moyens communs	77
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	77
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	78
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	78
4.6.4. Protection des accès – Auvents	78
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	78
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	79
5.1. Stockages sur le chantier	79
5.2. Nettoyage	79
5.3. Enlèvement des déchets	79
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	79
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	80
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	80
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	81
6.1. Déclarations particulières	81
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	82
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	83
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	83
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	85
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	85
6.7. Locaux témoins	86
7. ORGANISATION DES SECOURS	87
7.1. Téléphone de secours	88
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	88
7.3. Travail isolé	88
7.4. Procédure d'organisation des secours	88
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	89
7.6. Point de rencontre secours	89
7.7. Modèle de fiche de secours	90
ANNEXES AU P.G.C.	91

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents en phase DCE
- de la visite préalable sur site
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d' Œuvre

Cadre réglementaire

L'opération est soumise au code du travail français et à la loi française 93-1418 du 31/12/93 (et son décret d'application 94-1159 du 26/12/94) , relative à la coordination sécurité et protection de la santé sur les chantiers de BTP.

Les articles L4121-1 & L4121-2 du code du travail français font obligation à chaque employeur de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité et la protection de la santé physique et mentale des travailleurs. Ces mesures doivent reposer sur les fondements de principes généraux suivants :

- 1) Eviter les risques,
- 2) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- 3) Combattre les risques à la source,
- 4) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail, ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- 5) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- 6) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- 7) Planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent, la technique l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral (...),
- 8) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- 9) Donner des instructions appropriées aux travailleurs.

Référentiel réglementaire et recommandations :

SECURITE / SANTE : textes applicables à l'ensemble des intervenants :

- Code du Travail français.
- Loi du 31.12.1993 - n°14-18 : chantiers temporaires et mobiles.
- Décret du 26-12-1994 - n°94-1159 : intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil modifié par le décret 68-2003 du 24 janvier 2003.
- Décret 95-543 du 04.05.1995.
- Décret 95-607 du 06.05.1995.

- Décret 95-608 du 06.05.1995.
- CIRCULAIRE DRT 96-5 du 10 04 1996 (Ministère du Travail) relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil.
- Directive 92/57 du 24 06 92 du Conseil des Communautés européennes.
- Norme NF C 18.510.

Préambule sur la prévention des risques : Pas de travaux sans prévention

Le secteur de la construction est l'un des plus importants de notre activité économique. Les salariés du BTP sont, plus que les autres, exposés à des risques élevés d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

La prévention des risques professionnels a permis de diviser par 3 le nombre d'accidents mortels au cours des 30 dernières années. Cependant, la vigilance doit rester de mise et intégrer les facteurs de risques professionnels suivants :

- diversité et complexité des interventions et des techniques sur un même chantier, multiplicité des acteurs avec des intérêts souvent divergents, de nombreuses contraintes d'interfaces,
- spécificité de chaque projet qui renforce les aléas,
 - . facteurs socio-économiques déterminants,
 - . contraintes de délais, d'espace et aléas de toute nature,
 - . conditions climatiques, géologiques ou environnementales incontournables...

Logique générale de prévention

Sources d'accidents, les situations d'improvisation et d'urgence sur les chantiers résultent généralement d'insuffisances dans la mise au point du projet de construction et/ou d'un manque d'anticipation dans la préparation des travaux.

La prévention dans le BTP repose sur :

- la concertation et la coordination en amont des parties prenantes : aménageur, maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS (sécurité et protection de la santé), pilote OPC (ordonnancement / planification / coordination), bureau d'études, entrepreneurs, concessionnaires des réseaux et infrastructures...
- l'organisation des chantiers et des activités réelles,
- l'adoption de bonnes pratiques,
- le respect des différentes réglementations applicables.
- Savoir anticiper dans la préparation des travaux

Socle de bonnes pratiques à adopter sur un chantier de BTP

- Gestion rigoureuse du projet de construction par une planification réaliste des travaux et mise en œuvre des moyens appropriés
- Intégration des principes généraux de prévention et des obligations légales de sécurité par tous les acteurs dans toutes les phases du projet (programme, conception, définition des méthodes, réalisation, réception)
- Évaluation des risques spécifiques au projet de construction, par chacun des intervenants, par anticipation pour chacune des phases de l'opération (conception, réalisation).
- Désignation par le maître d'ouvrage d'un coordonnateur compétent pour les chantiers concernés et doté des moyens et de l'autorité nécessaires à l'exercice de sa mission
- Coopération entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les entrepreneurs ainsi que tout intervenant sur l'opération

Entreprises étrangères

Toute entreprise étrangère doit se conformer aux exigences réglementaires du code du travail français.

Elle doit informer et traduire dans sa langue natale les affiches, et documents notamment ceux relatifs à la sécurité à destination de son personnel

L'entreprise dispose sur chantier d'une personne en charge de la traduction afin de s'assurer d'une continuité de l'information auprès de son personnel et de l'action qui en découle.

Article L1321-6 / Le règlement intérieur est rédigé en français. Il peut être accompagné de traductions en une ou plusieurs langues étrangères.

Il en va de même pour tout document comportant des obligations pour le salarié ou des dispositions dont la connaissance est nécessaire pour l'exécution de son travail.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux documents reçus de l'étranger ou destinés à des étrangers.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Objet de l'opération

L'opération concerne la sécurisation et la valorisation du bâti fortifié sur le massif HAUTION dans le parc naturel du Mercantour (06)

Situation de l'opération

l'opération se situe en phase 2 sur les sites de (Selon plan de situation joint au DCE) :

- FORT DE LA REDOUTE (ou des Trois Communes) ET BÂTIMENT ANNEXE

- CASERNES DE L'AUTHION, CASERNE ET FORT DE LA FORCA

(Se reporter au plan de situation des ouvrages)

Nature des travaux

L'opération comprend à la fois principalement des travaux de réhabilitation, restructuration des ouvrages existants sur plusieurs secteurs concernés par le projet à savoir selon les 2 lots principaux :

- Lot N° 1 maçonnerie (lot principal)

- Lot N° 2 serrurerie

les entreprises prennent en compte et respectent les dispositions du règlement intérieur du Parc du MERCANTOUR et notamment la décision individuelle 2026-013 jointe au DCE.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) prennent en compte dans le cadre de leurs marchés de travaux les contraintes

- d'accès ,
- d'emprise ,
- d'environnement
- de fonctionnement, et d'exploitation
- de risque liés aux modalités de réalisation des travaux

Mode de consultation des entreprises : A.O.

Type de marchés : public

Mode de passation des marchés : Lots séparés

Liste des LOTS

LOT N°1 - MACONNERIE

LOT N°2 - SERRURERIE

Nota : Dans le présent document Le lot 1 est dénommé marché (ou lot) principal (en charge des installations communes)

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 juin 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 4

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Impacts environnementaux :

D'une manière générale, l'exécution de travaux peut engendrer des impacts environnementaux dans les domaines suivants :

- Milieu physique : air, eaux, sol,
- Milieu naturel : faune, flore, écosystèmes,
- Milieu humain et cadre de vie, paysage, bruit et vibrations, urbanisme, risques naturels et technologiques.

La prise en compte de l'environnement du projet s'accompagne d'un certain nombre de contraintes spécifiques comme :

Contraintes environnementale

Contraintes climatiques

Contraintes acoustiques.

Contraintes aéronautiques.

Contraintes pyrotechniques.

Contraintes de circulation

Contraintes de travaux en milieu Naturel isolé

Contraintes sanitaire.

Dispositions relatives aux réseaux

Protection des emprises travaux

Stockage temporaire sur chantier

Maintien des activités locales et des fonctionnalités existantes

Contraintes particulières imposées pendant la phase chantier

Contraintes liées à l'activité touristique

L'ensemble de ces points fera l'objet d'une analyse de risque et d'un développement dans le PPSPS de chaque entreprise

Prise en compte de l'environnement

Préalablement à ses travaux Le Titulaire prend connaissance des zones de travaux du projet et de toutes les contraintes environnementales et sujétions liées à son environnement naturel

Le Titulaire prend en compte dans son analyse de risque (PPSPS) des contraintes d'exécution des prestations liées notamment :

- Aux travaux à réaliser dans un milieu naturel isolé, dépourvu de moyen de communication stable
- Au maintien en permanence de la circulation VL/PL de jour comme de nuit,
- Au maintien en permanence de la circulation piétonne , notamment des touristes et randonneurs (en isolant le chantier) des visiteurs potentiels) ,
- Au maintien des accès riverains de jour comme de nuit,
- Au maintien des accès au secours et SDIS y compris à travers les emprises de la ou des zones de travaux de jour comme de nuit ,
- Au caractère des travaux par phase,
- Aux conditions d'accès aux sites et des conditions et des interdictions de stationner sur les mêmes sites,
- Aux difficultés d'approvisionnement et d'évacuation des matériels et matériaux,
- Aux mobilisations et démobilisations successives d'équipes (personnels et matériels),
- Aux cadences de chantiers potentiellement réduites liés à la nature des prestations et au site,

L'opération est soumise à une obligation de qualité environnementale traduisant la volonté des intervenants de réduire l'impact environnemental du chantier par le respect d'un certain nombre d'exigences concernant :

- L'information des riverains,
- La formation et l'information du personnel,
- Le stockage et la manipulation des produits dangereux,
- La gestion des déchets,
- le bruit,
- Les pollutions potentielles de site (sol, eau, air),
- La pollution visuelle,
- Les perturbations de trafic

l'entreprise doit informer le CSPS et le MOE de toute incohérence rencontrée sur le contenu des 2 volets CSPS et ENVIRONNEMENT afin de satisfaire les prescriptions énoncées, et ne pas dévaloriser le niveau d'exigence requis en matière de Prévention, et sécurité dans le cadre du présent PGC

L'entreprise prend en compte les contraintes liées à l'obligation de conserver sur site les végétaux faisant l'objet d'un plan de repérage et dont la position et le gabarit génèrent des contraintes en matière de logistique

chantier et organisation

Démarche environnementale

Le chantier s'inscrit dans une démarche environnementale de gestion des produits, matériaux et déchets issus des travaux de démolition ou de réhabilitation significative, en respect de la réglementation du cœur de Parc national pour réalisation de travaux

1/ Contexte général de la réglementation du cœur de Parc national

Elle vise à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, la faune et la flore sauvages ainsi que sur le caractère du parc.

Le bénéficiaire devra respecter les autres réglementations en vigueur notamment celles visant à assurer la sécurité de ses ouvriers et des usagers sur le chantier. Il assumera la responsabilité civile et pénale de tout éventuel accident.

Le non respect des dispositions prévues par le code de l'environnement expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du chantier.

2/ Réglementation spéciale du cœur de Parc national

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du chantier. A ce titre, il est notamment rappelé les dispositions suivantes :

- ***Le camping et le bivouac***

Le camping se différencie du bivouac par le fait entre autres, que l'action se déroule sur plusieurs nuits au même endroit et sans que l'installation (tente et tout autre abri) soit démontée en journée . Le camping (quel que soit l'abri) est interdit. Il peut être dérogé à cette interdiction pour les besoins des chantiers, sur demande et autorisation préalable du Directeur du Parc national – cf paragraphe 6/

Consulter la brochure explicative : <https://fr.calameo.com/read/00100618571badb3b1606>

- ***Le bivouac est réglementé.***

Il est autorisé entre 19h et 9h, à plus d'une heure de marche à l'intérieur des limites du Parc ou du dernier accès automobile.

En conséquence, le bivouac dans un camping-car, une caravane ou une tente de toit est interdit.

- ***Le feu, les réchauds de camping et les barbecues***

Les feux sont interdits de manière générale pour éviter les incendies, les dégradations du sol et de la végétation.

- ***Les chiens, même tenus en laisse ou portés sur soi, sont interdits.***

- ***Les déchets, le bruit et les graffitis***

Le dépôt, abandon ou jet de déchets, quel que soit le lieu, sont interdits. Les déchets « biodégradables » ne doivent pas non plus être abandonnés en coeur de parc. Les détritrus doivent être emportés afin de les déposer dans les containers ou les poubelles disponibles dans les vallées. Les bruits et dérangements de nature à troubler le calme et la tranquillité des lieux sont interdits. Cette interdiction concerne notamment l'utilisation d'appareils de retransmission – diffusion sonore : radio, lecteur portable avec enceintes intégrées...

- ***Pictogramme graffiti***

Toute inscription, signe, dessin, gravure ou graffiti sont interdits, quel que soit le support : pierres, arbres, bâtiments - même en ruine – panneaux...

- ***Le port ou l'utilisation d'une arme***

La chasse, le port ou la détention d'une arme utilisable pour la chasse et de ses munitions sont interdits

- ***La pêche***

La pêche est autorisée sous réserve de respecter les réglementations en vigueur dans chaque département.

La pêche à partir d'un bateau ou d'une embarcation est toutefois interdite

- **La capture, la cueillette et le ramassage**

Les prélèvements de minéraux, de fossiles, de végétaux ou d'animaux sont interdits.

Toutefois, la cueillette de certains végétaux à usage médicinal ou culinaire (liste limitée) est autorisée dans le cadre d'une réglementation particulière.

Consultez la brochure explicative : <https://fr.calameo.com/read/001006185723aff848cfe>

- **La circulation des véhicules à moteur**

La circulation et le stationnement des véhicules motorisés (automobile, moto, cyclomoteur...) sont interdits de manière générale, sauf en-dehors des voies suivantes : route de la Bonette, route du col de la Cayolle, route d'accès au parc de stationnement aménagé de la plaine du Laus, route d'accès au parc de stationnement aménagé de la Madone de Fenestre, route de l'Authion, piste reliant l'Authion à Colla-Bessa, piste reliant Bayasse, le col de la Moutière, le vallon de Sestrière et le vallon de Restefond.

Pour la circulation et le stationnement sur les autres pistes, dont les pistes des Merveilles et de Fontanalbe, une autorisation dérogatoire peut être délivrée sur demande, par le Directeur du Parc national ou les responsables du service territorial « Roya-Bévéra ». - voir paragraphe 7/

- **Les activités et sports de loisirs**

Le canyoning est interdit par la modalité n°33 d'application de la réglementation issue du décret n°2009-486.

La plongée ainsi que la navigation sont interdits en cœur de parc.

La pratique du vélo en dehors des routes ouvertes à la circulation publique est réglementée.

La randonnée équestre est réglementée.

Les activités utilisant une voile pour être tracté ou effectuer des sauts, ainsi que les activités permettant le survol à basse altitude du cœur de parc, sont interdites.

La pratique du « vol-libre » (parapente, deltaplane...) est réglementée.

La pratique du planeur ("vol à voile") est interdite en dessous de 1 000 mètres du sol.

- **Le survol des appareils motorisés**

Le survol des aéronefs motorisés à moins de 1 000 mètres du sol est interdit. Des autorisations dérogatoires sont toutefois délivrées par le Parc national, lorsque cela s'avère indispensable aux travaux et aux activités économiques autorisées (élevage, gestion de refuges de montagne, gestion des ouvrages de production d'électricité hydraulique...).

Les survols effectués par les services de secours en montagne ne sont bien entendu pas concernés par cette interdiction. Le survol des drones est interdit. Des autorisations dérogatoires peuvent toutefois être délivrées par le directeur du Parc national, de manière exceptionnelle, lorsque l'utilisation de drone s'avère nécessaire dans le cadre d'une activité professionnelle autorisée.

3/ Respect des prescriptions

Le bénéficiaire inclura systématiquement les prescriptions de la réglementation du cœur de Parc national dans les pièces constitutives de ses appels d'offres.

Il remettra systématiquement une copie des autorisations délivrées au(x) prestataire(s) sélectionné(s) pour chaque marché. Il s'assurera enfin que le(s) prestataire(s) puisse(nt) présenter cette décision à toute réquisition des agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière. Le non respect des prescriptions relatives aux travaux et aux survols du présent marché expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

4/ Prescription relative à la phase de préparation du chantier

Conformément au CCP du marché public, une réunion de lancement sera organisée entre le bénéficiaire, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage. Préalablement au lancement des travaux, une visite sur site sera organisée afin de s'assurer que les zones de prélèvement de pierres, les aires de stockage et les installations de chantier prévues sont correctement positionnées en-dehors des zones à enjeux naturalistes. Au besoin, ces zones à enjeux seront mises en défend à la charge du bénéficiaire.

5/ Prescriptions relatives à l'organisation du chantier

- **Information du public**

Pendant toute la durée des travaux, des dispositifs succincts d'information du public seront mis en place sur la route, au niveau des sites concernés par les travaux, et au départ des sentiers de randonnées afin de les informer de la mise en œuvre des travaux. Ces dispositifs seront posés dès la phase d'installation du chantier et déposés par le pétitionnaire en fin de chantier.

Aucun balisage à la peinture (même « biodégradable ») ou dépôt de craie n'est autorisé. Tous les dispositifs de signalisation ou balisage seront réalisés exclusivement à l'aide de matériaux entièrement amovibles de type rubalise, panonceaux montés sur piquet, etc. Ce balisage sera intégralement retiré en fin de chantier.

- *Plan de manutention*

L'acheminement des matériaux, leur stockage et la gestion des déchets de chantier et de la dépose du dispositif existant se conformeront au plan de manutention suivant :

- les zones de stockage des matériaux seront identifiées

- les zones seront circonscrites de manière visible et adapter pour des raisons de sécurité pour les personnes. Les différents secteurs du massif de l'Authion sont accessibles par voie pédestre, motorisée ou aérienne. Pour une gestion optimale de l'approvisionnement du chantier en fonction des contraintes, les entreprises sont invitées à envisager des modes de déplacements « doux » permettant une bonne adaptabilité sur le site. Les chemins d'accès (pistes) permettent cette pratique.

Une combinaison des divers moyens de transports est à étudier par le prestataire, entre un approvisionnement général sur site en début de saison (ex : hélicoptère), couplé avec des transports alternatifs à pied entre les différents points d'implantation au fil de la saison. En cas de non respect engendrant une pollution ou une dispersion de déchets ou résidus dans la nature, le bénéficiaire pourra engager une procédure à son encontre.

- *Matériaux*

Les matériaux susceptibles d'être lessivés ou éventrés (composants de mortier notamment) seront conservés dans des contenants hermétiquement clos, à l'abri de la faune sauvage, des intempéries et des éventuels visiteurs. L'ensemble des maçonneries sera réalisé de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances soient réduits au maximum :

- mélanges (mortier, béton...) réalisés sur des bâches étanches ou dans des bacs étanches

- pose et séchage au sec, hors période de pluie

- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans les cours d'eau ou les lacs

- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée. Le prélèvement de pierres et de terre pourra être autorisé, pour les besoins exclusifs du chantier, après l'accord préalable du maître d'ouvrage. Les prélèvements de pierres ne concerneront que des éléments entièrement mobiles, sans ancrage même partiel dans le substrat.

Au titre de l'archéologie, les entreprises regarderont au préalable si ces pierres ne sont pas gravées sur une ou plusieurs de leurs faces et si tel est le cas, ils ne les utiliseront pas pour le chantier. Ils informeront le maître d'ouvrage de ces éventuelles découvertes.

Le déplacement de pierres et autres éléments mobiles autour des bâtiments devra être mené avec précaution et selon les recommandations communiquées par l'écologue en raison de la présence de reptiles patrimoniaux et de la présence potentielle de Spélerpès de Strinati.

Tout apport de terre en provenance de l'extérieur du cœur du parc national est interdit.

- *Matériels*

L'ensemble des engins, matériels et outils susceptibles de provoquer une pollution accidentelle (huile, liquides hydrauliques, hydrocarbure...) devront être en parfait état de fonctionnement et de propreté, l'étanchéité de tous les flexibles et éléments de moteur devant être assurée. Ils seront équipés de bacs de rétention ou confinés et mis sur tapis absorbants lors des périodes d'inactivité. Toutes les équipes disposeront de kit anti-pollution.

Aucun rejet polluant issu des engins de chantier ou des outils thermiques (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) ne devra être déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

Le ou les prestataires sont tenus de prendre toutes les dispositions utiles à cette fin. En cas de rejet polluant, le chef du service territorial concerné du Parc national du Mercantour devra être immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

- *Traitement du bois*

Les bois, s'ils sont traités, le seront avec des produits naturels.

• *Résidus de chantier et déchets*

A l'issue des travaux, l'ensemble des résidus de matériaux (mortier...) et des déchets y compris ceux issus de la vie courante sur le chantier devront être intégralement collectés à des fins d'évacuation vers les filières de traitement autorisées. Il est rappelé l'interdiction d'incinérer les déchets et résidus des travaux en cœur de Parc.

• *Entretien de la zone de chantier et des zones de stockage*

Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des déchets (emballages de consommables et déchets de la vie courante) devra être réalisé dans des contenants hermétiques et évacué régulièrement en dehors du cœur de parc. D'une manière générale l'entrepreneur favorisera l'évacuation des déchets au fur et à mesure de ses déplacements afin de réduire au maximum la période de stockage sur site des matériaux à évacuer.

6/ Prescriptions relatives aux installations temporaires liées aux travaux

En tant que de besoin, l'installation de modules de vie temporaires, de type tentes, « algeco » ou cabines, peut être autorisée sur demande et sous réserve d'en limiter le nombre au strict minimum, sur un emplacement dépourvu de tout enjeu environnemental et préalablement validé avec le PNM (maître d'ouvrage).

Ces modules ne devront générer aucun rejet (ni liquide, ni solide) dans le milieu. Les éventuelles installations sanitaires du chantier, y compris WC, devront être adaptées à cette contrainte. Des panneaux amovibles à proximité des installations chantier informeront succinctement le public du caractère dérogatoire de ces installations.

Le lieu sera laissé en parfait état de propreté durant toute la durée du chantier. A échéance, l'intégralité des installations sera évacuée en dehors du cœur de parc.

7/ Prescriptions particulières liées au survol hélicoptère

Le présent marché ne vaut pas autorisation de survol du cœur de Parc national à moins de 1000 mètres du sol par un aéronef motorisé. Les héliportages nécessaires à la réalisation des travaux devront faire l'objet d'une demande d'autorisation dans le respect des dispositions et délais réglementaires en vigueur.

En terme de procédure, le maître d'œuvre centralisera toutes les demandes d'héliportages sollicitées par chacun des prestataires. Il transmettra cette demande d'autorisation groupée au Parc national en informant :

- du nom des entreprises d'héliportage choisies ainsi qu'un contact mail
- le nombre de rotations envisagées en précisant pour chacune les points de départ et les points de dépose
- les dates de survol envisagées

Après instruction, le Parc national transmettra par notification informatique les autorisations à chacune des parties.

Les survols seront autorisés aux conditions suivantes :

- strict respect des plans de vols définis dans l'autorisation délivrée par le Directeur du Parc national
- strict respect des périodes comprises entre le 1er juin et le 15 octobre

→ éviter d'acheminer du matériel par hélitreuillage durant la période de reproduction (fin juillet). Le stockage du matériel devra être évité également dans les secteurs de reproduction.

8/ Prescriptions relatives à la préservation des milieux

Les travaux seront mis en œuvre à compter du 15 mai et jusqu'au 30 novembre 2025, selon un phasage géographique tenant compte des sensibilités naturalistes du site – cf. paragraphe 9.

• *Impacts sur l'eau*

L'approvisionnement en eau du chantier sera assuré au moyen de cuves, remplies par prélèvement dans le réseau d'eau potable hors milieu naturel.

Toutes les précautions seront à prendre contre tout risque de pollution des zones aquatiques (torrent, lacs et zones humides). - cf. paragraphe 5, alinéas « matériaux », « matériels » et « résidus de chantier et déchets » ainsi que paragraphe 6 « campement ».

En cas de ruissellements d'eau ou infiltrations (eau de pluie par exemple) contraignant la réalisation des travaux, l'entrepreneur pourra drainer (par pompage si nécessaire). En aucun cas les suintements d'eau naturels présents sur site ou les atteintes au cours d'eau ou lacs pour drainage ne sont autorisés.

• *Impacts sonores*

Le groupe électrogène et les engins motorisés utilisés par les équipes pour des travaux diurnes. Une attention particulièrement sera appréciée sur le choix des engins afin de respecter au mieux la quiétude des lieux.

• *Impacts au sol*

Compte tenu de la pollution pyrotechnique de la zone, les affouillements seront strictement limités et identifiés en amont des travaux. Ils feront l'objet d'une sécurisation en surface par un opérateur pyrotechnique et seront réalisés à la main avec pelle et pioche. Les gravats et autres matières inertes seront collectés et évacués au titre des résidus de chantier. Le plan de manutention (stockage et gestion du matériel et des matériaux) devra être conforme aux modalités précisées en paragraphe 5 afin de limiter les impacts au sol, les pollutions etc.

• *Impacts sur l'air*

Le brûlage sur site n'est pas autorisé conformément à la réglementation générale du cœur de parc.

Les engins motorisés seront conformes aux règles d'utilisation et n'émettront pas de pollution anormales (fumées noires etc).

9/ Prescriptions relatives à la prise en compte des espèces protégées et de leurs habitats

• *FAUNE*

Une expertise préalable sera organisée par un écologue pour repérer et signaler les zones permettant l'évitement des impacts sur les espèces patrimoniales (vertébrés & invertébrés). Le déplacement de pierres et autres éléments mobiles autour des bâtiments devra être mené avec précaution et selon les recommandations communiquées par l'écologue en raison de la présence de reptiles patrimoniaux et de la présence potentielle de Spélerpès de Strinati.

• *FLORE*

Une expertise préalable sera organisée par un agent du Parc botaniste pour identifier les zones à mettre en défens dans le cadre des travaux.

Une sensibilisation à destination des ouvriers sera diffusée de sorte qu'ils puissent identifier ces espèces et les protéger, les mettre en défens le cas échéant.

• *Calendrier travaux phase 1*

> Secteur de Cabanes vieilles :

Les interventions travaux concernent la partie basse du secteur et limitent les accès au-dessus des bâtiments 5 et 6. Si les conditions météorologiques sont favorables, les travaux sur ce secteur pourraient commencer dès le mois de mai 2025.

> Secteur de Plan Caval :

Les interventions travaux concernant les sécurisations des trous et tranchées hors zone centrale, ainsi que les travaux concernant la sécurisation des accès aux blockhaus pourraient commencer dès le mois de mai 2025, si les conditions météorologiques le permettent. Les travaux concernant la partie centrale du site (les casernes, la plateforme et les abords) se feront à partir du 5 août.

> Secteur de Mille-Fourche :

Afin de limiter les impacts sur l'avi faune nicheuse durant les travaux il convient d'éviter les périodes de reproduction de mi-avril jusqu'au 05 août.

Nota : les prestataires seront tenus de se conformer aux prescriptions mentionnées dans :

- le rapport des études environnementales de Sylvatrop Consulting,
- le document de synthèse du PNM de cette évaluation pour les travaux de la phase 1

10/ A l'issue des travaux

Les prestataires seront tenus de se conformer aux prescriptions relatives à la remise en état complète du site comme mentionné dans les paragraphes n°5 (organisation du chantier), n°6 (installations temporaires campement), n°8 (prescriptions relatives à la protection des milieux) et n°9 (prescriptions relatives aux espèces et habitats).

Une visite de fin de chantier sera organisée entre les parties à cette fin.

Risque hydraulique / Météo

L opération se situe **en montagne** (jusqu'à 2080 m) avec un risque d'intempérie et d'orage pouvant entraîner une montée des eaux de ruissellement sur les emprises du chantier et un fort ravinement pouvant déstabiliser les emprises chantier.

L'entreprise souscrit un abonnement météo (ou équivalent) afin de s'informer au quotidien sur les prévisions

météo et les risques d'orage (risque foudre)

Nota sur le risque pyrotechnique

Le site objet de l'opération a fait l'objet d'une étude pyrotechnique faisant état d'un risque avéré pour tous les travaux objet de l'opération (démolition, terrassement en profondeur ...). L'entreprise propose une méthodologie prenant en compte le risque pyrotechnique afin de protéger l'ensemble de son personnel, les intervenants et l'environnement, tant en phase préparatoire qu'en phase travaux et notamment excavation et évacuation.

L'opération se situe sur un ancien terrain militaire présentant un risque pyrotechnique potentiel au delà de 40 cm de profondeur. Une concertation est à organiser par l'entreprise et le maître d'œuvre en phase préparatoire avec les services de la sécurité civile afin de définir les modalités d'intervention, le risque pyrotechnique potentiel, et la conduite à tenir en cas de découverte inopinée d'engins de guerre.

Sur les terrains militaires, la dépollution pyrotechnique est de la compétence du ministère de la défense sous réserve de dispositions particulières (articles 3 et 4 du décret n°76-225).

Découverte d'engins de guerre (obus, munitions, ...) ou incidents pyrotechniques

- Ne pas y toucher, ne pas tenter de le démonter, ne pas le déplacer
- Arrêt de l'activité et prévenir immédiatement TECHNIP FMCLFB CSPA
- Arrêt de toute activité dans un rayon de 40 m (suivant analyse de risques PYROTECHNIS) et évacuation de tout le personnel présent dans cette même zone.
- Baliser la zone autour de l'engin de guerre, ainsi que de la zone d'exclusion de 40 m, et mise en place d'un affichage adapté.
- Les démarches administratives de retraits des munitions par la sécurité civile seront traitées par LFB/TECHNIP FMC.

Si urgence (explosion, fuite sur l'engin pyrotechnique découvert, fumée s'en échappant, ...), appel direct de la gendarmerie, pompiers, en complément des mesures ci-dessus.

• Reprise travaux après évacuation obus, sur accord du Moe (sur une zone de stockage sécurisée ou par la sécurité civile). Si déplacement dans emprises du chantier pour mise sur zone de stockage sécurisée, une procédure particulière devra être validée préalablement par l'entreprise

Nota sur l'étude de structure des ouvrages existants

L'entreprise prend en compte les études préalables de structure des ouvrages existants jointes au projet. Elle effectue si besoin des études complémentaires afin de proposer une méthodologie visant à assurer la stabilité des ouvrages existants tant en phase travaux qu'en phase provisoires, afin d'assurer la sécurité des intervenants et des riverains avoisinants.

Dans tous les cas il y a lieu de transmettre les éléments suivants, notamment dans le cas de reprise en sous-œuvre ou intervention sur l'existant, ou à proximité d'un existant.

o Une étude préalable préventive sur la faisabilité réalisée par un expert (BET, Géotechnicien, ...) précisant les contraintes environnementales et les contraintes de réalisation à prendre en compte que les modalités sur les principes de réalisation (phasage, descente de charge, équipements, ...)

o Une note technique de réalisation de reprise en sous-œuvre

o Ces documents devront être validés par le Moe et BET compétent avant toute intervention de l'entreprise. L'entreprise complète son PPSPS en conséquence.

Nota sur les sondages et fouilles archéologiques : sans objet

Risque de nuisances acoustiques

La totalité des engins intervenant sur le site devront satisfaire à la réglementation en vigueur en ce qui concerne les nuisances sonores, et notamment de l'article R. 1334-36 du code de la santé publique.

Le titulaire est tenu de respecter les arrêtés municipaux ou préfectoraux apportant des restrictions complémentaires, en particulier, sur les horaires des activités du chantier.

L'entreprise devra être en possession des certificats de conformité acoustique de l'ensemble des engins et matériels présents sur le chantier. Les dispositifs sonores équipant les engins ne devront en aucun cas être déconnectés pour des raisons de confort. Ils devront être équipés d'un **avertisseur de type cri de lynx**.

Points d'Arrêt

Tout ouvrage ou partie d'ouvrage découvert en cours de travaux, et non pris en compte dans l'étude initiale du projet ou ne relevant pas des pièces écrites, doit faire l'objet d'un point d'arrêt pour l'entreprise et d'une information auprès du Maître d'œuvre susceptible de prononcer un arrêt total ou partiel de travaux.

Ces dispositions concernent les problématiques de :

- matériaux susceptible de contenir de l'amiante, ou du plomb
- pyrotechnie
- pollution de sol
- stabilité des ouvrages et avoisinants
- ouvrages ou situations spécifiques
- toute problématique pouvant générer un risque pour le personnel , ou l'environnement.

Dans tous les cas des diagnostics complémentaires sont initiés de façon à :

- réaliser une analyse de risque spécifique
- définir des mesures conservatoires
- proposer une méthodologie d'intervention adaptée visant à minimiser le risque pour le personnel intervenant et l'environnement .
- proposer une méthodologie de traitement des déchets éventuels générés .

Les éléments d'études complémentaires sont transmis au Maître d' œuvre, et les additifs au PPSPS correspondant au CSPS

Le Maître d' œuvre prononce alors une levée du point d'arrêt et autorise la reprise des travaux;

Valorisation des déchets de toute nature :

Dans un document soumis au visa du maître d' œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d' œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

Démarche de développement durable

Charte "Chantier Propre " ou équivalent

L'entreprise prend en compte les dispositions à respecter pour toute intervention au sein du parc naturel du Mercantour , ainsi que les dispositions du CCTP en la matière

Les principaux points portent sur :

L'organisation du chantier

- La Propreté du chantier
- La Réduction des consommations
- Le Stationnement des véhicules du personnel de chantier
- Accès des véhicules de livraison

Le Contrôle et suivi de la démarche

La Sensibilisation du personnel à la démarche chantier propre

Les Limitations des nuisances causées aux riverains

- Le Niveau acoustique en limite de chantier
- La Limitation des émissions de poussières et de boue

La Limitation des risques sur la santé du personnel

- Les Niveaux sonores des outils et des engins
- Les Risques sur la santé liés aux produits et matériaux

La Limitation des pollutions de proximité

- Les Eaux de lavage
- Les Huiles de décoffrage
- La Pollution des sols, eaux, air
- La Protection faune/flore

La Gestion et collecte sélective des déchets

- La Limitation des volumes et quantités de déchets
- Les Modalités de la collecte
- Les Modalité de suivi des déchets
- Remblais – Terres issus du terrassement
- Déchets de démolition (autres que l'amiante)
- Déchets de démolition avec présence d'amiante

Le suivi Sécurité incendie

La Base vie / Cantonnement

La traçabilité des actions (classeur environnement)

Le chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,

Valorisation des déchets :

l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 2 entreprises réparties dans les différents Lots

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : - 10 personnes en moyenne

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'œuvre	Atelier QUERCUS	12 avenue du docteur Faraut 06670 Levens	atelier@quercus.land	Thomas GONELLA
Coordonnateur SPS de réalisation	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION	Les Algorithmes -Le Pythagore A-2000 route des Lucioles - CS 80055 06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX	0660044091 patrick.querol@fr.bureauveritas.com	Patrick QUEROL
OPC	CINFORA	81, Avenue Simone VEIL 06200 NICE	06 07 93 32 87 maxime.malejacq@ingetec.mc	Maxime MALEJACQ
Economiste	Francis PETIT	75, Avenue Jean de Lattre de Tassigny 06400 CANNES T. 06.09.84.11.58 Courriel: fpetitl80@gmail.com	06.09.84.11.58 fpetitl80@gmail.com	Francis PETIT
Architecte	Jean GEITNER	Résidence de Délos 611 avenue Victor Hugo 83600 Fréjus	06 09 84 11 58 missgeit@architectur.fr	Jean GEITNER

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas mais complète les modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Les entreprises qui doivent établir un PPSPS et participer à une IC sont déterminées en appliquant les règles décrites dans l'Annexe au PGC intitulée Annexe Arrêt Cour de Cassation du 14 Janvier 2025.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

Tout manquement sur les dispositions énoncées ci après est soumis à pénalités conformément aux dispositions du marché :

Interdiction d'intervenir pour toute entreprise :

- sans visite d'inspection commune avec le CSPS au moins 2 semaines avant son intervention
- sans transmission préalable de son PPSPS à la visite d'inspection commune . Toute entreprise sous traitante a obligation de mettre son PPSPS en cohérence avec celui de l'entreprise titulaire qui la mandate , notamment sur son périmètre d'intervention et les moyens qui lui sont alloués, et de prendre en compte le PPSPS du lot principal (gros œuvre, ou gestionnaire des moyens mis en commun) .

Attention importante à la Visite préalable d'inspection commune

le Coordonnateur SPS est tenu de procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une Inspection Commune, au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

A cette fin chaque entreprise intervenante se met impérativement en rapport avec le Coordonnateur SPS au moins 2 semaines avant le début de son intervention afin de convenir d'un rendez-vous sur chantier pour procéder à cette inspection commune.

Tout manquement à cette disposition implique l'arrêt immédiat et sans autre préavis de travaux qui auraient commencés et qui présenteraient des risques particuliers pour les salariés de l'entreprise ou d'autres intervenants.

Pour le marché de désamiantage : (selon diagnostic opéré)

- l'entreprise remet son plan de retrait ainsi que son PPSPS faisant état de son analyse de risque exhaustive non limitée au risque amiante
- L'entreprise doit respecter strictement les dispositions du plan de retrait soumis à la DIRECCTE en matière de désamiantage et ne peut intervenir avant l'écoulement du délai de réponse l'inspection du travail fixé à 1 mois à réception du plan de retrait.

Réponses obligatoires aux observations du CSPS

Conformément à l'Article R4532-9 du code du travail

"Le maître d'ouvrage tient compte, lorsqu'il les estime justifiées, des observations du coordonnateur ou adopte des mesures d'une efficacité au moins équivalente."

Par ailleurs

Il appartient au maître d'ouvrage, maître d'œuvre ainsi que tous autres intervenants sur le chantier (entreprises , sous-traitants , artisans ...) concernés par les observations formulées par le CSPS, de viser les comptes rendus et d'y apporter des réponses éventuelles, sachant que les dispositions proposées seront à minima d'efficacité au moins équivalente à celles notifiées par le CSPS.

Toute absence de réponse sous huitaine aux observations du CSPS fera l'objet de pénalités applicables conformément aux disposition contractuelles du marché , notamment en cas de manquement , ou retard dans la remise des documents

Tenue des documents relatifs à la sécurité

L'entreprise tient à disposition des organismes et du CSPS les registres relatifs à la sécurité comme

- le registre des vérifications matériel
- le registre du personnel (entrée / sortie)

Par ailleurs , Le CSPS instaure dans ses Modalité de Coopération l'Obligation de tenir à jour sur chantier

l'ensemble des documents relatifs aux obligations réglementaires et notamment :

- > les copies à jour du PGC
- > la copie du Registre Journal (compte rendu de visites et réunions CSPA ,)
- > la copie des PPSPS de l'ensemble des intervenants (lot principal et sous-traitants)

Réunion de sécurité

Les entreprises sont tenues

- d'être présente en tant que titulaire de leur marché , à la visite d'inspection commune de leur sous traitant
- d'être présente aux réunion de sécurité à l'initiative du CSPA (et notamment les réunions de CISSCT pour les opération de niveau 1 avec une présence obligatoire du représentant d'entreprise y compris celle du représentant du personnel sur site)

Tenue à jour de la liste des intervenants sur chantier (Entreprise, Artisans , sous-traitants)

Chaque entreprise doit être déclarée auprès du maître d'ouvrage selon son statut

Le Maître d'Ouvrage transmet au CSPA la liste tenue à jour de tous les intervenants sur chantier (titulaires et sous traitant déclarés)

- En cas de constatation de sous-traitance non déclarée, il appartient au Maître d'Ouvrage de procéder à une arrêt des travaux de l'entreprise concernée .

Suivi des prestataires

Compte tenu de l'évolution de la jurisprudence de janvier 2025 , les prestataires sont soumis aux mêmes dispositions que les entreprises . Ils doivent effectuer une visite d'inspection commune et remettre leur PPSPS avant travaux.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPA pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un

document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.

- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Permis de voirie, circulations, occupation du sol :

L'Entreprise se rapproche du Maître d'ouvrage afin de prendre connaissance des accords de principe obtenus.

Les Lots concernées par l'accès au chantier doivent réaliser les demandes d'arrêté auprès du gestionnaire du Parc et des services concédés par rapport à leur besoin, et dans un délai préalable compatible avec les délais de réponses et de délivrance des accord ou dérogation (autorisation d'accès au site par dérogation d'tonnage)

L'entreprise transmet le résultat de ces consultations à la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le CSPS.

Voie d'accès au chantier

l'accès au site se fait à partir de la voirie existante (cf plan joint au DCE)

Selon la configuration du chantier et les infrastructures existantes , L'entreprise réalise , en concertation avec le maître d'œuvre, une voie d'accès au chantier afin de répondre au besoin de desserte stable, indépendante et sécurisée de l'opération.

L'entreprise chargée des installations de chantier prend en compte l'accès au chantier depuis le point d'accès au chantier et de raccordement au domaine public , jusqu'aux emprises des installations de chantier (base vie, aire de livraison , ...) et ouvrages à réaliser.

Il est précisé dans le CCTP , les voies jugées carrossables. Il appartient aux entreprises de préciser dans leur PPSPS en phase préparation, le type d'engins utilisés compatibles avec le caractère carrossable des voies. A défaut , un hélicoptage sera envisagé par l'entreprise.

Entretien de la voie d'accès

L'entreprise principale met en place au droit de l'entrée/sortie du chantier un dispositif de nettoyage des roues afin de ne pas souiller les voiries du domaine public

Panneau de chantier (selon disposition du CCTP)

L'entrepreneur principal met en place le panneau de chantier au droit de l'accès au chantier , en le rendant visible depuis le domaine public

La configuration du panneau est soumise à la validation du Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre .

Le panneau de chantier mentionne les noms du maître de l'ouvrage et de son équipe de maîtrise d'œuvre, le nom et l'adresse de toutes les entreprises et sous-traitants, ainsi que l'objet des travaux. Celui-ci est suffisamment dimensionné pour résister au vent. (Site exposé)

À noter, le contenu de cet affichage doit être lisible de la voie publique (R8221-1 du Code du travail).

Conformité des réseaux provisoires

L'entreprise en charge des raccordements et réseaux provisoires sur chantier a en charge la mise en place des réseaux suivant pour les besoins du chantier à savoir :

- Téléphone

- Eau potable
- Assainissement
- Électricité / Éclairage
- Ventilation
- Incendie

Toutefois , compte tenu du caractère isolé du chantier , L'entreprise adopte des mesures d'efficacité équivalente comme :

- Faire réaliser des voies d'accès praticables pour les véhicules et pour les piétons jusqu'au périmètre d'emprise du chantier (prolongées jusqu'aux locaux destinés aux salariés).
- Assurer une distribution d'eau selon le principe d'une citerne
- Assurer la distribution électrique au moyen d'un Groupe Électrogène insonorisé
- Disposer un WC chimique sur chaque site (roulotte chantier)

L'ensemble de ces dispositions figurent sur le projet de plan d'installation à remettre en phase préparation de chantier.

Installation électrique de chantier

Les installations électriques de chantier sont conformes aux dispositions du code du travail dans leur conception , mise en œuvre et vérification périodique.

L'entreprise prévoit un dispositif d'alimentation électrique autonome

Accès et Circulation des moyens de secours :

Le plan d'installation de chantier doit préciser les dispositions prévues à l'égard des secours notamment :

- Les points d'accès des secours (voies, repérages du point de rassemblement , hélicoptage éventuel) ,
- Les voies de circulation (gabarit et contraintes)
- Les réseaux existants et positionnement des dispositifs de consignation
- les points de rencontre dans le cas des procédures d'évacuation

Pour les sites occupés, il est mentionné les interférences avec l'exploitation (personnel, public) précisant :

- Les circulations et croisements de flux
- Les dispositifs spécifiques à l'exploitation (accès, réseaux, consignation, dispositif de lutte contre l'incendie, alarmes)
- Les notices de sécurité et procédures spécifiques au site
- Les numéros d'urgence à contacter en cas d'accident

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Le chantier doit être rendu et maintenu clos et indépendant vis à vis des tiers durant toute l'opération

Le chantier se situe sur un site naturel touristique Il importe donc de clôturer les limites mitoyennes et de veiller à ce que le chantier ne crée aucune nuisance ou désordre sur les propriétés ou activités dans un périmètre environnant l'opération (gêne d'accès, bruit, poussière, fumées, gestion des flux , etc.), tout n restant "clos et indépendant"

Marché principal

- L'entreprise principale met en place un dispositif de clôture en périphérie du chantier dès le début des travaux afin d'isoler le chantier des zones accessibles au public
- les clôtures existantes pourront être intégrée au dispositif
- En dehors des heures de travail, le chantier doit être hermétiquement clos

Clôture : Réglementation :

La mise en œuvre sur le chantier du dispositif de clôture ou de palissade ouverts sur le domaine public doit satisfaire à la réglementation et notamment

- Les arrêtés préfectoraux reprenant au moins les dispositions figurant dans le règlement sanitaire départemental type.
- Les arrêtés municipaux pouvant compléter ces dispositions et à défaut, les prescriptions des services de la

voirie ou des services techniques pouvant en préciser les caractéristiques.

La notion de «clôture» renvoie à deux notions :

- la clôture est visible et clairement identifiable,
- la clôture ne peut être franchie par un travailleur (ou un tiers) qu'intentionnellement, c'est à dire qu'il saura à quel moment il la franchit et qu'il devra mettre en œuvre une certaine «énergie» liée à sa volonté de la franchir.

Par conséquent , Toute absence de clôture physique , remplacement par une chaînette , ...ne constitue pas une clôture au sens retenue par la jurisprudence;

Le recours à une clôture existante n'est possible que si celle-ci est jugée conforme et remplit toutes les exigences auxquelles doit répondre une clôture de chantier.

Clôtures : Dispositions constructives à adapter à résultat équivalent, selon configuration du site :

Implantation, Constitution, maintenance ...

L'entreprise en charge de l'installation, et de la maintenance du dispositif de clôture (et toute autre entreprise devant intervenir sur la clôture à un moment quelconque du chantier), doit respecter les dispositions suivantes et ceci avant le début de l'opération ou intervention :

Le dispositif de clôture comprend notamment :

- Une clôture type HERAS de 2 m de haut au droit des points d'accès principaux sur le chantier supportant la signalétique interdisant l'accès du chantier au public.
- un dispositif de clôture plastifiée orange de 1 m de haut , en périphérie des postes de travail , et en retrait de 1,50 m des zones à risques de chute de hauteur (trémies, ...) , tel que mentionné sur le projet de PIC joint au DCE.

La gestion de la condamnation des dispositifs de clôture et portail fait partie du dispositif de contrôle d'accès du chantier de façon à interdire au public, l'accès au chantier en dehors des heures ouvrables (à défaut entre 7h 30 et 19h)

L'entreprise en charge de la clôture prévoit la mise en place de panneaux indicateurs à toutes les entrées / sorties du chantier ainsi que tous les panneaux d'affichage et pictogrammes réglementaires à savoir :

- chantier interdit au public
- Entrée sortie de véhicule
- Vitesse limitée 10 KM/H
- interdiction de fumer
- port du casque obligatoire

Le dispositif de clôture, peut en cour de chantier être, tout ou en partie, modifié tant en nature que position pour les besoins de l'opération, ou pour prévenir toute intrusion de tiers sur le site.

Il y a lieu pour chaque phase de respecter et maintenir le caractère clos et indépendant, notamment pour les phases provisoires.

Toute entreprise peut recourir à un dispositif de clôtures à l'intérieur ou à l'extérieur des emprises de chantier, de façon à isoler et signaler une zone à risque, évitant ainsi toute exportation du risque sur le personnel tiers ou le public. L'entreprise assure la pose, la gestion et la dépose du dispositif, y compris les installations et dispositions annexes telle que signalisation, et affichage réglementaires.

La clôture de chantier ne pourra être considérée comme un dispositif de protection contre le risque de chute de hauteur sans une justification préalable de toutes les prescriptions réglementaires et normatives prévue à cet effet. (Résistance, fixation, ...)

Le dispositif de clôtures délimite les emprises de chantier, internes et externes, à conserver comme espace « clos et indépendant ». Cela concerne la base vie, les zones de stockage, mais aussi les zones sur le domaine public telles que les échafaudages, les zones de travaux type VRD

Les zones dangereuse doivent être matérialisées et interdites d'accès aux tiers non autorisés par une clôture stable et conforme

Stabilité de la clôture

La clôture doit être lesté afin de résister au vent et notamment aux effets de site. L'entreprise effectue une note selon prescription du fabricant précisant les dispositions à mettre en œuvre pour assurer la stabilité en cas de vent violent (cf effet de site applicable aux grues, règles neiges et vent)

Contrôle d'accès :

Le chantier est soumis à un contrôle d'accès pour tous les intervenants ou personnes accédant au chantier. Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, Conducteurs de VU et de PL de livraison, Agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques,) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention. L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

Moyens d'identifications :

-Chaque entreprise indiquera dans son P.P.S.P.S. le moyen choisi pour identifier son personnel (casque, tenue au nom de l'entreprise, badge).

Liste nominative du personnel : Chaque entreprise tiendra à jour dans le bureau de chantier la liste nominative du personnel travaillant sur le chantier et faisant partie de son effectif (y compris le personnel intérimaire)

-Chaque entreprise fourni à son personnel un badge nominatif indiquant

> Le nom et prénom

>Le nom de l'entreprise

>La photo pour identification

L'entreprise principale dispose sur le chantier d'un dispositif pour réaliser les badges nominatifs avec photos pour l'ensemble des intervenants dès leur arrivée sur chantier .

A ce titre l'entreprise tient à disposition du maître d'œuvre, du CSPS et des organismes de prévention, le registre d'entrée sortie de son personnel affecté au chantier

Par ailleurs et Conformément au décret du 20/03/1979 concernant la formation à la sécurité, chaque entreprise titulaire ou sous-traitante sera tenue d'informer ses salariés et personnels intérimaires des points suivants à faire figurer sur un livret d'accueil :

- Circulations, contrôle d'accès aux entrées du chantier, issues et dégagements propres au chantier.

- Base vie et cheminement sécurisé

- Formations et accompagnement au poste de travail

- Règles de base en matière de gestion des protections collectives

- Conduite à tenir en cas d'accident et numéro de téléphone des secours

- etc

Par conséquent, dans tous les cas, le personnel doit

- être formé au poste de travail

- disposer de ses équipements de protections individuelles.

- avoir reçu une information préalable de son employeur sur les modalités d'organisation de l'opération, l'analyse des risques propres auquel il est exposé et les risques qu'il exporte envers les autres intervenants dans le cadre de ses travaux (selon prescriptions du PPSPS de l'entreprise)

- être informé sur les modalités de gestion des protections collectives (selon prescriptions du PGC)

- avoir une tenue de chantier compatible avec son activité et celle de son environnement

- avoir un comportement sur le chantier conforme à la réglementation

- disposer des moyens de communication pour faire part de toute situation à risque rencontrée (et notamment pour les travailleurs étranger, disposer d'un interprète sur chantier)

D'autre part Chaque entreprise prendra toutes les mesures nécessaire afin qu'aucun salarié ne travail isolément en un point ou en un lieu où il ne pourrait être secouru à bref délais. .

Toute personne ne pouvant justifier à minima des prérequis énoncés ci-dessus n'est pas autorisée à accéder au chantier. Elle peut donc se voir refuser l'accès au chantier, ou se voir reconduire hors du chantier en toute bienveillance.

Carte d'identification des salariés du BTP

Le chantier n'est accessible qu'aux personnes disposant de la carte professionnelle du BTP (sauf cas particuliers) qui devra être présentée aux agents de contrôle (IT) .

La carte doit être demandée, dès l'embauche ou le détachement, par :

- l'employeur du secteur des travaux de bâtiment ou des travaux publics (BTP) ;

- l'entreprise de travail temporaire pour les salariés intérimaires ;
- l'entreprise utilisatrice pour les salariés intérimaires détachés par une entreprise de travail temporaire établie hors de France.

La demande se fait exclusivement en ligne, contre paiement d'une redevance forfaitaire par carte demandée.

Elle doit indiquer :

- Le nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, la nationalité du salarié ;
- le numéro Siren et la raison sociale de l'employeur.

L'employeur doit fournir une photo du salarié, qui doit figurer sur la carte

La carte est valable :

- Pour toute la durée du contrat de travail ;
- Pendant 5 ans pour les intérimaires ;
- Pendant la période du détachement pour les salariés détachés

La carte doit être restituée à l'employeur à la fin du contrat de travail.

Si un salarié change d'employeur, il doit changer de carte BTP, celle-ci faisant figurer l'identité de l'employeur.

Une demande d'une nouvelle carte est nécessaire à chaque changement d'employeur (sauf pour les salariés intérimaires).

En cas de manquement à l'obligation de déclaration, l'employeur risque jusqu'à 2 000 € d'amende par salarié non déclaré ou par infraction, ou 4 000 € en cas de récidive dans l'année qui suit la 1^{ère} amende.

Service en ligne

Demande de carte BTP (carte d'identification professionnelle)

Chaque entreprise doit créer un compte pour être identifiée et fournir un certain nombre de renseignements.

Accéder au service en ligne (<http://www.cartebp.fr/>)

La carte professionnelle devra être visible pour chaque intervenant sur un porte badge (casques, tenues,)

Modalités du contrôle de présence

Le Maître d'ouvrage peut faire procéder de par son autorité et sa responsabilité en matière de travail détaché, à un contrôle de présence sur le chantier par une personne qu'il mandate.

L'entreprise fournit en début d'opération au plus tard à la visite d'inspection commune avec le CSPS,

- la liste de son personnel affecté à l'opération avec les renseignements nominatifs individuels pour constituer la base de données de son personnel affecté à l'opération, sur un fichier spécifique proposé par le contrôleur de présence et notamment :

- L'entreprise et ses coordonnées
- Le statut de l'employé (Salarié de l'entreprise, intérimaire, ...)
- la copie de la carte professionnelle du BTP et notamment du QRCODE , parfaitement lisible

l'entreprise tient à jour la liste de son personnel et transmet ainsi les coordonnées de tout nouvel entrant au contrôleur de présence

Toute personne du chantier doit présenter à la personne chargée du contrôle missionnée par le Maître d'ouvrage, sa carte professionnelle pour identification du QRCODE. Toute personne contrôlée ne disposant pas de sa carte professionnelle avec lui , ou non recensée sur la base de données initiale du personnel de l'entreprise fera l'objet d'une information au Maître d'Ouvrage qui prendra les mesures pouvant aller jusqu'à l'éviction du personnel contrevenant et non autorisé à accéder sur le chantier .

Sécurisation du chantier

Afin de se prémunir de toute intrusion illicite sur le chantier maintenu clos et indépendant, L'entreprise principale réalise la mise en œuvre tout au long du chantier d'une alarme et d'un système de vidéosurveillance relié à un poste central de surveillance. Le système permet de visualiser tous les points d'entrée du chantier donnant sur le domaine public. Les enregistrements sont conservés sur la durée d'un mois glissant minimum.

Le système devra assurer la surveillance des différentes entrées du chantier tout au long de l'opération afin de pouvoir recourir aux enregistrements vidéo en cas d'intrusion, de vol et infractions de toute nature.

Il est rappelé que le chantier ne peut être considéré comme clos et indépendant que s'il y a lieu de développer une énergie pour franchir le dispositif de clôture et portail

Livret d'Accueil

Par ailleurs et Conformément au décret du 20/03/1979 concernant la formation à la sécurité, chaque entreprise titulaire ou sous-traitante sera tenue d'informer ses salariés et personnels intérimaires des points suivants à faire figurer sur un livret d'accueil :

- Circulations, contrôle d'accès aux entrées du chantier, issues et dégagements propres au chantier.
- Base vie et cheminement sécurisé
- Formations et accompagnement au poste de travail
- Règles de base en matière de gestion des protections collectives
- Conduite à tenir en cas d'accident et numéro de téléphone des secours
- ... /...

Par conséquent, dans tous les cas, le personnel doit

- être formé au poste de travail
- disposer de ses équipements de protections individuelles.
- avoir reçu une information préalable de son employeur sur les modalités d'organisation de l'opération, l'analyse des risques propres auquel il est exposé et les risques qu'il exporte envers les autres intervenants dans le cadre de ses travaux (selon prescriptions du PPSPS de l'entreprise)
- être formé au poste de travail
- disposer de ses équipements de protections individuelles.
- avoir reçu une information préalable de son employeur sur les modalités d'organisation de l'opération, l'analyse des risques propres auquel il est exposé et les risques qu'il exporte envers les autres intervenants dans le cadre de ses travaux (selon prescriptions du PPSPS de l'entreprise)
- être informé sur les modalités de gestion des protections collectives (selon prescriptions du PGC)
- avoir une tenue de chantier compatible avec son activité et celle de son environnement
- avoir un comportement sur le chantier conforme à la réglementation
- disposer des moyens de communication pour faire part de toute situation à risque rencontrée (et notamment pour les travailleurs étranger, disposer d'un interprète sur chantier)

D'autre part Chaque entreprise prendra toutes les mesures nécessaire afin qu'aucun salarié ne travail isolément en un point ou en un lieu où il ne pourrait être secouru à bref délais. .

Toute personne ne pouvant justifier à minima des prérequis énoncés ci-dessus n'est pas autorisée à accéder au chantier. Elle peut donc se voir refuser l'accès au chantier, ou se voir reconduire hors du chantier en toute bienveillance.

Visite de chantier par des tiers :

Par principe, les visites de chantiers sont interdites aux tierces personnes (ex futurs acquéreurs ou exploitants, etc.) à savoir toute personne non filtrée dans le cadre du contrôle d'accès.

Toute personne ne pouvant justifier à minima des prérequis et justifier de la motivation de son intervention dans le cadre de l'opération n'est pas autorisée à accéder au chantier. Elle sera considérée comme visiteur.

De fait, toute intervention de visiteur doit être encadrée et faire l'objet d'une demande écrite au maître d'œuvre et maître d'ouvrage.

Elle doit faire l'objet

- d'une information préalable sur les contraintes d'accès au site et les risques encourus,
- être encadrée par une personne sensibilisée et formée à l'évaluation des risques sur chantier et sur la conduite à tenir
- être assortie d'une dotation des EPI adaptés à chaque visiteur tel que casque, chaussure de sécurité...
- être formalisée sur un registre d'entrée sortie

Toute visite avec des tierces personnes fait l'objet d'une information préalable des visiteurs sur

- le port des protections,
- l'itinéraire spécifique à emprunter
- les recommandations et conduite à tenir en matière de sécurité ...

3.2.2. Accès

L'entreprise prend en compte la localisation de l'opération et ses spécificités.

Dispositions générales

L'accès au chantier se fait à partir des voies d'accès existantes sous réserve des autorisations et dérogation en matière de gabarit et tonnage, et contraintes d'exploitation . L'entreprise se reporte au plan de masse et au plan d'installation de chantier .

L'entreprise prend en compte les difficultés d'accès au chantier compte tenu

- de l'environnement naturel isolé
- de la topographie du site (terrain en pente)
- du faible gabarit autorisés sur les voies
- de la charge admissible des voies existantes (justification préalable de la stabilité des ouvrages existant à établir préalablement aux accès)

L'Entreprise effectue auprès des services de voirie, et de l'exploitant du Parc, les démarches préalables afin de s'informer de toute servitude pouvant impacter sur ses conditions d'intervention et notamment sur les travaux préliminaires et l'installation de chantier.

Il en sera de même pour chaque entreprise, dans le cadre de son intervention, notamment telle que les livraisons hors gabarit routiers ou convois exceptionnels (grutage)

Les servitudes à prendre en compte concernent l'environnement (liste non limitative) :

- L'accès (gabarit, tonnage, horaires,)
- L'activité environnante spécifique (lieux publics , ..)
- Les réseaux (aériens, sous-sols,)
- Les avoisinants et débords d'ouvrage aériens ou sous-sol sur l'emprise du projet (fondations, ..)
- Les voies de transport (routes , voies piétonnes)
- L'activité aérienne (hélicoptage)
- Les servitudes de passages et l'interdiction de survoler le domaine public

L'accès au chantier est repéré sur site par l'entreprise préalablement à son intervention afin de prendre en compte :

- le point de raccordement au réseau principal
- les contraintes de circulation telles que limitation de tonnage, sens de circulation, gabarit, réseaux, état et pente des voies d'accès .
- la fréquentation à l'égard du public ou des spécificités environnementales

L'entreprise fait part au Maître d'œuvre et au CSPS de toutes difficultés d'accès au site éventuelles préalablement à son intervention. Elle prend en compte la présence d'événements survenus indépendamment de l'opération telle que l'activité de chantier avoisinant, l'intervention sur réseau de compagnie concessionnaire, événementiel , et porte à la connaissance du Maître d'œuvre et CSPS toutes les contraintes induites ou impactant sur son intervention.

L'entreprise ne doit pas, par non prise en compte des conditions d'accès, générer un risque sur l'environnement et l'activité du chantier.

La vitesse sera limitée à 10 km/h pour l'ensemble des véhicules sur l'emprise du chantier.

Des panneaux amont et aval sont mis en place par l'entreprise principale pour signaler les entrées sorties de véhicules du chantier sur le domaine public en tout point de raccordement

L'accès au site et aux Ouvrages

Il s'effectue par un cheminement spécifique en dissociant les cheminements accessibles aux engins et au piétons (ou au public sur site en exploitation), afin d'éviter toute interférence

L'accès s'effectue par des équipements conformes , stables et dégagés.

L'accès des livraisons au chantier : Protocole de livraison :

l'entrepris établit un protocole de livraison qu'elle diffuse à ses fournisseurs pour les livraisons ou les enlèvements à caractère répétitif de matériels et matériaux sur le chantier, selon les articles R.4515-1 à R.4515-11 du Code du travail. Ce protocole est établi dans le cadre d'un échange entre les transporteurs et l'entreprise d'accueil préalablement à la réalisation de l'opération.

Dans le cas du chantier avec coactivité sous coordination SPS, Le PPSPS de l'entreprise prend en compte et mentionne les livraisons prévues sur le chantier. ainsi que les modalités de chargement déchargement .

Une recommandation de la CNAMTS (R.476) applicable aux entreprises relevant du Comité Technique National B - industries du BTP vient compléter cette réglementation en transposant le protocole de chargement et déchargement aux cas des chantiers soumis à coordination SPS. Cette recommandation, qui ne s'applique qu'aux chantiers clos et indépendants du BTP, propose des mesures s'inscrivant dans le dispositif de la coordination SPS, en y intégrant l'organisation des livraisons via un nouveau document : le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier (DHOL).

L'entreprise remplit le DHOL qu'elle joint à son PPSPS transmis au CSPS .

Le protocole de livraison précise à minima :

le plan de circulation pour accéder au site , ainsi que les contraintes de gabarit, et dérogation particulière le parcours que doit emprunter le camion sur le chantier en mentionnant :

- les modalités de contrôle d'accès (badge ,)
- La Vitesse limite
- Le Repérage des obstacles en hauteur (lignes électriques, obstacles aériens...)
- les Limites en hauteur
- les Sens de circulation, largeur et pente des voies d'accès
- les Point de déchargement / chargement
- L'implantation de la grue ou tout autre moyen de levage
- Autres indications à respecter (passages piétons...)

Le protocole de sécurité

C'est un document écrit qui doit être établi (quelle que soit la durée de l'opération) entre l'entreprise utilisatrice (aussi appelée entreprise d'accueil) et l'entreprise de transport.

On y trouve toutes les indications utiles à l'évaluation des risques générés par l'opération de chargement et de déchargement des marchandises et les mesures de sécurité mises en place.

Le protocole précise clairement ce qui est à la charge de l'entreprise utilisatrice et ce qui relève de l'entreprise de transport.

Le chef de l'entreprise utilisatrice doit coordonner les mesures de sécurité décidées avec les chefs des entreprises de transport pour éviter tout risque lié à la coactivité.

Il n'est pas nécessaire d'établir un nouveau protocole de sécurité lorsque les opérations de chargement et de déchargement se répètent dans les mêmes conditions (nature de produits, types de véhicules, type de manutention...).

L'accès des secours

L'accès au chantier doit être maintenu accessible aux services de secours pendant toute la durée de l'opération et ceci depuis le point de raccordement sur le réseau (routier principal, (PRS) jusqu'au poste de travail en tout point du chantier : (véhicules, personnel muni de civière).

Les accès sont portés sur le plan d'installation de chantier (voie de circulation, parking) en phase conception par la maîtrise d'œuvre et en phase réalisation par l'entreprise principale (avec tenue à jour des modifications sur le PIC et procédures) .

L'entreprise principale informe les services de secours (SDIS) les plus proches, de l'ouverture de chantier, et convient d'une réunion de concertation préalable aux travaux visant à présenter le chantier et organiser toute intervention par les services de secours .

- **moyen d'intervention**
- **délai d'intervention**
- **moyen de communication**
- **point de ralliement**
- **présence et action des secouristes chantier (l'entreprise dispose à minima de 2 secouristes dans l'équipe travaux)**

Marché démolition

L'entreprise chargée des travaux de démolition prend toute disposition pour :

- maintenir l'accès sécurisé au bâtiment à démolir durant le curage préalable
- interdire l'accès au bâtiment à démolir , durant la phase démolition. avec mise en place d'une clôture HERAS en périphérie du bâtiment à démolir

L'Entreprise propose un phasage préalablement aux travaux permettant de

- visualiser l'ordonnancement de la démolition afin de s'affranchir de toute nécessité d'accès au bâtiment à démolir.
- préciser les périmètres de sécurité assujettis au risque d'ensevelissement , ou de chute de gravats
- préciser les voies de circulation accessibles ou non , ainsi que la signalisation correspondante .

Accès aux Espaces confinés :

Un espace confiné est défini comme un espace fermé, totalement ou partiellement

L'accès à un espace réputé confiné n'est possible qu'à une personne disposant de la formation CATEC

L'intervention dans des cuves peut être source de nombreux risques comme :

- asphyxie
- intoxication
- incendie ou d'explosion
- chute (de hauteur, à l'intérieur, chute d'objets, ...) ;
- risque électrique ;
- risque équipements de travail (machines) ;
- risque biologique ;
- risques chimique ;
- risque thermique et ambiance de travail ;
- risque bruit ;
- risque manutention ;
- risque de noyade.

Documentation :

-Les espaces confinés - ED 967 (INRS 2006) : démarche de prévention pour éviter les risques d'accidents dans ces espaces lors des interventions ponctuelles : opérations programmées de maintenance et d'entretien, opérations de réparation sur les équipements.

3.2.3. Circulations

Les circulations doivent être transcrites sur le PIC (plan d'installation de chantier) pour chacune des phases .

lot démolition : circulation provisoires sur les ouvrages à démolir :

L'entreprise dispose à l'avancement tous les éléments permettant d'assurer une circulation conforme ,continue et en toute sécurité .

Si l'accès doit être rétabli au bâtiment en cours de démolition,celui-ci s'effectue par nacelle à partir d'une zone stabilisée compte tenu du risque d'effondrement partiel du bâtiment en cours de démolition .

Tout autre moyen envisagé doit faire l'objet d'une concertation avec le maître d' œuvre et le CSPS. L'utilisation d'échelles est interdite comme poste de travail.

Marché principal

- l'entreprise principale réalise et maintient les voies de circulation sur le chantier, conformes et accessibles, en concertation avec le maître d' œuvre et le CSPS (et l'exploitation sur site occupé) .

En aucun cas l'entreprise ne doit minimiser les conditions de circulation sur le site en matière de sécurité et d'exploitation .

Circulation provisoires sur les ouvrages à réaliser :

L'entreprise dispose à l'avancement tous les éléments permettant d'assurer une circulation conforme ,continue et en toute sécurité en privilégiant la mise en place des équipements définitifs à l'avancement. L'implantation est déterminée par rapport aux ouvrages à réaliser et aux installations de chantier Elle prend en compte le planning de réalisation des ouvrages à construire. L'entreprise en charge de la mise en œuvre de tout dispositif de circulation assure sa vérification initiale (et périodique) après chaque montage par une personne compétente qui consigne la vérification sur un registre de sécurité chantier.

l'utilisation d'échelles est interdite comme poste de travail . Son utilisation n'est tolérée qu'en phase provisoire pour l'accès à un niveau différent. L'implantation est adaptée à l'environnement immédiat (conditions d'accès, hauteur à monter) L'échelle doit être attachée en tête et dépasser de 1m le plancher de réception.

Circulation en hauteur avec port d'un harnais :

Le recours à des équipements de protection individuelle s'impose lorsqu'une organisation du travail adaptée et la mise en place de protections collectives sont insuffisantes face au risque de chute de hauteur sur le chantiers.

Ces indications permettent à l'entreprise de choisir et d'utiliser des systèmes d'arrêt des chutes en connaissance de cause, dans le cadre d'une démarche de prévention globale.

C'est pourquoi la démarche de prévention dans ce domaine s'appuiera sur une vision globale qui va des modes opératoires aux dispositifs individuels de protection.

En tant qu'employeur, vous devez, ainsi :

- choisir la meilleure organisation pour éviter le risque de chute de hauteur, notamment en privilégiant le travail au sol dès que c'est possible ;
- évaluer ce risque, s'il ne peut être éliminé, par une analyse détaillée ;
- installer des protections collectives permanentes sur les ouvrages concernés en tenant en compte de l'évolution de la technique et donner la priorité aux moyens collectifs sur les moyens individuels ;
- former et informer les travailleurs sur l'évaluation des risques de chute de hauteur et sur l'utilisation des moyens de prévention ;
- équiper individuellement les travailleurs de dispositifs d'arrêt de chute lorsque les modes opératoires ne permettent pas techniquement la mise en œuvre de protections collectives permanentes ou provisoires dans le cadre d'interventions sur un plan de travail en hauteur.

Enfin, lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre à partir d'un plan de travail, la protection individuelle des travailleurs est assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant dans les mêmes conditions les effets d'une chute de plus grande hauteur (article R4323-61 du Code du travail).

Le personnel dispose :

- d'une formation spécifique à l'utilisation des EPI,
- d'une aptitude médicale pour le recours aux EPI et au travail en hauteur

Nota : le port du harnais est obligatoire dans le panier de la nacelle.

Signalisation sur le domaine public

l'entreprise applique les dispositions prescrites par le CEREMA concernant la configuration des circulations accessibles au public et au PMR

(largeur minimale, pente, obstacle et ressaut, signalisation)

3.2.4. Signalisation

Travaux de démolition

L'entreprise réalise plusieurs types de signalisation de chantiers

- Signalisation à l'égard du domaine public pour toute emprise sur le domaine public pour les besoins du chantier
- risque routier (entrée sortie de chantier véhicules et piétons, ainsi que la vitesse limite)
- la mise en place du panneau de chantier (avec mise à jour de tous les intervenants)
- la signalisation spécifique de chantier relative à l'organisation des travaux comme :
 - . les zones à risques interdites d'accès
 - . les zones de PK et de stockage
 - . le périmètre de sécurité en cas d'effondrement du battit

...

Marché principal

L'entreprise réalise plusieurs types de signalisation de chantiers

- Signalisation à l'égard du domaine public pour toute emprise sur le domaine public pour les besoins du chantier
- la mise en place du panneau de chantier (avec mise à jour de tous les intervenants)
- la signalisation spécifique de chantier relative à l'organisation des travaux comme :
 - . les zones à risques interdites d'accès
 - . les zones de PK et de stockage
- ...
- la signalisation spécifique de sécurité relative aux risques en cours de travaux comme :
 - . risque électrique
 - . risque de chute
 - . risque routier (entrée sortie de chantier véhicules et piétons, ainsi que la vitesse limite)

...

- la signalisation spécifique aux conditions de travail . **Il est rappelé aux entreprises que tout danger lié à ses travaux doit être signalé**

...

-

Signalisation routière

L'entreprise principale met en place un dispositif de signalisation aux abords du chantier sur le domaine public afin d'informer et d'orienter les piétons et les véhicules , conformément aux dispositions du CEREMA .

L'entreprise propose au service gestionnaire de la voirie :

- un plan de circulation (Véhicules, piétons, secours , spécifiques, ...)
- un plan de signalisation : sur lequel elle dispose les panneaux et équipements mis en place, y compris temporaires comme les feux alternat.
- un plan de déviation de la circulation piétonne et véhicule en concertation avec le gestionnaire de la voirie impactée (Mairie , Département, ...)

L'entreprise repose sur des plans distinctes du PIC la signalisation nécessaire au respect des recommandations du gestionnaire de la voirie et des organismes de références (CEREMA ,SETRA)

Selon l'arrêté du 20/10/2008, les panneaux et supports de signalisation temporaire doivent répondre aux normes suivantes, précisées dans l'annexe de cet arrêté :

XP P98-532-0 : Signalisation routière verticale. Articulation générale des normes XP P98-532.

XP P98-532-6 : Signalisation routière verticale. Dimensions et représentation graphique des panneaux temporaires.

XP P98-540 : Signalisation routière verticale temporaire. Panneaux et supports. Performances, caractéristiques techniques et spécifications.

XP P98-541 : Signalisation routière verticale temporaire. Panneaux et supports. Dimensions principales et tolérances dimensionnelles.

XP P98-543 : Signalisation routière verticale temporaire. Faces des panneaux de signalisation. Performances, caractéristiques techniques et spécifications.

XP P98-545 : Signalisation routière verticale temporaire. Panneaux et supports posés au sol. Essais de résistance mécanique.

Signalisation des véhicules sur chaussées

Conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, dans sa 8e partie sur la signalisation temporaire :

1) « Les véhicules d'intervention et de travaux, à l'arrêt ou en progression lente sur une chaussée ouverte à la circulation publique ou sur une bande d'arrêt d'urgence, doivent être équipés de feux spéciaux répondant aux prescriptions de l'arrêté du 4 juillet 1972 et d'une signalisation complémentaire conforme aux dispositions de l'arrêté du 20 janvier 1987. »

2) « Ces règles sont également applicables aux véhicules assurant la signalisation de chantiers ou de dangers temporaires. »

3) « Les véhicules légers banalisés, non affectés à des missions d'intervention, de travaux ou de signalisation, mais qui peuvent être amenés, par nécessité de service, à s'arrêter en cas d'urgence sur la bande d'arrêt d'urgence pour les routes à chaussées séparées ou sur la chaussée pour les routes bidirectionnelles, ou à pénétrer dans une zone des travaux, peuvent n'être équipés que de feux spéciaux conformes à l'arrêté du 4 juillet 1972. »

Ce dernier arrêté précise que « les feux spéciaux seront soit des feux tournants, soit des feux à tube de décharge, soit des feux clignotants émettant de la lumière jaune orangée » et que ces feux « devront être conformes à un type agréé ».

Dans le cas d'une base vie hors emprise chantier (locaux mis à disposition, ...) , nécessitant le déplacement du personnel chantier sur le domaine public, l'entreprise intègre le risque routier dans son analyse de risque , et informe son personnel sur le cheminement à suivre pour se déplacer entre la base vie et le chantier.

L'entreprise dispose la signalisation routière spécifique telle que le marquage au sol et les panneaux indicateurs réglementaires .

Sécurité lieu de travail

L'entreprise prend en compte dans son analyse de risque (ppsp) et met en place en phase réalisation , les dispositions retenues pour répondre à ses obligations réglementaires concernant la sécurisation du poste de travail et notamment :

Article R4214-25 :La signalisation de santé et de sécurité installée sur les lieux de travail est conforme aux dispositions de l'arrêté mentionné à l'article R. 4224-24.

Article R4224-24 :La signalisation relative à la santé et à la sécurité au travail est conforme à des

caractéristiques déterminées par arrêté conjoint des ministres chargés du travail et de l'agriculture. Ces dispositions n'affectent pas l'utilisation de la signalisation relative aux trafics routier, ferroviaire, fluvial, maritime et aérien, pour ce qui concerne ces trafics à l'intérieur de l'établissement.

Article R. 4224-2 : Les bâtiments abritant des lieux de travail ont des structures et une solidité appropriées à leur utilisation.

Article R. 4224-3 : Les lieux de travail intérieurs et extérieurs sont aménagés de telle façon que la circulation des piétons et des véhicules puisse se faire de manière sûre.

Article R. 4224-4 : L'employeur prend toutes dispositions pour que seuls les travailleurs autorisés à cet effet puissent accéder aux zones de danger. Les mesures appropriées sont prises pour protéger ces travailleurs.

Article R. 4224-5 : Les puits, trappes et ouvertures de descente sont clôturés. Les passerelles, planchers en encorbellement, plates-formes en surélévation, ainsi que leurs moyens d'accès, sont construits, installés ou protégés de telle sorte que les travailleurs appelés à les utiliser ne soient pas exposés à des chutes.

Article R. 4224-8 : L'accès et l'intervention sur les toits en matériaux fragiles n'offrant pas une résistance suffisante sont effectués conformément aux articles R. 4534-88, R. 4534-89 et R. 4534-93 applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Article R. 4224-20 : Lorsqu'il n'est pas possible, compte tenu de la nature du travail, d'éviter des zones de danger comportant notamment des risques de chute de personnes ou des risques de chute d'objets, et même s'il s'agit d'activités ponctuelles d'entretien ou de réparation, ces zones sont signalées de manière visible. Elles sont également matérialisées par des dispositifs destinés à éviter que les travailleurs non autorisés pénètrent dans ces zones.

Article R. 4224-21 : Lorsque le contenu transporté par les tuyauteries présente un danger, ces tuyauteries font l'objet d'une signalisation permettant de déterminer la nature du contenu transporté.

Article R. 4225-1 : Les postes de travail extérieurs sont aménagés de telle sorte que les travailleurs :

1° Puissent rapidement quitter leur poste de travail en cas de danger ou puissent rapidement être secourus ;

2° Soient protégés contre la chute d'objets ;

3° Dans la mesure du possible :

a) Soient protégés contre les conditions atmosphériques ;

b) Ne soient pas exposés à des niveaux sonores nocifs ou à des émissions de gaz, vapeurs, aérosols de particules solides ou liquides de substances insalubres, gênantes ou dangereuses ;

c) Ne puissent glisser ou chuter.

Conformité de la signalisation routière

Selon l'arrêté du 20/10/2008, les panneaux et supports de signalisation temporaire doivent répondre aux normes suivantes, précisées dans l'annexe de cet arrêté :

XP P98-532-0 : Signalisation routière verticale. Articulation générale des normes XP P98-532.

XP P98-532-6 : Signalisation routière verticale. Dimensions et représentation graphique des panneaux temporaires.

XP P98-540 : Signalisation routière verticale temporaire. Panneaux et supports. Performances, caractéristiques techniques et spécifications.

XP P98-541 : Signalisation routière verticale temporaire. Panneaux et supports. Dimensions principales et tolérances dimensionnelles.

XP P98-543 : Signalisation routière verticale temporaire. Faces des panneaux de signalisation. Performances, caractéristiques techniques et spécifications.

XP P98-545 : Signalisation routière verticale temporaire. Panneaux et supports posés au sol. Essais de résistance mécanique.

Signalisation des engins de chantier

Conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, dans sa 8e partie sur la signalisation temporaire :

1) « Les véhicules d'intervention et de travaux, à l'arrêt ou en progression lente sur une chaussée ouverte à la circulation publique ou sur une bande d'arrêt d'urgence, doivent être équipés de feux spéciaux répondant aux prescriptions de l'arrêté du 4 juillet 1972 et d'une signalisation complémentaire conforme aux dispositions de l'arrêté du 20 janvier 1987. »

2) « Ces règles sont également applicables aux véhicules assurant la signalisation de chantiers ou de dangers temporaires. »

3) « Les véhicules légers banalisés, non affectés à des missions d'intervention, de travaux ou de signalisation, mais qui peuvent être amenés, par nécessité de service, à s'arrêter en cas d'urgence sur la bande d'arrêt d'urgence pour les routes à chaussées séparées ou sur la chaussée pour les routes bidirectionnelles, ou à pénétrer dans une zone des travaux, peuvent n'être équipés que de feux spéciaux conformes à l'arrêté du 4

juillet 1972. »

Ce dernier arrêté précise que « les feux spéciaux seront soit des feux tournants, soit des feux à tube de décharge, soit des feux clignotants émettant de la lumière jaune orangée » et que ces feux « devront être conformes à un type agréé ».

3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules sur chantier

Celui-ci s'effectue sur les zones réservées à cet effet et figurant sur le plan d'installation de chantier dans la limite des places disponibles et toujours dans le sens du départ. En aucun cas le stationnement ne doit nuire à la circulation sur chantier (notamment l'accès des secours)

le stationnement aux abords du chantier

Il est précisé que le stationnement hors emprise chantier s'effectue sous la responsabilité des entreprises. Le stationnement ne peut entraver le fonctionnement normal du chantier et notamment les voies de circulation affectées au secours. Les livraisons doivent ainsi être limitées en temps et planifiées avec le maître d'œuvre et le CSPS dès lors que celles-ci durent plus d'un quart d'heure. Le stationnement ne doit pas générer de risque pour le chantier et l'activité environnante

3.2.6. Stockage

Marché principal

- l'entreprise définit en concertation avec l'exploitant des zones de stockage sur les PK à proximité des bâtiments afin d'assurer un transit direct à l'intérieur du chantier depuis la zone de stockage vers le poste de travail
- les zones de stockages sont clôturées et disposent de l'affichage réglementaire vis à vis du personnel et des tiers
- tout stockage au poste de travail est limité aux besoins quotidiens des travaux
- tout stockage doit être limité à la charge admissible du support et lesté
- tout stockage de produit dangereux (selon fiche toxicologique) fait l'objet d'une déclaration au MOE et respecte les prescriptions du fabricant

Les aires de stockages seront définies sur le plan d'installation de chantier. Celles-ci peuvent évoluer en cours de chantier en dimension et positionnement.

Toutefois dans tous les cas l'entreprise doit prendre en compte les points suivants afin de définir une zone de stockage adaptée à ces approvisionnements :

- la nature et les quantités de produits livrés à manutentionner,
- l'origine des produits,
- le mode de livraison et le conditionnement envisagés,
- la sensibilité aux vols et aux dégradations,
- le planning des travaux et des livraisons,
- les contraintes éventuelles des fournisseurs,
- les contraintes en termes d'accès, de circulation et de stockage, en lien avec le planning
- les moyens de manutention et de distribution dans l'ouvrage, en lien avec le planning
- la nature et la quantité de déchets produits et les moyens d'évacuation.

Pour toute zone de stockage, l'entreprise doit

- Mettre en place un balisage et une signalisation spécifique
- Disposer des protections collectives afin de garantir la sécurité des intervenants
- Interdire tout stockage superposé, non stabilisé, dont le support n'est pas résistant
- S'assurer des conditions de dépose et reprise des matériaux stockés en toute sécurité, et notamment du dispositif de manutention (grue, engins,)
- Ne pas interférer avec l'environnement
- S'assurer que les matériaux sont lestés et non susceptibles de s'envoler par grand vent
- S'assurer que les matériaux ne sont pas susceptibles de se déverser sur le domaine public, par la mise en place de bac de rétention avec plinthe

Tout stockage ne respectant pas les principes énoncés est interdit, notamment les stockages

- en tête de talus non protégé, ou dont la stabilité n'a pas été justifiée par l'entreprise
 - sur un ouvrage en porte à faux, ou à surcharge limitée ou pour lequel la résistance et tenue n'a pas été justifiée par l'entreprise
 - sur les circulations
 - au poste de travail non adapté en conséquence
 - sur les zones soumises au vent ou aux intempéries pouvant altérer la nature et le conditionnement
 - pouvant présenter des risques pour l'environnement et dépourvu de mesures conservatoires (balisage, signalisation du risque,)
- etc

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Le chantier doit disposer d'une alimentation en eau et en électricité dédiée pour les besoins spécifiques des travaux

Marché principal

- L'entreprise principale :
 - > assure l'intégrité et la maintenance de toutes les alimentations et équipements existants pendant la durée des travaux de façon à assurer la continuité de l'exploitation.
 - > prend en charge les modifications rendues nécessaires aux abords du chantier, des réseaux de circulation des piétons et des véhicules, et des réseaux, induites par le chantier.
 - > réalise les démarches nécessaires auprès de l'exploitant et des concessionnaires afin d'assurer les consignations préalables des réseaux (aériens ou enterrés) nécessaires aux travaux.
 - > assure la signalisation des réseaux en service
 - > assure l'installation de tous les réseaux nécessaires et réglementaires pour la bonne exécution du chantier, et en concertation avec l'exploitant pour les réseaux communs ou interférents

Les Réseaux provisoires comprennent notamment les équipements suivants:

- Téléphone
- Eau potable
- Assainissement
- Électricité / Éclairage
- Ventilation
- Incendie (selon concertation avec le SDIS)

Le chantier doit disposer d'une alimentation en eau et en électricité dédiée pour les besoins spécifiques des travaux. Les entreprises chargées de réaliser la distribution électrique, eau et raccordement en eaux usées doivent vérifier la conformité des points de desserte existants mis à disposition, ou mettre en place des dispositions équivalentes en toute autonomie (Groupe électrogène insonorisée, citerne d'eau)

3.2.8. Cantonnements et entretien

La conception, l'installation, l'utilisation et le repli des cantonnements de chantiers doivent respecter, les dispositions suivantes :

- L'opération fait l'objet d'une évaluation de l'effectif de l'ordre de : CF \$ 1.1.,5
- les infrastructures telles que la base vie sont à dimensionner sur la base d'un **effectif de pointe** à évaluer lors du lancement de l'opération en concertation avec les entreprises.

Le dimensionnement de la base vie évolue tout au long de l'opération en fonction de la courbe d'effectif globale de l'opération de façon à répondre aux exigences réglementaires en terme de moyens, de confort, d'hygiène et de salubrité à tout moment jusqu'à la réception.

Toute occupation d'installation existante ou mise à disposition éventuelle par le Maître d'Ouvrage ou un tiers doit faire l'objet d'un protocole entre les parties afin de garantir les règles de mise à disposition (conformité des installations, entretien, remise en état) .

Dans tous les cas les installations doivent respecter les dispositions suivantes .

Vestiaires

- La surface totale à prévoir sera calculée en prenant pour base 1,25 m2 minimum par personne-
- vestiaires et lavabos installés dans des locaux distincts avec une communication intérieure,

- sièges et armoires individuelles ininflammables en nombre suffisant (au moins un siège par salarié),
- deux armoires distinctes par salarié (l'une pour les vêtements propres, l'autre pour les vêtements souillés) ou à défaut, une armoire par salarié comprenant deux compartiments séparés (type industrie salissante),
- armoires munies de serrures ou de cadenas Fournis par l'employeur,

Réfectoires

- La surface totale à prévoir sera calculée en prenant pour base 1,50 m2 minimum par personne
- patères et bancs en vis-à-vis (autant d'emplacement que d'armoires),
- moyens de séchage des équipements de travail (vêtements, chaussures, bottes, gants, casques) par chauffage et aération,
- si l'effectif du chantier comporte des femmes, prévoir des installations distinctes.
- eau potable pour la boisson: au moins 3 litres d'eau potable et fraîche par jour et par salarié,
- chaises munies de dossiers (une chaise par salarié),
- tables et chaises recouvertes d'un matériau imputrescible, imperméable et facilement lavable,
- appareils de cuisson et de réchauffage des aliments,
- réfrigérateur de capacité suffisante,
- évier(s) avec eau potable, équipés de mélangeurs eau Froide et chaude, avec au moins un mélangeur pour 10 salariés,
- meuble de rangement de la vaisselle.

Sanitaires

Lavabos

- eau courante potable,
- au moins un robinet (mélangeurs) pour 5 salariés
- l'espacement entre 2 robinets permet une utilisation simultanée sans gêne,
- miroirs,
- si l'effectif du chantier comporte des femmes, prévoir des installations distinctes.

WC et urinoirs

- WC à la turque et urinoirs avec chasse d'eau,
- distributeur avec papier hygiénique et point d'eau dans chaque WC,
- pas de communication directe avec les autres locaux, circulation intérieure entre les WC et les autres locaux,
- aménagés de manière à ne dégager aucune odeur,
- portes munies d'un dispositif de fermeture décondamnable de l'extérieur et s'ouvrant vers l'extérieur,
- au moins un WC et un urinoir pour 20 salariés (calculé sur l'effectif maximal du chantier) avec toujours au moins un WC et un urinoir,
- nettoyage et désinfection au moins une fois par jour,
- prévoir des installations sanitaires supplémentaires (WC, points d'eau) au plus près des postes de travail si ceux-ci sont trop éloignés (horizontalement ou verticalement) des cantonnements,
- si l'effectif du chantier comporte des Femmes, prévoir des installations distinctes, équipées notamment de WC à l'anglaise et de récipients pour garnitures périodiques.

Douches

- eau courante potable, mélangeurs individuels eau froide et chaude,
- cabine de douche avec porte-savon, précédée d'un compartiment déshabillage avec chaise et patère: les deux compartiments (douche et déshabillage) sont séparés par une porte ou par un rideau,
- portes munies d'un dispositif de fermeture décondamnable de l'extérieur, et s'ouvrant vers l'extérieur,
- une douche pour 8 salariés devant utiliser cet équipement,
- circulation intérieure entre douches et vestiaires,
- si l'effectif du chantier comporte des Femmes, prévoir des installations distinctes.

Autres locaux

Les autres locaux de l'installation de chantier situés à proximité des cantonnements répondront aussi aux dispositions minimales.

Cas des Installations mobiles

Le recours à une base vie mobile doit être conforme à la réglementation , et reste soumis à l'accord du Maître d' Œuvre et CSPS

L'entreprise principale

- met en place une base vie commune pour l'ensemble des entreprises (selon modalités CCTP) pendant la période de préparation
- assure le maintien de la base vie conforme aux dispositions du code du travail en dissociant les hommes des femmes pour les sanitaires et vestiaires
- adapte le dimensionnement de la base vie à l'effectif maximum du chantier.
- assure l'entretien quotidien (conformité, nettoyage, éclairage, chauffage, ...) .
- assure la signalisation vis à vis du risque routier entre la base vie et le chantier, compte tenu de la traversée de route nécessaire pour accéder de la base vie au chantier.
- assure la conformité électrique de la base vie (PV de conformité à remettre à chaque modification)

La salle de réunion dispose des équipements individuels de protection destinés aux visiteurs (bottes, casques, lunettes, vêtements de pluie ...)

le bureau de chantier est équipé et raccordé aux réseaux

Variante

Toute mise à disposition d'infrastructure existante pour la réalisation des installations communes telles que base vie , par le Maître d'ouvrage ou un tiers, doit respecter les dispositions réglementaires (surface, ventilation, éclairage, salubrité , Eau et Eu , ...). Par ailleurs , l'entreprise réalise au préalable les éventuels diagnostics (amiante, ...) et remise en état préalable pour rendre les installations conformes. .

La remise en état des emprises ainsi mises à disposition, est à la charge des entreprises en fin d'opération.

Modalités d'entretien

L'entreprise principale prend les dispositions pour assurer la mise à disposition pour l'ensemble du personnel chantier

Des infrastructures collectives et notamment suivantes

- un réfectoire
- un vestiaire
- un sanitaire

PM : Le maître d'ouvrage peut mettre à disposition les locaux existants en concertation avec l'entreprise

L'entreprise principale met en place pour Chaque local :

- un affichage du nombre de personnes maxi admissible en instantané
- un dispositif de nettoyage des mains (réfectoire) avec mise à disposition de gel hydro alcoolique
- un nettoyage à minima 2 fois par jour (avant et après la prise de repas) pour le réfectoire
- un nettoyage chaque jour dans les vestiaires

Chaque entreprise prend en compte les contraintes et dispositions sanitaires du moment liées au COVID19 (cf. Guide OPPBTP) permettant un dimensionnement et une utilisation des équipements (sanitaires, réfectoires, vestiaires)

Les mesures sanitaires étant allégées , il n'en demeure pas moins le respect de certains principes comme :

- le respect des gestes barrières et de la distanciation
- l'affichage réglementaire
- le nettoyage quotidien des installations de chantier et notamment base vie
- l'utilisation des équipements (effectif maxi, vis à vis interdit)

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

L'entreprise doit assurer le nettoyage de toute les salissures qu'elle génère dans et hors chantier, au quotidien.

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE. C'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, doit être particulièrement contrôlée par l'encadrement de chantier .

Pour être efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages. au quotidien et en tout point du chantier. Cette évacuation s'effectue au poste de travail et sur les circulations , par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé (goulotte, sacs , et seaux). Leur mise en dépôt à l'extérieur du bâtiment se fait en un endroit désigné d'un commun accord avec la maîtrise d' œuvre et le Coordonnateur SPS.

Chaque entreprises effectue le nettoyage complet

- sur sa zone d'intervention
- sur tous les abords,
- de façon périodiques selon la nature des déchets et gravois.
- jusqu'à la mise en bennes à ordures gérés par l'entreprise principale (enlèvement réguliers jusqu'à la réception des travaux) ,
- selon le type de déchets à évacuer (peinture, colles, produits inflammables) dans le cadre du tri sélectif

Sur simple constat de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du Coordonnateur SPS, et sans mise en demeure préalable, ces derniers peuvent faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugent nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont alors imputés à l'entreprise défaillante ou au compte prorata s'il existe. .

Le stockage et l'évacuation des déchets prend en compte les recommandations figurant sur les fiches de données sécurité et les dispositions de la charte "chantier vert".

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

A défaut de projet de Plan d'Installation de Chantier , l'entreprise principale propose un PIC dès la phase de préparation, à valider par le MOE.

En cas de recours

- **à l'hélicoptage** , l'entreprise entreprend les démarches administratives préalables en accord avec le Maître d' Œuvre, et mentionne les dispositions retenues sur le PIC (zone de départ des matériaux, DZ, zone de livraison sur site, périmètre de sécurité, signalisation spécifique)
- **au grutage** , l'entreprise précise sur le PIC , l'implantation de la grue et son rayon d'action et de giration , conformément à la fiche d'adéquation à remettre par le prestataire.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Maçonnerie** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Élaboration du Plan d'Installation de Chantier (PIC)

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise soumet à l'accord du Maître d' Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières et clôtures de chantier
- des conduites enterrées et aériens, et de tous réseaux provisoires , définitifs impactant l'organisation du chantier
- des clôtures et protections définitives , existante ou temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion

- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de la grue ,
- des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise Principale y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

L'emplacement du panneau de chantier réglementaire doit figurer sur le PIC

Celui-ci doit être visible depuis le domaine public et comporter la désignation de l'ensemble des intervenants (y compris sous-traitants). Le panneau doit être résistant aux intempéries et au risque de chute en cas de vent.

Le plan d'installation de chantier doit préciser les dispositions prévues à l'égard des secours notamment :

- Les points d'accès des secours (voies, PR),
- Les voies de circulation (gabarit et contraintes)
- Les réseaux existants et positionnement des dispositifs de consignation
- les points de rencontre dans le cas des procédures d'évacuation

L'environnement du PIC

L'entreprise principale transmet en complément du PIC un plan de situation géographique du chantier , en précisant le cheminement retenu pour accéder au chantier depuis les axes de circulation principale et prioritaire, notamment pour les camions de livraison

Ce plan de cheminement est joint au livret d'accueil et protocole de livraison établi par chaque entreprise avec ses fournisseurs principaux (Béton , matériel d'équipement, réseaux , ...)

L'entreprise précise sur le plan , la signalisation liée au cheminement retenu pour accéder au chantier et qu'elle met en place pour répondre aux exigences des services voirie et arrêtés de circulation correspondant.

Travaux de démolition

Compte tenu de la spécificité des travaux de démolition, l'entreprise a en charge la fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ses travaux , y compris la signalisation de sécurité pour indiquer les zones à risque. (poste de travail, cheminements) .

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Maçonnerie** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Accès	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Circulations	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Signalisation	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Stationnement	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Stockage	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Réseaux provisoires de chantier	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Coffret électrique général	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Coffret divisionnaire et éclairage	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Cantonnement	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Infirmier de chantier	Sans objet (effectif < 200 personnes)	Sans objet	Sans objet
Nettoyage hors cantonnement	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
PIC	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Protections collectives	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Accès hauteur communs	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Déchets - Gravats	Maçonnerie	Maçonnerie	réception finale
Tout poste non défini ou non affecté	Se Reporter au CCAG , CCAP ou à défaut à l'Annexe A de la norme NFP 03 001 : travaux neufs, dépenses et recettes d'intérêt commun	Maçonnerie	réception finale

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 PREPARATIO N		Avant travaux	Multi danger Multi danger	Sous-traitant et prestataire Risques Importés et Exportés
		Risques globaux du BTP	Multi danger	Risques globaux
		TCE	Bruit, vibrations Chute d'objets, éclats Collision, heurt Inhalation poussières Manutention manuelle Multi danger Produits dangereux Contact électrique direct ou indirect Eclairage Engins et matériels Déplacement de plain-pied Routier, autoroutier Rupture, effondrement Travail en hauteur Travaux à point chaud Voisinage Travail posté	Bruit . Déchets. Heurts Poussiere Manutention / TMS Risques Importés et Exportés Produits dangereux Electricité Eclairage Engins de chantier Déplacement de plain-pied Signalisation Effondrement . Chute de Hauteur Feu / point chaud . Autorisation d'accès au chantier Poste de travail.
		Echafaudage	Travail en hauteur	Echafaudage
		Silice	Inhalation poussières	Poussières
2 DEMOLITION / DECONSTRUC TION		Démolition / Déconstruction	Engins et matériels Travail en hauteur Contact électrique direct ou indirect Inhalation poussières Stabilité, renversement Amiante Amiante Plomb Amiante	Engins. Chute de hauteur. Réseaux existants DICT Poussières

				<p>Eboulement</p> <p>Amiante.</p> <p>.</p> <p>La maîtrise d'ouvrage doit faire réaliser un diagnostic concernant notamment la peinture des structures. Le diagnostic sera intégré en annexe du présent PGC, dès réception.</p>
<p>3</p> <p>INFRASTRUC</p> <p>TURE</p>		Maçonnerie	<p>Engins et matériels</p> <p>Travail en hauteur</p> <p>Chute d'objets, éclats</p> <p>Rupture, effondrement</p> <p>Manutention manuelle</p> <p>Inhalation poussières</p>	<p>Engins.</p> <p>Protection.</p> <p>Chute .</p> <p>Effondrement .</p> <p>Manutention</p> <p>Projection</p>
		Etanchéité	<p>Travail en hauteur</p> <p>Travaux à point chaud</p> <p>Produits dangereux</p> <p>Déplacement de plain-pied</p>	
<p>4</p> <p>SERRURERIE</p>		Serrurerie	<p>Manutention manuelle</p> <p>Brûlure thermique</p>	<p>Manutention</p> <p>Brulure Incendie</p>

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - PREPARATION

Avant travaux

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	<p>l'entreprise effectue son analyse de risque pour l'ensemble de son marché en intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux qu'elle compte sous traiter - les travaux qu'elle confie à un prestataire . Dans ce cas l'entreprise prend en compte et intègre l'analyse de risque qu'elle partage avec son prestataire <p>Le PPSPS fait état des :</p> <ul style="list-style-type: none"> - risques propre - risques exportés - risques importés 	<p>- Chaque entreprise sous traitante établit son PPSPS en prenant en compte le PPSPS de l'entreprise titulaire</p> <p>- Chaque prestataire s'assure de la prise en compte de son analyse de risque par l'entreprise titulaire qui la mandate;</p> <p>Préalablement à toute intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - harmonisation du PPSPS lors de l'inspection commune en présence du CSPS, entre le sous traitant et son titulaire - information et commentaires par l'entreprise à son personnel des dispositions retenues en matière d'organisation , et de sécurité .
Multi danger	<ul style="list-style-type: none"> - Disposer de mesures de Protection contre les blessures liés aux risques propres, importés et exportés sur les intervenants et l'environnement pour chaque phase de chantier (structure, distribution, aménagement,) - Tout Danger générer par une entreprise doit être signalé au tiers r (chute , survol , électrique, chimique ,) avec mise en place d'un balisage et d'une signalisation conforme et réglementaire (forme, couleur, nature du risque ...) 	-Prendre en compte des risques exportés et importés par les intervenants et l'environnement et procéder à la signalisation et la mise en place des mesure de prévention.



- Protéger la tête**
- Porter un casque de protection des têtes.
 - Choisir un casque adapté à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état du casque avant utilisation.
- Protéger les yeux**
- Porter des lunettes de protection.
 - Choisir des lunettes adaptées à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état des lunettes avant utilisation.
- Protéger l'appareil auditif**
- Porter des bouchons d'oreilles ou des casques auditifs.
 - Choisir des bouchons ou casques adaptés à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état des bouchons ou casques avant utilisation.
- Protéger les voies respiratoires**
- Porter un masque ou un respirateur.
 - Choisir un masque ou respirateur adapté à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état du masque ou respirateur avant utilisation.
- Protéger le corps**
- Porter une tenue de protection adaptée à l'usage et à l'environnement.
 - Choisir une tenue adaptée à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état de la tenue avant utilisation.
- Protéger les chutes**
- Porter une ceinture de sécurité.
 - Choisir une ceinture adaptée à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état de la ceinture avant utilisation.
- Protéger les mains**
- Porter des gants de protection.
 - Choisir des gants adaptés à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état des gants avant utilisation.
- Protéger les pieds**
- Porter des chaussures de protection.
 - Choisir des chaussures adaptées à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état des chaussures avant utilisation.

- Protéger la tête**
- Porter un casque de protection des têtes.
 - Choisir un casque adapté à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état du casque avant utilisation.
- Protéger les yeux**
- Porter des lunettes de protection.
 - Choisir des lunettes adaptées à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état des lunettes avant utilisation.
- Protéger l'appareil auditif**
- Porter des bouchons d'oreilles ou des casques auditifs.
 - Choisir des bouchons ou casques adaptés à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état des bouchons ou casques avant utilisation.
- Protéger les voies respiratoires**
- Porter un masque ou un respirateur.
 - Choisir un masque ou respirateur adapté à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état du masque ou respirateur avant utilisation.
- Protéger le corps**
- Porter une tenue de protection adaptée à l'usage et à l'environnement.
 - Choisir une tenue adaptée à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état de la tenue avant utilisation.
- Protéger les chutes**
- Porter une ceinture de sécurité.
 - Choisir une ceinture adaptée à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état de la ceinture avant utilisation.
- Protéger les mains**
- Porter des gants de protection.
 - Choisir des gants adaptés à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état des gants avant utilisation.
- Protéger les pieds**
- Porter des chaussures de protection.
 - Choisir des chaussures adaptées à l'usage et à l'environnement.
 - Vérifier l'état des chaussures avant utilisation.

Risques globaux du BTP

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Multi danger	<p>En complément des risques que l'entreprise exporté sur son environnement , celle-ci prend en compte la Liste des principaux risques propres liés à l'activité du BTP, qu'elle décline dans son PPSPS selon la nature de ses travaux</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'amiante : un risque cancérigène 2. Les risques induits par les dégagements de poussières de bois dans les ateliers et sur les chantiers 3. Le risque routier : risques d'accidents sur la voie publique 4. Le basculement ou le renversement de matériel et de matériaux sur les chantiers 5. Les risques biologiques dans le BTP 6. Incivilités, violences, agressions externes : aidez vos salariés à y faire face 7. Les risques liés à la réalisation de travaux en milieu hyperbare concernant plusieurs activités du BTP 8. Les risques dus à l'exposition prolongée aux poussières de silice cristalline sur les chantiers et dans les ateliers 9. Feu, substances inflammables, matières explosives, les risques d'incendie et d'explosion dans le BTP 10. Les risques d'écrasement sur les chantiers 	Evaluer le danger

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	11. Les risques d'éclatement 12. Les risques de coupures et de sectionnements 13. Les risques liés aux chutes d'objets 14. Chutes de plain-pied : risques sur les chantiers et dans les ateliers 15. Les risques liés aux chutes de hauteur 16. Les risques liés au bruit sur les chantiers 17. Les risques d'éboulement sur les chantiers 18. Les risques d'effondrement du matériel 19. Les risques d'intoxication au plomb 20. Les dégagements de fibres et de poussières dans les ateliers ou sur les chantiers 21. Les risques de brûlure dans le BTP 22. Contraintes visuelles : des mesures simples pour minimiser les risques 23. L'effondrement d'ouvrage sur les chantiers 24. Les risques de heurts sur chantier 25. Le risque de noyade concerne les métiers du BTP 26. Clous, pointes, ferrailles... Ces objets qui peuvent percer la peau 27. Les projections de matériaux et les rejets des machines en atelier et sur les chantiers 28. Se protéger des risques d'exposition aux rayonnements issus des champs électromagnétiques 29. Les retombées de charges d'un appareil de levage 30. Les risques chimiques dus aux produits manufacturés 31. Le risque de s'asphyxier ou de s'intoxiquer dans le BTP 32. Troubles musculosquelettiques (TMS) : les risques dans le BTP 33. Le risque électrique, qu'est-ce que c'est ? 34. Le blocage de l'outil et l'effet rebond (kick-back) 35. Guêpes, frelons, serpents, méduses et autres animaux terrestres ou marins... Se faire mordre ou piquer sur un chantier 36. Travailler par forte chaleur ou par grand froid sur le chantier 37. Les risques psychosociaux : un enjeu pour la santé des salariés 38. Les risques liés à l'utilisation d'outils et d'engins émettant des vibrations	



TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Bruit, vibrations	- Évaluer l'Impact du bruit et de la Vibration sur le corps (TMS), disposition à respecter selon code du travail - Prendre en compte les nuisances sur l'environnement à minimiser (immédiat, lointain) - Rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration - Éloigner l'installation de tout autre poste de travail selon les distance de protection vis-à-vis du bruit et Intégrer dans le planning les phases présentant ces risques hors présence des autres corps d'état.	-Anticiper la propagation du bruit et de son impact sur ces propres ouvrages -Prendre mesures de protection. (EPI, ...)
Chute d'objets, éclats	-Mise en place d'une organisation visant à gérer les déchets en toute sécurité (manutention, évacuation, traitement) et au quotidien	- Repérer les zones de transit des déchets , - Respecter le balisage en place.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> > Interdiction de jeter les déchets dans les cages d'ascenseur ou par les ouvertures en façades sans un dispositif adapté (goulottes) . > Disposer une protection (filet, plinthes, stabilisateur) interdisant la chute d'objet ou gravats à l'aplomb du poste de travail > Évaluer la courbe de chute pour mise en place du balisage > Agent pilote en charge de l'évacuation des déchets > traiter les déchets à la source 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter une distance de sécurité (projection, poussière, manutention,)
Collision, heurt	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser tous les déplacements du personnel et des matériaux, matériels selon le PIC et le plan de circulation à respecter - Baliser la zone d'évolution, séparer les flux piétons, engins, matériaux et matériel, disposer d'un agent de manœuvre, porter les EPI - Maintenir les circulations libres, dégagées et protégées en tout point. Avertir de tout déplacement à rendre visible (gilet fluo, bip de recul,) 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des consignes d'accès et de circulation (balisage, Port des EPI) - Accès interdit à toutes personnes non autorisées, informer le personnel et l'organisation chantier (accès, circulation, stockage, survol, ...) - Éviter toute coactivité lors des déplacements et maintenir une distance de sécurité
Inhalation poussières	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage projection, humidification ou brumisation) - Port des EPI adaptés 	<ul style="list-style-type: none"> - Éviter toute coactivité. - Disposer une protection séparative interdisant la propagation de poussière
Manutention manuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. - Privilégier la manutention mécanique (grue, monte matériaux, ...) selon étude préalable et environnementale (charge > 30kg) . - Maintenir les circulations propres et dégagées et procéder au Nettoyage des postes de travail (cis évacuation) au quotidien 	<ul style="list-style-type: none"> - Éviter toute coactivité. - Respecter le périmètre de sécurité et le balisage ,
Multi danger	<ul style="list-style-type: none"> - Disposer de mesures de Protection contre les blessures liés aux risques propres, importés et exportés sur les intervenants et l'environnement pour chaque phase de chantier (structure, distribution, aménagement,) - Tout Danger généré par une entreprise doit être signalé au tiers r (chute, survol, électrique, chimique,) avec mise en place d'un balisage et d'une signalisation conforme et réglementaire (forme, couleur, nature du risque ...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte des risques exportés et importés par les intervenants et l'environnement et procéder à la signalisation et la mise en place des mesures de prévention.
Produits dangereux	<ul style="list-style-type: none"> - Recenser les éléments à risque spécifique à raison de leur toxicité, inflammabilité ; - Prendre en compte et informer le personnel des risques liés à leur utilisation (Fiches de Donnée Sécurité) - Prévoir les dispositions particulières à mettre en œuvre (ventilation, balisage sécurité selon périmètre à évaluer, stockage, manutention, méthodologie, Qualification de l'utilisateur). - Afficher les consignes spécifiques (risque) et Disposer la signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits dangereux et la conduite à tenir en cas d'incident. - Planifier l'utilisation et les conditions de mise en œuvre selon l'environnement (étincelles, flammes, confinement,) 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des balisages, de la signalétique et des conditions d'accès aux zones concernées. - Intervention après dispositions libératoires validées par le maître d'œuvre.
Contact électrique direct ou indirect	<ul style="list-style-type: none"> - Recenser les travaux d'ordre électrique ou à proximité des réseaux électriques - Avant toute intervention : <ul style="list-style-type: none"> > vérifier la consignation des réseaux de toute nature sur la zone d'intervention. Obtenir le PV de consignation par un organisme agréé > vérifier la qualification du personnel adaptée à la nature 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect du balisage et des mesures de protection vis à vis du risque électrique

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	des travaux (Habilitation électrique en cours de validité) > s'assurer de la conformité des installations électriques en service (provisaires chantier , définitives, ...) : Obtenir le PV de vérification > s'assurer de la conformité du matériel utilisé (protection, adéquation à l'utilisation). - Durant l'intervention > Vérifier la Fermeture des armoires et coffrets électriques de l'installation de chantier > Ne pas utiliser de rallonge de plus de 25m , Utiliser des appareils et rallonges (H07RNF) conformes, en bon état et vérifiés et raccorder à 1 réseau électrique protégé par différentiel conforme aux normes en vigueur > Ne pas intervenir sous-tension > Privilégier le matériel autonome	
Eclairage	-Équiper le poste de travail d'un niveau d'éclairage suffisant. (Niveau donné par le Code du travail) et assurer le complément si besoin aux installations de chantier en place quel que soit la localisation du poste de travail. -Tenir compte de l'environnement et des ambiances de travail (humide, ...) pour adapter le dispositif (TBT, autonome...) sans nuire au niveau d'éclairage	- Respecter les équipements en place. - Ne pas déplacer ou déposer les équipements en place - Si l'éclairage du site au titre de l'installation de chantier n'est pas conforme ou insuffisant, remonter l'information au MOE/ CSPS - installation d'éclairage portatif. - Mutualiser les équipements
Engins et matériels	- Utiliser des engins de chantier adaptés à la nature des travaux et à l'environnement , afin de minimiser les risques (travaux en hauteur, manutention, ..) - Préciser les modalités d'utilisation (environnement, nature des travaux, fréquence, qualification, mesure de sécurité, risques) - Utilisation de matériel (propre ou en location externe) conforme (nacelle, manitou, terrassement, élévateur, manutention, ...) et disposant des systèmes de sécurité liés à l'intervention (Bip de recul, Gyrophare sur engin, stabilisateurs, limiteur, arrêt d'urgence..) - Former le personnel à l'utilisation des engins (qualification, CACES,...) et à son environnement (balisage, périmètre de sécurité, signalisation, accompagnement ...) - Le personnel doit détenir une Autorisation de conduite de l'employeur pour toute conduite d'engins (+ CACES en complément) - Port du harnais de sécurité (habilitation requise) attaché à la nacelle si un point d'ancrage est prévu à cet effet. - Port des EPI adaptés à l'utilisation d'engins (Gilets fluo, moyens de communication, ...) 	- Prendre en compte la présence d'engins sur chantier (circulation, mouvement , survol , ...) - Interdire toute coactivité en s'informant des engins sur chantier en prévision (réunion hebdomadaire) - Planifier les travaux pour bénéficier des protections collectives communes , et définitives
Déplacement de plain-pied	- Emprunter un cheminement piéton sécurisé dissocié du cheminement engins (balisage , propreté, éclairage, ambiance, ...) - Vérifier les conditions de circulation (horizontale et verticale) et de déplacement (Rangement, propreté) en tout point (circulations, stockage, ...) - Respecter les dispositions figurant sur le PIC (circulation, signalisation, moyens , ...) . - Utiliser les équipements mis en commun (passerelles, tours, escaliers, Échafaudages, passages couverts,...) - S'assurer de la compatibilité des équipements complémentaires spécifiques au poste de travail avec les équipements mis en commun. - Interdire tous les équipements non conformes (escabeaux, ...) - Assurer le nettoyage des circulations en lien avec ses travaux propres - veiller à la mise en place des équipements de sécurité (Garde-corps, balisage, protection des trémières,...) 	- Utiliser des moyens en commun conformes - Informer le Moe de tout manquement ponctuel ou récurrent - Ne pas emprunter de circulation jugée non conforme
Routier, autoroutier	- Évaluer les déplacements et toute intervention à proximité ou sur le domaine routier de toute nature (public, privé) - Respecter la signalisation en place et à compléter s'il y a lieu	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	a lieu pour les besoin de l'intervention (balisage, signalisation lumineuse, ...) - Prévoir un agent de manœuvre pour accompagner les intervention sur domaine routier (entrés sortie chantier , livraison, ...) - port des EPI (gilet, ...) - effectuer les demandes d'autorisation spécifique pour l'occupation du domaine public (arrêté, ...)	
Rupture, effondrement	-Étude préalable de la stabilité de l'ouvrage à réaliser pour chacune des phases de travaux en précisant les modalités d'intervention: > Produire note de calcul de l'ouvrage pour chaque phase > Préciser les modalités de réalisation de l'ouvrage et de mise en œuvre des équipements associés (stabilité, support , accès, sécurité, ...) en phase provisoire , intermédiaire et définitive > Préciser les zones d'accès interdite et les modalités de délimitation du périmètre de sécurité associé (balisage, condamnation d'accès, ...) > préciser les risques générés pour le personnel et l'environnement > préciser les modalités d'utilisation partiel ou totale de l'ouvrage selon phasage travaux (accès , circulation, surcharge admissible...)	- Interdiction d'utiliser un ouvrage non courant sans connaissance préalable des modalités d'accès . - Ne pas déposer tout dispositif de sécurité en place sur un ouvrage sans autorisation préalable du MOE - proposer une harmonisation des dispositifs de sécurité en phase préparation de chantier selon la nature de ses propres travaux (compatibilité en privilégiant le maintien d'un niveau de sécurité pour chaque phase)
Travail en hauteur	- Évaluer les travaux présentant un risque de chute de hauteur - privilégier les protections collectives aux protections individuelles (à justifier) - préciser les dispositifs de protection collective ou individuelle prévus pour chaque phase de travaux et leurs modalités de mise en œuvre, tout en s'assurant de la compatibilité avec les équipements mis en commun. - Mutualiser les équipements de protection collective , et réaliser un protocole de mise à disposition - informer le personnel des risque de chute de hauteur en lien avec l'intervention, importés (trémies, survol, circulation, échafaudage,) ou exportés (surplomb, ...) - planifier les travaux pour bénéficier des protections collectives communes , et définitives - Le système obturant une trémie toute hauteur, ne sera démonté que lorsque des protections (portes définitives ou panneaux provisoires) seront installées - La pose des équipements de toute nature (ex garde-corps) doit se faire depuis l'intérieur si possible, en conservant les protections collectives posées par le lot gros œuvre. Celles-ci seront déposées en sécurité après pose de l'équipement de sécurité définitif. - <u>Chute de Hauteur / échelles</u> - Matériels conformes en bon état, stables (sol plan,équipés de patins antidérapants, échelles fixées aux pieds, à la tête, dépassant d' 1 mètre) - Privilégier l'utilisation de gazelles, girafes (plateau de travail équipés de garde corps) - Ces éléments Ne doivent pas être utilisés comme postes de travail sauf si impossible techniquement de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation des risques a établi que le risque est faible et que les travaux sont de courte durée et non répétitif (art R233-13-22 du code du travail) - <u>Chute de Hauteur / échafaudages</u> - S'assurer de la stabilité du sol sur le lieu de travail - Protéger les éléments au sol par la mise en place de planchers de répartition - Balisage de la zone à l'aplomb des travaux - Toute personne montant/démontant un échafaudage	- interdire toute coactivité non pourvue de protection collective (circulation , accès, ...) en phase provisoire (démontage échafaudage, ...) ou définitive (toiture, ...) - proposer une méthodologie d'intervention en prenant en compte le phasage des travaux et la gestion des protections collectives sur chantier

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>doit être formée.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disposer des documents de montage/démontage sur le lieu de travail (notice fabricant, plans, note de calcul) - Échafaudage conforme, en bon état, et stabilisé (sol plan, échafaudage fixé sur points d'ancrages solides) - Port du harnais de sécurité avec 2 longes, en cours de montage/démontage, ou pendant les travaux si la sécurité collective n'est pas assurée 	
Travaux à point chaud	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte la nature des travaux générant un point chaud , et les conditions d'intervention vis à vis de l'environnement : - Avoir à disposition, au pied de l'intervention, les moyens adéquat d'extinction d'un éventuel départ d'incendie. (Prévoir un Extincteur au poste de travail) - Protéger les zones de travaux avec mise en place des écrans de protection, (bâches ignifugées, ...) - Dégager les zones de travaux de tout matériel, matériaux, produits combustibles, comburant pouvant alimenter un incendie - Effectuer un contrôle de la zone d'intervention (dito permis feu) 2h après l'intervention. - Port des EPI (vêtement non inflammable , gant, lunette, ...) - Vérifier avant les travaux la conformité des équipements des bouteilles de gaz (tuyauterie, détendeurs...) et arrimer les bouteilles de façon à éviter leur chute intempestive. 	- Ne pas intervenir à proximité du poste de travail (projection, éclat, choc thermique et visuel, ...) .
Voisinage	<ul style="list-style-type: none"> - L'accès au chantier est réservé seulement aux personnes détenant la carte professionnelle du BTP (Salarié, intérimaire , travailleur détaché) - L'entreprise prends en compte les conditions d'intervention (météo, voisinage, environnement, spécificité des travaux et du site , coactivité, risques propres importés et exportés) afin d'effectuer une analyse de risque en conséquence dans son PPSPS. - L'entreprise s'affranchit de toutes les démarches préalables avant d'intervenir (administratives, réglementaires, formation, médicales, ...) 	-Toute entreprise informe le MOE et CSPPS de non conformité ou d'écarts constatés sur la fréquentation du chantier , les situations à risque et notamment les situations de danger grave et imminent.
Travail posté	<ul style="list-style-type: none"> - Le poste de travail doit être sécurisé : - Utilisation de matériel conforme (PIR, pont roulant, ...), Utilisation de l'échelle interdite (sauf cas spéciaux). - Balisage de la zone d'évolution. 	Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone.

Risque électrique

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p><u>Habilitation électrique : quelles sont les conditions préalables nécessaires ?</u></p> <p>L'habilitation ne peut être délivrée qu'après vérification de certains prérequis au premier rang desquels l'aptitude médicale du travailleur, sa qualification technique et sa formation.</p> <p><u>Vérifier l'aptitude médicale du salarié</u></p> <p>Il revient à l'employeur de s'assurer de l'aptitude médicale du salarié qu'il souhaite habilitier auprès du médecin du travail.</p> <p>La réglementation ne fixe pas de critères d'aptitude médicale ou de contre-indication à la réalisation d'activités soumises au risque électrique. Toutefois, certaines affections peuvent augmenter le risque et le médecin du travail doit leur porter une attention particulière :</p> <p>Troubles musculosquelettiques (TMS) ;</p> <p>Problèmes cardiovasculaires ;</p> <p>Problèmes visuels, notamment la vision des couleurs.</p> <p><u>Faire bénéficier le salarié d'une formation adaptée</u></p>	Risque électrique / respecter le balisage de zone

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>L'employeur doit tout d'abord vérifier les compétences techniques du travailleur (diplômes, titres, certificats et expérience). En fonction de son niveau de connaissances, une formation à l'habilitation doit ensuite être envisagée.</p> <p>Cette formation doit permettre au salarié d'acquérir une compétence professionnelle dans le domaine de la sécurité électrique pour l'exécution des opérations ainsi que de connaître les mesures d'urgence. Elle est à distinguer de la formation au risque électrique, plus générale, que l'employeur doit dispenser à l'ensemble des travailleurs exposés au risque électrique mais non forcément destinés à être habilités.</p> <p>La formation à l'habilitation peut être réalisée en interne, par l'intermédiaire d'une personne compétente désignée, ou par un organisme extérieur compétent dans ce domaine. La réglementation n'exige pas que l'organisme dispose obligatoirement d'un agrément ou d'une certification.</p> <p>Le contenu de la formation doit se baser sur les règles édictées par la norme NF C18-510 ainsi que sur les principes généraux de prévention. Elle doit comprendre une partie théorique, qui peut être réalisée à distance, ainsi qu'une formation pratique permettant la mise en pratique des connaissances théoriques acquises.</p> <p>Bien que le contenu de la formation soit réglementé, l'employeur doit veiller à ce qu'elle soit adaptée aux particularités des installations ainsi qu'aux compétences initiales et attributions futures du personnel à habilité. La formation donne lieu à un avis favorable ou défavorable du formateur. Si l'avis est favorable, une attestation de formation est délivrée au personnel formé.</p> <p><u>Habilitation électrique : comment la délivrer ?</u></p> <p>Choisir un titre d'habilitation adapté aux travaux à effectuer. Une fois le travailleur déclaré apte et formé, l'employeur lui délivre l'habilitation sous la forme d'un titre d'habilitation dont le contenu est défini par la norme NF C18-510. Le choix des différents symboles doit tenir compte de l'activité du travail et de son environnement électrique.</p> <p>Chaque titre d'habilitation doit obligatoirement définir différents points notamment le niveau d'habilitation du travailleur, les tâches qu'il est autorisé à effectuer ainsi que les secteurs géographiques, installations et chantiers sur lesquels il est habilité à intervenir.</p> <p><u>Vous souhaitez en savoir plus sur les différentes catégories d'habilitations électriques ?</u></p> <p>L'employeur doit également délivrer à chaque travailleur habilité un carnet de prescriptions, issu de la norme NF C18-510, accompagné si nécessaire de prescriptions particulières de sécurité. Doter le personnel des équipements de protection contre le risque électrique</p> <p>Recyclage et suivi de l'habilitation électrique</p> <p><u>L'habilitation doit être examinée au moins une fois par an afin de vérifier son adéquation aux opérations effectuées par le travailleur. Un recyclage de la formation doit par ailleurs être envisagé dans les situations suivantes, afin de s'assurer que le personnel habilité possède toujours les connaissances nécessaires à la réalisation des tâches qui lui sont confiées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Changement d'affectation du personnel ou changement de fonction ; - Interruption de la pratique des opérations pendant une longue durée, soit au minimum six mois ; - Évolution des méthodes de travail ; - Évolution de la réglementation ; 	

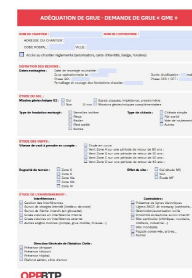
Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> - Évolution technologique des matériels ; - Modification importante des ouvrages et installations ; - Constat d'un manquement aux procédures de sécurité. <p>La norme NF C18-510 préconise un recyclage de la formation tous les trois ans. Cette périodicité peut toutefois être adaptée en fonction des tâches effectuées. Si les tâches s'effectuent de manière occasionnelle ou exceptionnelle, il peut être nécessaire de réduire cette périodicité.</p>	



Grutage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>L'entreprise en charge du montage d'une grue à tour doit réaliser les missions suivantes</p> <p><u>Mission de contrôle requise préalablement à l'installation d'une grue à tour</u> L'entreprise en charge du montage/démontage de la grue réalise les missions normalisées suivantes et transmet le rapport au CSPS / MOE :</p> <p>Mission M1 : examen environnemental du site Mission M2 : avis sur la stabilité des ouvrages des assises des grues Mission M3 : vérification avant la mise ou remise en service Mission M4 : vérification d'un dispositif de contrôle des mouvements de grues à tour à zones d'interférence et/ou zones interdites En complément</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mission MF : Assistance technique en cas d'effet de site constaté en mission M1. • Mission M5 : Vérification générale périodique des accessoires de levage. • Mission M6 : Vérification des installations électriques (bases vies, armoires, coffret de répartition). • Mission M7 : Examens d'adéquation. <p>Analyse environnementale du site - M1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation de l'existence d'un effet de site (recommandation R406 et analyse des résultats d'essais en soufflerie). • Établissement d'un rapport de synthèse permettant une configuration stable de la grue lors du montage. <ul style="list-style-type: none"> > Étude de la topographie > Détermination de l'existence ou non d'un effet de site (selon la recommandation R 406) > Détermination du type de site (selon l'Eurocode 1) > Détermination de profils de vent hors service <p>Avis technique de stabilité des grues - M2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification de la cohérence du dossier technique des fondations (étude de sol, plan et note de calcul, descente de charges ...). • Inspection des ouvrages des assises des grues 	respecter le balisage de zone

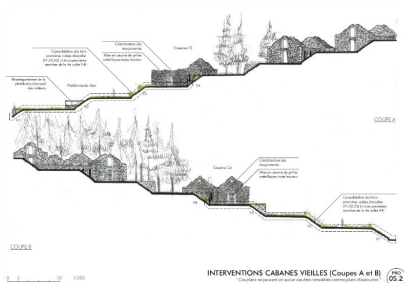
Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>(contrôle de ferrailage sur site avant le coulage du béton).</p> <p>> Vérification des notes de calculs fournies (adéquation avec le rapport de sol, le tableau de descentes de charges ...)</p> <p>> Vérification des plans fournis</p> <p>> Avis pour tous les types de fondations (superficielles, pieux, micropieux, pieds de scellement, colonnes à module contrôlé, barrettes, parois moulées ...)</p> <p>> Examen du fond de fouille des fondations de la grue</p> <p>> ET/OU Inspection du ferrailage des fondations de la grue</p> <p>Vérification avant mise en service - M3</p> <ul style="list-style-type: none"> • Examen du contexte réglementaire, de montage et d'installation et de l'état de conservation. • Épreuves statiques et dynamiques. • Essais des dispositifs, avec prise en compte des conclusions des missions M1 et M2. <p>Mission M4 : vérification d'un dispositif de contrôle des mouvements de grues à tour à zones d'interférence et/ ou zones interdites</p> <p>Cette mission vise à vérifier les dispositifs de contrôle des mouvements de grues en cas d'interférences avec les autres grues et en cas de survol à charges de zones interdites.</p> <p>Le déroulement de notre mission est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérification de la présence et de l'état des dispositifs de contrôle des mouvements de grues • vérification du réglage lors des essais avec charge nominale en bout de flèche en zone d'interférence selon point II.3 du cahier des charges de l'OPPBTP • fourniture du rapport de vérification concluant sur le fonctionnement des dispositifs de contrôle <p><u>L'entreprise prend en compte les risques liés à l'environnement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - interference de grue - présence de ligne électrique - zone de survol interdit en charge (école , ..) - réglementation locale (arrêté de mairie , ...) 	



Utilisation nacelle

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p><u>Les règles de sécurité à appliquer en utilisant une nacelle</u></p> <p>lors de l'utilisation d'une nacelle, il est primordial de respecter certaines règles de sécurité.</p> <p>En effet, même si elles disposent d'une rambarde qui protège en partie des risques de chutes, travailler à plusieurs mètres du sol reste particulièrement dangereux pour les travailleurs. Avec ce type de machines, le danger peut venir, aussi bien des airs, que du sol. Bien souvent, une négligence, un manque de vigilance ou un</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>manque de formation peuvent être à l'origine d'accidents, souvent mortels. Même si les chiffres montrent une baisse du nombre de décès dus aux PEMP, 66 personnes dans le monde ont trouvé la mort, en utilisant une nacelle élévatrice, en 2017. Les principales causes de décès sont les chutes de hauteur (38%), les électrocutions (23%) et les renversements (12%). Afin de faire avancer la prévention et de réduire davantage les risques d'accidents, voici 13 règles de sécurité à ajouter à votre to do list, avant d'utiliser une nacelle.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Vérifier que l'opérateur est titulaire du CACES 2. Contrôler les papiers de la machine 3 vérification initiale 4. Inspecter les alentours de la zone de travail 5. Ne pas dépasser la limite de poids 6. Ne pas sortir du panier durant l'utilisation 7. Respecter le nombre d'opérateurs préconisé par le fabricant 8. Porter un harnais de sécurité et un casque 9. Matérialiser L'environnement de travail ! 10. Prudence avec les nacelles ! 11. Ne pas utiliser de nacelle pour faire de la manutention 12. Ne pas utiliser la nacelle en cas de vents violents 13. Ne négliger aucune des consignes de sécurité ! 	



COURTÈRE G



PGC



PGC

Sécurisation des gouffres et galeries effondrées (2)

* Ces plans ne peuvent en aucun cas être considérés comme plans d'exécution.
Parc National du Mercantour - Sécurisation et valorisation du site ferrillé du Massif de l'Authion - Février 2025 - Groupement : Jean DEYNIER - Architecte DPLG - Architecte du Patrimoine

Echafaudage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>La mise en commun du dispositif de déplacement vertical est à envisager pour tous les lots intervenants en élévation quelle que soit la durée</p> <p>Mise en œuvre d'un échafaudage : Le recours aux échafaudages respectera - les dispositions du DECRET 2004 -924 - les prescriptions de la Recommandation R 408 relative à Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied.</p> <p>Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Le PV de conformité suite à la réception est affiché sur l'équipement précisant la date de la réception et le nom du vérificateur . Il y a lieu d'établir un PV de vérification après chaque déplacement de l'échafaudage L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers. Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet. L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de</p>	<p>Accès interdit à l'échafaudage Convention de mise à disposition à signer au préalable</p>

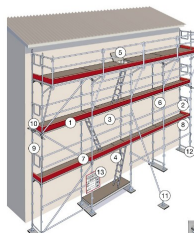
Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.</p> <p>Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.</p> <p>L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apposer sur l'équipement le PV de conformité après vérification préalable par une personne compétente et habilitée, - Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE. - Afficher la charge admissible - Procéder à une vérification périodique selon durée de l'utilisation et obligation réglementaire <p>Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.</p> <p><u>L'échafaudage comprend la mise en œuvre</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un filet de protection sur toute sa hauteur - d'un platelage de protection au premier niveau assurant la protection du pied de façade et des circulations à l'aplomb de l'échafaudage de toute chute de gravats - d'un dispositif de levage type treuil électrique (avec dispositif d'alimentation électrique et remise du PV de conformité du dispositif) - d'une recette à matériaux à chaque niveaux permettant d'assurer une livraison en toute sécurité pour l'ensemble des entreprises - d'un éclairage complémentaire chantier lorsque sa configuration dégrade les niveaux d'éclairage des circulations chantier ou publique - d'une mise à la terre. <p><u>Le recours aux échafaudages respectera les prescriptions de la Recommandation R 408 relative</u> à la Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied. Les risques visés par cette recommandation sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les chutes de hauteur, - les chutes d'objets, - la manutention, - l'électrisation, - l'effondrement partiel ou complet de l'échafaudage. - le renversement de l'échafaudage <p>Toute mise en œuvre d'échafaudage devra être réalisée en prenant en compte préalablement au montage toutes les spécificités relatives aux points suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Besoins et contraintes de sites. - Les Cas particulier de la co activité - Le Choix du matériel (Planchers, Accès, Notice technique de construction...) - Les Etudes préalable avec notamment les prescriptions selon la hauteur de l'échafaudage (hauteur inférieure ou égale à 24 mètres ou hauteur supérieure à 24 mètres) - Les Cas particuliers d'utilisation <ul style="list-style-type: none"> > l'échafaudage est recouvert, de bâches, de filets, > de panneaux de publicité, etc.... > les valeurs de charge de vent sont supérieures à celles des règlements en vigueur (cf. « Neige et vents », eurocodes,...). > des accessoires sont utilisés tels que potences, treuils, etc. - le Plan d'implantation et de montage > Les documents sont conservés sur le lieu de travail <ul style="list-style-type: none"> > Plan ou schéma d'implantation > Croquis et plan de détails pour le montage 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>La notice de montage du fabricant ou le plan de l'échafaudage doit être tenu à disposition de la personne dirigeant les opérations de montage ou de démontage et des travailleurs. Le montage est effectué conformément à la notice ou au plan du fabricant et conformément à la note de calcul à laquelle renvoie cette notice.</p> <p>Si la notice du fabricant n'est pas disponible ou que celle-ci ne correspond pas aux configurations envisagées, alors il doit être effectué un calcul de résistance et de stabilité effectué par une personne compétente.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les phases de Montage et démontage. - Les conditions d'Amarrages - Les Compétences des opérateurs <p>> Formation</p> <p>> Attestation de compétences</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travailleurs utilisant l'échafaudage comme poste de travail - La Réception des échafaudages avant utilisation - La Mise à disposition des documents. <p><u>Treuil</u> : Prendre en compte la mise en place éventuelle de treuil sur l'échafaudage. à rendre compatible avec l'échafaudage et les modalités d'utilisation.</p> <p>Le treuil électrique doit faire l'objet d'une vérification préalable à sa mise en service par un organisme agréé</p> <p>- Réception des échafaudages avant utilisation.</p> <p>>>>> Si le monteur n'appartient pas à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, il y a lieu d'établir un Procès-verbal de réception écrit et contradictoire. Ce procès-verbal est établi lors d'une visite commune durant laquelle il est vérifié que l'échafaudage est conforme au cahier des charges et adapté aux besoins de l'entreprise utilisatrice. Le cas échéant, il indique les modifications que l'entreprise utilisatrice est amenée à faire en cours d'utilisation.</p> <p>>>>> Si le monteur appartient à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, la procédure décrite ci-dessus pourra être allégée, mais il faut impérativement qu'une personne compétente de l'entreprise vérifie et réceptionne l'échafaudage une fois monté et donne l'autorisation de l'exploiter.</p> <p>Règles d'utilisation après réception de l'échafaudage</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une fois l'ouvrage réceptionné, il y a lieu d'afficher un panneau fixé à l'échafaudage, mentionnant les conditions d'utilisation et interdisant l'accès aux entreprises et personnes non autorisées. L'entreprise utilisatrice conservera l'échafaudage utilisé dans le même état de conformité et sans modification depuis la réception. Elle est responsable de l'échafaudage et des dommages que le matériel peut causer - Les équipements devront faire l'objet d'une vérification initiale et périodique et après toute modification de leur configuration - Les salariés utilisant l'échafaudage comme poste de travail doivent avoir les compétences acquises lors de la formation réglementaire à la sécurité au poste de travail et figurant en annexe 5 de la Recommandation R408. <p>Chaque opérateur travaillant sur échafaudage doit être capable de suivre les règles suivantes (référentiel de compétence) :</p> <p>>>>> Accéder et circuler en sécurité sur l'échafaudage</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les tours d'accès, les escaliers, les échelles et trappes pour accéder et changer de niveau et refermer les trappes après utilisation - Respecter les limites de charges 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>- En cas de stockage de matériaux, respecter les limites de charges des planchers d'échafaudages >>>> Maintenir l'échafaudage en sécurité - Prendre des mesures de sécurité compensatoires lorsque les mesures de protection Collective ont été déposées - Veiller à remettre en place aussitôt que possible les mesures de protection collectives qui ont été déplacées. >>>> Tenir compte de la co activité sur les chantiers - Veiller à ne pas créer de risques pour les travailleurs avoisinant (chutes d'objets, effondrement de charges). >>>> Signaler les situations dangereuses - Informer le responsable du chantier - Savoir réagir en cas de danger immédiat. Afin de limiter les risques d'interférence dans l'utilisation de dispositifs par chaque entreprise sur des zones communes de travaux, il pourra être envisagé la mise en commun de l'échafaudage. L'échafaudage devra être installé conformément à la législation en vigueur et, entre autres textes, conformément au décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 qui stipule notamment : - que le montage, le démontage et la modification des échafaudages ne doivent être entrepris que par du personnel qualifié - que la stabilité de l'échafaudage doit être assurée - qu'une note de calcul de résistance et de stabilité doit être réalisée par une personne compétente - que la notice du fabricant, la note de calculs et le plan de montage doivent être fournis au coordonnateur SPS - que l'utilisation de l'échafaudage par un corps d'état différent de celui qui l'a monté doit donner lieu à la rédaction d'une convention entre les 2 entreprises stipulant notamment les modalités d'usage de l'installation. - Qu'un registre des vérifications de sécurité (avant mise en service, trimestrielles et journalières) soit mis en place par l'entreprise titulaire de l'échafaudage et qu'il soit consultable sur site.</p> <p>Règles d'utilisation d'un échafaudage : L'attention de tout utilisateur porte notamment sur la vérification préalable avant utilisation (au quotidien) de la conformité des points suivants dans le cadre d'un Examen d'adéquation de l'échafaudage: -Les matériaux constitutifs des éléments d'un échafaudage -La stabilité de l'échafaudage qui doit être assurée -La charge admissible d'un échafaudage qui doit être visiblement indiquée -la présence permanente des dispositifs de protection collective et de circulation horizontale et verticale -les conditions d'accès et d'utilisation -la présence d'équipements complémentaires tels que filets , treuil, recttes à matériaux -la signalisation</p> <p>Utilisation partagée de l'échafaudage : Dans sa recommandation R 408 du 10/06/04 la CNAMTS conseille aux différents utilisateurs de l'échafaudage d'indiquer au monteur leurs contraintes d'utilisation. Par ailleurs toute mise à disposition d'un échafaudage aux entreprises doit faire l'objet d'une convention de mise à disposition entre l'entreprise qui en assure la gestion et toute entreprise utilisatrices , en concertation avec le Maître d' Œuvre et le CSPS . En effet Les conditions de mise à disposition doivent prendre en compte le fait de minimiser les interférences et les superpositions de tache sur l'échafaudage.</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Un procès-verbal doit être établi entre le monteur et le ou les entreprises utilisatrices.</p> <p>la mise à disposition de l'échafaudage s'effectue dans le cadre d'une convention de mise à disposition , et exclusivement à du personnel formé.</p> <p>Le dispositif doit être adapté à la nature des travaux à réaliser .</p> <p>L'échafaudage doit être installé conformément à la législation en vigueur et, entre autres textes, conformément au décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 qui stipule notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -que le montage, le démontage et la modification des échafaudages ne doivent être entrepris que par du personnel qualifié -que la stabilité de l'échafaudage doit être assurée -qu'une note de calcul de résistance et de stabilité doit être réalisée par une personne compétente -que la notice du fabricant, la note de calculs et le plan de montage doivent être fournis au coordonnateur SPS -que l'utilisation de l'échafaudage par un corps d'état différent de celui qui l'a monté doit donner lieu à la rédaction d'une convention entre les 2 entreprises stipulant notamment les modalités d'usage de l'installation. 	

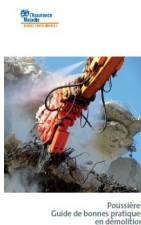
ÉCHAFAUDAGES
Points de vérification



Silice

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	<p><u>Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"</u></p> <p><u>Dispositions relatives à la silice (Risque assimilé au risque amiante)</u></p> <p>Les travaux de démolition produisent des poussières de nature et de taille variées qui, en se dispersant, peuvent avoir un impact sur la santé des travailleurs et des riverains, qu'il s'agisse de chantiers en milieu fermé (réhabilitation) ou en milieu ouvert (démolition totale ou partielle d'un bâtiment).</p> <p>les entreprises doivent mettre en place, dans leurs méthodes de travail, des mesures visant à réduire l'exposition aux poussières de silice cristalline : aspiration à la source, humidification, robotisation ou encore mécanisation..</p> <p>Le port d'un équipement respiratoire devra également être généralisé de façon à réduire l'exposition des travailleurs (l'OPPBTP préconisant le port d'un masque P3 à minima).</p> <p>L'ensemble des mesures de prévention mises en place devront être matérialisées dans le document unique d'évaluation des risques (DUER).</p> <p><u>mode opératoire</u></p> <p>Déterminer les modes opératoires permettant de supprimer le risque par des travaux de démolition des ouvrages béton :</p> <p>Prendre les mesures de prévention et mettre à</p>	<p>- Pas d'intervention sur les zones en cours de démolitions. Obtenir l'accord de la maîtrise d'œuvre pour intervenir dans les zones périphériques (stabilité, propagation de poussière , bruit , vibration, ...) .</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>disposition des intervenants sur le chantier les protections collectives et les protections individuelles appropriées parmi lesquelles et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protections collectives : - Isolation des zones de travaux (confinement, sas, zones tampon, protection des sols, ...) - Aspiration à la source (outillage électroportatif,) - Évacuation des déchets (respect des filières) - Protections individuelles : - des voies respiratoires (masques adaptés à ventilation assistée, ½ masque, masque jetable,) - Du corps : combinaison jetable - Des mains : gants adaptés <p>Documentation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le Guide INRS ED 6263 janvier 2017 Poussières Guide de bonnes pratiques en démolition - la Plaquette BTP et silice établie par DIRECCTE - la fiche Hygiène et sécurité du travail – n°238 – mars 2015 - la Fiche FAR 44 Ravalement et rénovation de façades (CNAMTS, l'INRS , CARSAT) 	



Séquence : 2 - DEMOLITION / DECONSTRUCTION

Découpe

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p><u>Anticiper les risques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Choix du matériel selon la nature des matériaux à découper (Béton, bois, PVC,) - S'assurer de la compétence du personnel - Organiser l'environnement de travail - Porter les EPI - Assurer le calage des matériaux à découper - Maintenir le matériel en bon état <p><u>Libération des emprises :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Au droit du poste de travail - Sur la zone de circulation - Sur les zones à risques de rupture ou chute de charges (balisage, étalement en sous face de la carotte, ...) <p><u>Prévoir l'installation de chantier spécifique aux travaux de sciage :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Électricité : puissance nécessaire (220 ou 380 v) - Eau : alimentation d'eau au poste de travail avec récupération de l'eau de sciage et des poussières induites - Manutention : dispositif de manutention et de déplacement de la charge comptable avec l'environnement (stabilité structure) <p><u>Conformité du matériel</u></p> <p>L'entreprise dispose d'un équipement de sciage conforme et adapté à la nature du sciage ou du carottage, disposant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'un carter de protection de la scie 	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> - De chaîne adaptée - Du PV de conformité électrique <p><u>L'opérateur dispose :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Des EPI tels que Lunette de protection, gant de manutention, masque antipoussière, chaussure de sécurité, tenue spécifique. - D'un boîtier de commande permettant d'écarter l'opérateur de la scie en mouvement <p><u>Le danger des machines à coupes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Coupures - TMS - Poussières vibrations - Brûlures - Bruit / Vibration - Intoxication / asphyxie (Moteur thermique et dispositif de ventilation) <p><u>Phasage travaux :</u></p> <p>L'ordre chronologique de réalisation des coupes est préalablement défini afin que les morceaux tronçonnés puissent être évacués en toute sécurité et de façon maîtrisée.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Calage de la charge - Manutention : déplacement, giration, survol, moyens spécifiques (treuil, palan, ...) <p>Nota : Toute découpe de matériaux amiantés s'inscrit dans le cadre d'un plan de retrait (SS3) ou d'une note méthodologique spécifiques selon le cas (SS4)</p>	



Démolition / Déconstruction

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	<ul style="list-style-type: none"> - planifier les travaux et réaliser la mise en place des dispositifs et dispositions en matière de sécurité (balisage, signalisation, accès , circulation...) . - Le personnel doit détenir une Autorisation de conduite pour les engins de manutention et levage (CACES,...) et un autorisation de conduite de l'employeur - Tenue à jour du Registre des vérifications périodiques à jour pour chaque engin.(Camions avec avertisseurs de reculs obligatoire en cas de marche arrière) 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter le balisage des zones à démolir , et prendre en compte la planification de la démolition pour éviter toute coactivité
Travail en hauteur	<p>AL'entreprise titulaire du lot terrassement supprime les risques de chutes de hauteur dans les tranchées en fond de fouilles et prend les dispositions pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> > éviter le risque d'ensevelissement en stabilisant les pieds et les têtes de talus. > éviter le risque de chute de plain-pied en rendant accessible de plain-pied le fond de fouille et faciliter ainsi les manutentions et les conditions d'approvisionnement. Interdire toute intervention de plain-pied sur les ouvrages en cours de démolition (stabilité , chute,) > baliser le périmètre de sécurité selon courbe de chute , 	<ul style="list-style-type: none"> - Ne pas franchir le balisage interdisant l'accès à la zone en cours de démolition - Ne pas déposer les protections collectives en périphérie ou aux abords des zones de démolition. - prendre en compte le périmètre de sécurité estimé selon la courbe de chute des matériaux

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	à l'aplomb des zones d'intervention (4m pour des travaux à plus de 6m de hauteur) - Obtenir les Pv(s) des consignations des différents réseaux (EDF/EAUX/GAZ/FT et autres), avant tous travaux de démolitions.	- Obtenir les Pv(s) des consignations des différents réseaux (EDF/EAUX/GAZ/FT et autres), avant tous travaux de démolitions.
Inhalation poussières	SILICE : Déterminer les modes opératoires permettant de supprimer le risque par des travaux de démolition des ouvrages béton : Prendre les mesures de prévention et mettre à disposition des intervenants sur le chantier les protections collectives et les protections individuelles appropriées parmi lesquelles et notamment : - Protections collectives : - Isolation des zones de travaux (confinement, sas, zones tampon, protection des sols, ...) - Aspiration à la source (outillage électroportatif,) - Évacuation des déchets (respect des filières) - Protections individuelles : - des voies respiratoires (masques adaptés à ventilation assistée, ½ masque, masque jetable,) - Du corps : combinaison jetable - Des mains : gants adaptés	- Pas d'intervention sur les zones en cours de démolitions. Obtenir l'accord de la maîtrise d'œuvre pour intervenir dans les zones périphériques (stabilité, propagation de poussière, bruit, vibration, ...).
Stabilité, renversement	Les phases provisoires concernent entre autre, les démolitions terrassements, les dispositifs de tenue des terres, et d'une façon générale toutes les phases de chantiers instaurées pour les besoins de la réalisation des ouvrages et n'ayant qu'une durée limitée dans le temps. Ces phases sont souvent génératrices d'accident compte tenu de leur caractère provisoire, et doivent de ce fait être prise en compte et détaillée par l'entreprise avec une grande rigueur, notamment dans le PPSPS. Toute phase provisoire doit faire l'objet d'une Analyse de risque de la part de l'entreprise concernée afin de mettre en œuvre les intervenants sans nuire à la stabilité des ouvrages existants ou à réaliser. Les entreprises doivent anticiper les phases provisoires propres à leurs travaux et justifier de la stabilité de leurs ouvrages en phases intermédiaires. Elles doivent fournir à la maîtrise d'œuvre pour validation, tous justificatifs tels que note de calcul, plan de phasage, résultats d'essais in situ. De même, tout ouvrage définitif mis en œuvre pendant le chantier, ne peut être utilisé pour les besoins du chantier, que dès lors ou il a été validé par la maîtrise d'œuvre. Notamment, concernant les équipements de sécurité (ex points d'ancrage en toiture) ne peuvent être mis en service pour les besoins du chantier qu'après validation par la maîtrise d'œuvre du dossier technique et de la mise en œuvre, pouvant nécessiter dans certains cas des essais in situ.	La zone objet des travaux de démolition n'est rendu accessible aux intervenants autres que le lot démolition qu'après : - Purge de tous les ouvrages démolis - Évacuation des gravats - Nivellement des emprises - Mesures d'empoussièrement sans réserve.
Amiante	Il conviendra également à l'issue des travaux d'enlèvement d'amiante, de faire réaliser un contrôle libératoire des zones afin de vérifier la suppression d'amiante sur les zones soumises aux travaux objet du présent PGC. Les prélèvements libératoires seront effectués et validés par la Maîtrise d'œuvre avant la mise à disposition des zones concernées pour la poursuite des travaux. Par principe, Le désamiantage des ouvrages à démolir sera effectué avant tous travaux de démolition et d'infrastructure. Toute modification envisagée sur le planning ainsi constitué est soumise à l'avis de la maîtrise d'œuvre et du CSPS.	Obtenir les mesures libératoires avant toutes interventions.
Amiante	Le rapport de repérage amiante établi par le Maître d'Ouvrage fait apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante. L'entreprise de désamiantage devra mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous	Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante avant son retrait, une entreprise à désigner (diagnostiqueur, cureur, démolisseur) est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette

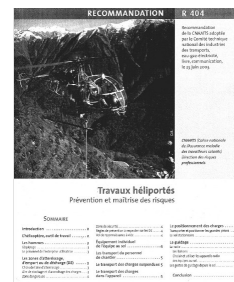
Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé <p>L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition</p> <p>Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.</p>	<p>signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage.</p>
Plomb	<p>En cas de dépose de matériaux contenant du plomb ou d'intervention susceptible de provoquer l'émission de poussières de particules en plomb, l'entrepreneur est tenu de mettre en œuvre des mesures collectives et individuelles de manière à protéger son personnel et à éviter la dissémination des poussières vers d'autres zones de travail. L'ensemble des mesures doit être détaillé dans le PPSPS de l'entreprise concernée.</p>	Accès interdit à la zone de travail.
Amiante	<p>Obligations en cas de démolition ou intervention sur des matériaux amiantés :</p> <p>Tous les bâtiments, dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, doivent faire l'objet d'un diagnostic amiante avant travaux avec repérage spécifique avant démolition. Il s'agit d'assurer la protection des salariés qui vont effectuer la démolition et de l'environnement du bâtiment.</p> <p>Un repérage complémentaire doit donc être effectué en complément du DTA portant sur un nombre plus important de matériaux qui seraient accessibles par travaux destructifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - article L 1334-27 du code de la santé publique - Arrêté du 26/06/2013 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolitions.. <p>L'entreprise prend connaissance des rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition (DAT) et avant travaux d'un immeuble bâti IMMOBILIER (DAT) joint au dossier de consultation.</p>	

Séquence : 3 - INFRASTRUCTURE

Maçonnerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	<ul style="list-style-type: none"> - Conformité et entretien des engins et matériels. - Autorisation de conduite. - Merlon ou chasse-roues en rive de talus sur l'emprise des voies de circulation. 	.Ne pas interférer avec la zone d'évolution des engins

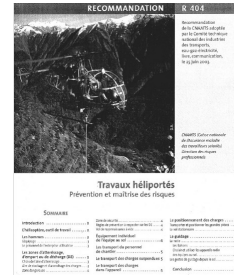
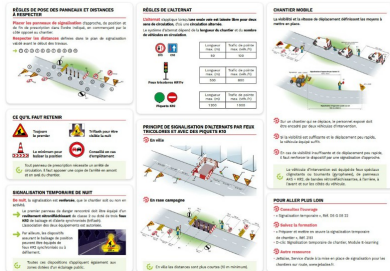
Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	- Protections collectives adaptées à installer avant début des terrassements en retrait des futures rives de parois.	- Anticiper l'emprise des terrassements et des protections collectives en rive de la zone de travaux de confortement .
Chute d'objets, éclats	- Travaux préparatoires (purge...) et confortement selon étude géotechnique. - Neutralisation de la zone en aval pour interdiction de superposition de tâches.	- Ne pas stationner sur l'emprise de la zone des travaux de confortement
Rupture, effondrement	- Confortement selon étude géotechnique. - Préciser les modalités de mise en œuvre des équipements liés à la stabilité provisoire ou définitive des ouvrages	- Ne pas interférer avec les travaux de confortement .
Manutention manuelle	Manutention / TMS l'entreprise met à disposition les moyens afin de minimiser le risque lié à la manutention	
Inhalation poussières	Disposer EPI dans le cas du sablage (projection)	Respecter le balisage du poste de travail



Étanchéité

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	- L'entreprise du lot gros oeuvre procède à la mise en place des protections collectives sur les zones de couvertures telles que les terrasses devant être étanchée. Le dispositif doit être compatible avec la réalisation des ouvrages à réaliser par le lot étanchéité et notamment les relevés. - A défaut, et sur les zones non sécurisées, le lot Étanchéité doit mettre en place son propre dispositif de protection contre le risque de chute de hauteur, en ayant recours ponctuellement à un dispositif de protection individuelle (habilitation du personnel aux travaux en hauteur) pour la pose (et la dépose). - L'entreprise assure la continuité du dispositif de protection collective provisoire et définitive et ne procède à sa dépose qu'après avis du CSPS et mise en place de procédure et dispositif d'efficacité équivalente contre le risque de chute de hauteur - Les protections collectives du lot Étanchéité ne sont déposées en accord avec le CSPS que lorsque toutes les interventions en toiture sont réalisées. - Il est rappelé à l'entreprise titulaire du lot Étanchéité que le port des dispositifs de protection individuelle contre le risque de chute de hauteur ne peut excéder la journée.	- Les autres lots ne peuvent intervenir que sur une zones bénéficiant d'un dispositif de protection collective (accès, circulation, ..)
Travaux à point chaud	- Mettre en place disposition équivalente à celle d'un permis feu : Chalumeaux , - Balisage de la zone à réaliser - Extincteur au poste de travail - Formation du personnel au maniement des extincteurs - Port des EPI(s) adaptés (manutention, brûlure)	- Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone concernée
Produits dangereux	Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en oeuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousses de polyuréthane) : communication préalable au coordonnateur des fiches de données de sécurité, règles	Respecter le balisage et ne pas intervenir dans la zone concernée.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	de stockage, ventilation des lieux de travail et de stockage, installation électrique adaptée aux risques. Règles d'exécution des contrôles gamma graphiques et de mise en oeuvre de lasers.	
Déplacement de plain-pied	Les zones de travaux et de circulations doivent être en permanence rangées et propres.	- Les zones de travaux et de circulations doivent être en permanence rangées et propres.



Séquence : 4 - SERRURERIE

Serrurerie

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	Manutention / TMS l'entreprise met à disposition les moyens afin de minimiser le risque lié à la manutention	Respecter le balisage du poste de travail
Brûlure thermique	En cas de soudure : Extincteur obligatoire dans le cadre d'un permis feu (ou équivalent) avec bâche ignifugée	Respecter le balisage du poste de travail



4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Dispositions générales

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise du **marché principal** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise du **marché principal**
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.PSPS, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.

- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Éventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au PPSPS.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

Dans le cas où l'entreprise doit déplacer une protection collective pour les besoins de ses travaux, elle doit :

- Informer le CSPS
- Proposer un dispositif d'efficacité équivalente (collectif ou individuel avec balisage de zone)
- Mettre à jour son PPSPS et informer son personnel
- Remplacer pendant ses interventions, le dispositif en place par un dispositif assurant une protection équivalente pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.
- Rétablir, à l'issue de son intervention, sur les lieux de son intervention un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.

Par ailleurs, l'entreprise Principale procède à la remise en place et sans délai des protections collectives absentes ou non conformes, et quel que soit l'origine du défaut de protections collectives constaté, notamment lorsqu'une entreprise dépose les protections collectives pour les besoins de son intervention (livraison, pose d'équipements, circulation, manutention)

Planning travaux

Le Maître d'œuvre Transmet au CSPS le planning global après chaque mise à jour afin d'anticiper et évaluer les interférences existantes ou à venir.

Le planning est un outil de travail permettant

- D'anticiper les phases de Co activité
- De positionner la date butoir de désignation des sous-traitant soit 1 mois avant leur intervention compte tenu des délais partiels énoncés :
 - >Agrément du ST par le MO > 1 Semaine
 - >Visite d'inspection commune > 1 Semaine
 - >Établissement du PPSPS > 1 Semaine
 - >Harmonisation > 1 Semaine

Ce délai global ne peut en aucun être inférieur à 2 semaines

Gestion de la coactivité

L'entreprise principale établi en concertation avec le Maître d' œuvre , le planning prévisionnel de l'opération et le tient à jour de façon

- à minimiser toute interférence entre les interventions
- à disposer si besoin à une mise en commun des moyens afin de faciliter les interventions.

Toute coactivité induite doit être anticipée et faire l'objet d'une analyse préalable des entreprises concernées et notamment l'entreprise principale en concertation avec le CSPS et le Maître d'œuvre

Par définition les entreprises titulaires de lot et présente sà la visite d'inspection commune sans leur sous-traitant, sont réputées ne pas sous-traiter leur travaux. Si tel est le cas elles devront effectuer la demande d'Agrément du ST auprès du MO puis initier auprès du CSPS la visite d'inspections communes préalablement

aux travaux en prenant en compte les délais préciser ci-dessus.

Toute entreprise titulaire doit assister l'entreprise sous traitante le jour de l'inspection commune , avec le PPSPS de chacune des entreprises., afin d'évaluer et précéder à une mise en commun des moyens cohérente. et en toute sécurité pour chaque entreprise.

Protections collectives lors du séquençement

Le lot Maçonnerie dispose les protections collectives (et le marquage) visant à interdire l'accès au tiers aux zones en cours de travaux

Le lot Maçonnerie dispose sur toute les zones à risque (chute , circulation, ..) les protections collectives provisoire jusqu'à la mise en place des protections définitives selon un mode opératoire à présenter au CSPS au préalable

Consignation préalable des réseaux

Avant tout démarrage de travaux , l'entreprise se procure la DT du Maître d'ouvrage pour évaluer la présence des réseaux sur le site . L'entreprise effectue ses propres DICT.

En cas de réseaux sur l'emprise du chantier ou à proximité susceptibles d'interférer avec les travaux , il y a lieu de convenir d'un RV avec le concessionnaire afin d'effectuer un repérage sur site des réseaux en service.

Pour les travaux de démolition , ou de terrassement, il y a lieu d'obtenir du concessionnaire un PV de consignation du réseau.

Dans le cas des fluides , il y a lieu de procéder à une purge des réseaux sur l'emprise du chantier et notamment du Gaz sous le couvert de GRTGAZ afin de se prémunir de tout risque de propagation , ou d'explosion.

Les repérages des réseaux visibles ou enterrés ainsi que les consignations de réseaux concessionnaires ne sont réalisés que par les concessionnaires en concertation avec l'entreprise concernées et le Moe, avec délivrance d'un PV de consignation de la part du concessionnaire.

Aucune intervention ne peut être effectuée à proximité ou sur un réseau en charge sans le PV de consignation ou de repérage des réseaux .

Le personnel et l'encadrement doivent être formé AIPR .

Analyse séquentielle de l'opération et Phases de Co activité analysées

Les analyses séquentielles de l'opération font apparaître les interférences suivantes pour lesquelles les entreprises devront se conformer aux dispositions énoncées dans le PGC ou proposer au CSPS lors de la visite d'inspection commune, des mesures d'efficacité équivalente en concertation avec le CSPS.

Procédure de transfert de zones (ou équivalent)

Les analyses séquentielles de l'opération font apparaître les interférences pour lesquelles les entreprises devront se conformer aux dispositions énoncées dans le PGC ou proposer au CSPS lors de la visite d'inspection commune, des mesures d'efficacité équivalente en concertation avec le CSPS.

Les libération d'emprises afin d'éviter les interférences sont à établir avec le Moe, selon le formalisme décrit dans le CCTP , vis à vis des entreprises intervenantes du chantier , mais aussi vis à vis des intervenants extérieurs (concessionnaires , ...)

La fiche de libération d'emprise précise :

- la localisation de l'emprise cédée par le titulaire
- les conditions d'accès (circulation , horaires, gabarits, moyens , ...)
- les dispositifs de sécurité laissés en place par le titulaire et pris en charge par l'entrant
- les procédures éventuelles et mesures de prévention liées aux emprises concernées

en fin d'intervention, les emprises sont rétrocédées lors d'un constat contradictoire entre les 2 entreprises (le sortant et le titulaire) afin de constater ou rétablir le niveau de prévention requis initialement

Celle-ci est chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives relatives à ces travaux . L'emprise des travaux de désamiantage est strictement interdite à toute autre intervenants jusqu'à la libération des emprises du lot désamiantage et la remise par celle ci du procès verbal de restitution , ainsi que du procès verbal de seconde restitution par le maître d'ouvrage

Prise en compte du sous-sol

Toute opération faisant l'objet de travaux intéressants le sol (excavation, terrassement pleine masse, talutage) doit faire l'objet d'une concertation avec le Maître d' œuvre pour en estimer les emprises, contraintes et dispositions constructives et si besoin, en préalable ou en cours de travaux, d'études complémentaires portant sur l'adaptation au sol des ouvrages à réaliser telle qu'une étude géotechnique

visant à s'assurer de la stabilité des ouvrages en phase de travaux.

L'entreprise préalablement à ces travaux de terrassement :

- propose une méthodologie d'exécution de ces travaux sur la base d'étude géotechnique, qu'elle fait valider avant intervention, par le Maître d'œuvre

- missionne un BET d'étude de sol chargé de suivre en cours de travaux, les prescriptions de l'étude géotechnique initiale notamment en terme de phasage et dispositions à mettre en œuvre visant à assurer la stabilité des ouvrages à réaliser, et des avoisinants existants

L'entreprise demande si besoin au Maître d'œuvre ou effectue sous sa propre initiative, la réalisation d'études complémentaire afin de compléter et étayer les dispositions qu'elle devra prendre pour ces travaux, visant à minimiser les risques tels qu'effondrement, affouillement...

L'Entreprise effectue avant tout travaux concernant le sous-sol :

- Les DICT et démarches nécessaires auprès des concessionnaires pour qu'ils matérialisent leur réseaux sur site
- Les sondages de reconnaissance d'ouvrages ou réseaux tout en respectant les dispositions énoncées dans les DICT en matière de risque (présence du GAZ à l'entrée de chantier)
- Les études géotechniques nécessaires visant à proposer une méthodologie d'intervention tout en veillant à la stabilité des ouvrages

Prise en compte du sous-sol vis à vis du risque pyrotechnique

L'entrepreneur est tenu de faire une étude préalable sur la recherche des zones de travaux susceptibles de contenir des engins de guerre non explosés et de recueillir tous renseignements utiles à ce sujet à remettre au Moe et CSPS .

L'entreprise réalisant des travaux de démolition et de terrassement partiel prend en compte le risque pyrotechnique et se reporte aux conclusions figurant notamment dans les documents d'ETUDE HISTORIQUE ET TECHNIQUE DE POLLUTION PYROTECHNIQUE pour la zone considérée .

L'entreprise propose donc un mode opératoire prenant en compte le risque pyrotechnique, qu'il y aura lieu de faire valider par un BET spécialisé en dépollution pyrotechnique de sol. L'entreprise sera assisté sur site durant les travaux présentant un risque pyrotechnique avéré par un technicien chargé de contrôler le mode opératoire et procéder

Dans le cas de la présence avérée d'objets métalliques, l'équipe de déminage, après repérage physique des points à traiter, assiste l'entreprise dans le terrassement par sondage mécanique jusqu'à l'évacuation de la pollution, c'est l'opérateur de déminage qui donne le feu vert pour la phase de terrassement générale.

Dans le cas de découverte d'engins explosifs, mise en application de la procédure décrite dans le mode opératoire joint au PPSPS de l'entreprise avec notamment la mise en place d'un périmètre de sécurité (jusqu'à 100 m selon prescription du BET chargé de contrôler le terrassement) interdit à tout intervenant autre que le service de déminage

Risque météo et inondation

L'entreprise prend en compte le risque d'inondation du chantier en cas d'intempérie majeur.

L'entreprise prend en compte cette particularité afin d'appréhender et préciser les mesures retenues vis à vis du risque d'inondation visant à protéger les personnes , et les installations de chantier. Elle souscrit un abonnement météo , et auprès des aménageurs et concessionnaires concernés afin de bénéficier des informations nécessaires à l'évaluation des risques.

Par ailleurs , l'entreprise prend en compte l'interdiction d'effectuer des rejets sur les réseaux existants ou dans l'environnement naturel , de matériaux, ou produits présentant un caractère polluant sur l'environnement. L'entreprise propose une méthodologie et de moyens visant à ne pas dépasser les seuils de nuisances admissibles, tout en respectant la charte chantier vert.

De même , l'entreprise prend toute disposition (bâches attachées, ...) de façon à protéger les ouvrages existants en cours de travaux et notamment de démolition , d'étanchéité , charpente couverture,...de façon à ne pas dégrader le bâti soumis aux intempéries (stabilité à préserver vis à vis du risque d'effondrement)

En cas de nécessité, manquement ou situation d'urgence

L'entreprise du lot le plus important procède à la remise en place et sans délai des protections collectives absentes ou non conformes, et quel que soit l'origine du défaut de protections collectives constaté, notamment lorsqu'une entreprise dépose les protections collectives pour les besoins de son intervention (livraison, pose d'équipements, circulation, manutention) et omet de les remettre.

De même en cas de carence d'une entreprise intervenant et dont l'absence de protection collective est de

nature à causer un risque pour son propre personnel ou pour d'autres corps d'état, l'entreprise Principale (ou tout intervenant réputé sachant) procède à un arrêt de poste de l'intervenant en infraction et informe immédiatement le CSPS et le Maître d'œuvre .

L'entreprise principale procède alors sans délai à la remise en place des protections collectives en toute sécurité, ou à défaut isole la zone en vue d'une intervention nécessitant des moyens conséquents ou un complément de matériel de sécurité.

L'entreprise principale informe le Maître d'œuvre et le CSPS des faits et de l'identité des contrevenants pour éviter toute récidive sur le chantier, et procède si besoin à la mise en œuvre de moyens conformément aux dispositions prévues au compte prorata et à défaut les dépenses afférentes sont versées au compte prorata.

Danger grave et imminent

Un danger grave est « un danger susceptible de produire un accident ou une maladie entraînant la mort ou paraissant devoir entraîner une incapacité permanente ou temporaire prolongée . La notion d'imminence est attribuée à des situations « où le risque est susceptible de se réaliser brusquement et dans un délai rapproché ».

Le salarié confronté à un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé, a le droit d'arrêter son travail et, si nécessaire, de quitter les lieux pour se mettre en sécurité. L'employeur ou les représentants du personnel doivent en être informés. La décision du salarié ne doit cependant pas créer pour d'autres personnes une nouvelle situation de danger grave et imminent.

Le salarié doit avertir immédiatement l'employeur ou son représentant du danger de la situation. Il n'a pas besoin de l'accord de l'employeur pour user de son droit de retrait. Le salarié peut aussi s'adresser aux représentants du personnel ou au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Par conséquent , tout manquement de protections collectives susceptible d'exposer une personne à un risque de chute de hauteur , doit être signalé à l'encadrement de chantier afin de supprimer le risque, sans pour autant s'exposer à un risque supplémentaire. La zone peut être ainsi balisée et interdite d'accès temporairement jusqu'à la remise en conformité du dispositif par une personne compétente

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise du lot le plus important (ou entreprise principale), ou désignée par le Maître d'œuvre est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise du lot le plus important (ou entreprise principale), ou désignée par le Maître d'œuvre qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

L'entreprise prend en compte les conditions d'intervention du personnel liées à l'environnement, et met en œuvre toutes dispositions visant à minimiser le risque d'exposition de son personnel contre le risque santé et notamment :

Principaux Types de risques professionnels dans le BTP

Ces principaux risques sont à prendre en considérations par l'entreprise dans son PPSPS

- Troubles musculosquelettiques
- Chutes de hauteur
- Chutes de plain-pied
- Risque amiante
- Risques chimiques

Gestion des impacts sanitaires et sociaux liés aux vagues de froid ou de forte chaleur

Certains travailleurs peuvent être plus exposés que d'autres aux risques liés aux très basses températures. Afin de limiter les accidents du travail liés à de telles conditions climatiques, des mesures simples, visant à assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs, s'imposent aux employeurs.

La prise en compte des conditions climatiques

Conformément à la directive européenne CEE 89/391 et au regard des articles L. 4121-1 et suivants et articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, les employeurs ont la responsabilité de prendre les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs de leurs établissements, en tenant compte notamment des conditions climatiques. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels ; des actions d'information et de formation et la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes (Article L. 4121-1) ».

Le décret n°2008-1382 du 19 décembre 2008, relatif à la protection des travailleurs exposés à des conditions climatiques particulières, a complété l'article R. 4121-1 du code du travail. Celui-ci prévoit désormais que tout employeur doit prendre en considération les risques liés aux « ambiances thermiques », dont participe nécessairement la situation de grand froid, dans le cadre de sa démarche d'évaluation des risques, de l'élaboration du Document Unique d'Evaluation des Risques (DUER) et de la mise en œuvre d'un plan d'actions prévoyant des mesures correctives.

Protection contre le coup de chaleur et la déshydratation

Les fortes chaleurs sont à l'origine de 2 risques principaux:

Le coup de chaleur: Le corps n'arrive plus à réguler sa température provoquant une fièvre sup à 40°C, une peau chaude, rouge et sèche, des maux de tête, des nausées, une somnolence, une soif intensive, une confusion, des convulsions et une perte de connaissance.

La déshydratation: Se traduit par des crampes musculaires aux bras, aux jambes, au ventre, un état d'épuisement et de faiblesse, des étourdissements et une tendance inhabituelle à l'insomnie .

Quelques recommandations

- Boire régulièrement l'équivalent d'un verre d'eau toutes les 15 à 20 minutes
- Prendre des repas légers et fractionnés
- Porter des vêtements légers , amples et de couleurs claires si le travail est à l'extérieur
- Protéger sa tête du soleil
- Ne pas travailler seul

Rappel des premiers secours:

- 1/ Alerter ou faire alerter les secours
- 2/ Amener la victime dans un endroit frais et bien aéré
- 3/ La déshabiller ou desserrer ses vêtements
- 4/ Arroser la victime ou placer des linges humides pour faire baisser sa température corporelle (à renouveler régulièrement)
- 5/ Si la victime est consciente, lui faire boire de l'eau fraîche
- 5 bis/ Si la victime est inconsciente, la mettre en position latérale de sécurité.

Protection contre le froid

Les obligations de l'employeur :

Aucune indication de température minimale n'est donnée dans le Code du travail, mais on considère que le travail au froid est caractérisé dès lors que les températures sont inférieures à 10 °C. La loi prévoit cependant que des dispositions doivent être mises en œuvre avec avis du médecin du travail et du CHSCT ou, à défaut, des délégués du personnel. L'article R4223-15 du Code du travail crée, par exemple, une obligation générale pour l'employeur de prendre "toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des travailleurs contre le froid et les intempéries". L'employeur doit également aménager les situations de travail à l'extérieur de manière à assurer, dans la mesure du possible, la protection des travailleurs contre les conditions atmosphériques (article R4225-1). Enfin, il doit veiller à ce que les locaux fermés affectés au travail soient chauffés pendant la saison froide. Le chauffage doit être assuré de telle façon qu'il maintienne une température convenable (article R4223-13).

Les mesures à prendre par l'employeur concernant à la fois les préventions collective et individuelle des risques d'atteinte à la santé :

- l'aménagement des postes de travail (exemple : chauffage adapté des locaux de travail lorsqu'ils existent ; accès à des boissons chaudes, moyen de séchage et/ou stockage de vêtements de rechange ; aides à la manutention manuelle permettant de réduire la charge physique de travail et la transpiration) ;
- l'organisation du travail (exemple : planification des activités en extérieur ; limitation du temps de travail au froid, dont le travail sédentaire ; organisation d'un régime de pauses adapté et un temps de récupération supplémentaire après des expositions à des températures très basses) ;
- Les vêtements et équipements de protection contre le froid (exemple : adaptation de la tenue vestimentaire, qui devra permettre une bonne protection contre le froid sans nuire aux exigences inhérentes à la tâche à effectuer – mobilité et dextérité pour l'essentiel). La tenue adoptée devra, par ailleurs, être compatible avec les équipements de protection individuelle prévus pour d'autres risques (travail en hauteur, protection respiratoire) lorsqu'ils sont utilisés conjointement avec les vêtements de protection contre le froid.
- En cas d'utilisation, dans des locaux professionnels, d'appareils générant du monoxyde de carbone (appareils à moteur thermique),

l'employeur devra veiller à ce que les préconisations faites dans le cadre de la fiche dédiée au monoxyde de carbone soient mises en œuvre (cf. fiche 10). Il devra y être d'autant plus vigilant que les travailleurs exercent une activité dans des locaux de travail fermés (exemple : bâtiment en chantier – dont les ouvertures ont pu être volontairement obturées du fait des basses températures extérieures).

Dans certaines circonstances (danger grave ou imminent pour l'intégrité physique d'un salarié), la mise en demeure préalable n'est pas obligatoire et la procédure de sanction peut être engagée immédiatement (article L. 4721-5 du code du travail).

Concernant les postes de travail en extérieur, le constat de l'absence de mesures d'organisation du travail efficaces peut aussi engendrer des mises en demeure ou sanctions du même ordre.

Risque sanitaire COVID

L'entreprise prend en compte les conditions d'intervention du personnel liées à l'environnement, et met en œuvre toutes dispositions visant à minimiser le risque d'exposition de son personnel contre le risque sanitaire COVID :

- De nouvelles évolutions au 1er février 2023 (extrait du site de l'Agence Régionale Santé , et du ministère de la Santé et de la Prévention)

« Isolement et test : L'isolement systématique des cas positifs, et la réalisation d'un test au bout de deux jours pour leurs cas contacts, ne seront plus requis à compter du 1er février 2023.

En revanche, il reste fortement recommandé aux personnes positives au Covid-19 et aux personnes cas contact de :

- respecter les gestes barrières, notamment
- porter un masque en présence d'autres personnes.
- se laver fréquemment les mains.
- se faire tester au moindre signe de la maladie si le diagnostic n'a pas été réalisé.
- favoriser le télétravail
- informer rapidement les personnes qui pourraient avoir été contaminées, en cas de diagnostic positif
- éviter le contact avec les personnes fragiles.

Adopter l'ensemble des gestes barrières reste recommandé pour tous, en particulier dans les lieux confinés et avec beaucoup de personnes. »

Il est conseillé à l'employeur de relayer les messages des autorités sanitaires : toute personne présentant des symptômes doit être invitée par son employeur à ne pas se rendre sur son lieu de travail et à consulter un médecin sans délai, se faire dépister et s'isoler dans l'attente des résultats.

Par application du principe de précaution il est conseillé au chef d'entreprise de faire procéder dans la mesure du possible, un test de dépistage COVID selon les cas, à son personnel et de transmettre le résultat au Mo des cas positifs.

Rappel sur le Risque SILICE : Mesures applicables relatives à la présence de silice

Dans le cadre des travaux de démolition, Il appartient au chef d'entreprise de choisir les méthodes, les moyens et les techniques les mieux adaptés pour satisfaire aux contraintes du site et aux demandes du donneur d'ordres.

Il doit parallèlement assurer la sécurité de ses ouvriers intervenant sur le chantier et est tenu, à cet égard, à une obligation de résultat.

Locaux ou emprise travaux présentant des fientes d'oiseaux :

L'entreprise doit prendre en compte ce type de situation notamment à l'égard des risques engendrés type :

- RISQUES INFECTIEUX
- RISQUES ALLERGIQUES

Rappel réglementaire :

- Ambiance des lieux de travail : « dans les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner, l'air doit être renouvelé de façon à maintenir un état de pureté de l'atmosphère propre à préserver la santé des travailleurs, À éviter les odeurs désagréables. » (Art. R.232-5 du Code du Travail)

- Agents biologiques : la bactérie responsable de l'ornithose-psittacose (*Chlamydia psittaci*) appartient au groupe 3 des agents biologiques pathogènes (décret n°94-352 relatif à la protection des travailleurs contre les agents biologiques).

La présence de ces différents déchets est de nature à provoquer la survenance de la "Psittacose", maladie pulmonaire grave (1% de mortalité) se manifestant par une pneumopathie avec forte fièvre.

Compte tenu de la gravité potentielle, Les mesures de prévention à prendre afin de préserver l'ensemble des intervenants de cette exposition aux risques sont :

- 1- Informer les différents participants au chantier en réalisant l'affichage d'une note d'information,
- 2- Isoler les zones polluées par les déchets et en interdire l'accès aux intervenants autres que l'entreprise de nettoyage,
- 3- Faire procéder au nettoyage par une entreprise informée des présents risques et dont le personnel sera équipé de façon ad hoc (combinaison jetable étanche, gants, masques P3 si possible à ventilation assistée).

Afin d'éviter la mise en œuvre de confinement, il y a lieu d'attirer l'attention de l'intervenant sur la nécessité d'éviter le soulèvement de poussières. L'utilisation d'un aspirateur à filtre absolu s'impose pour y parvenir. Les salariés devront pouvoir bénéficier d'une douche en fin de poste.

Locaux insalubres :

L'entreprise prend toute disposition pour procéder à la désinfection des lieux par une entreprise spécialisée préalablement à l'intervention de son personnel. Par ailleurs elle informe la médecine du travail sur les conditions d'intervention de son personnel et devra si besoin faire procéder à la vaccination de son personnel avant intervention contre le risque biologique.

Cas de déchets toxiques pour la santé (seringues ...)

Dans le cas où des déchets toxiques sont repérés sur site tel que seringues de toxicomanes, il est interdit de procéder à leur enlèvement sans une procédure établie à savoir :

- Informer la médecine du travail

- Former le personnel contre le risque de blessures graves
 - Faire procéder à l'enlèvement des déchets par une entreprise spécialisée sur l'ensemble du site impacté par le phénomène
- Conseil Médecine du travail 06
- En premier lieu, nous vous conseillons de contacter une entreprise spécialisée dans le ramassage de DASRI (déchets d'activités de soins à risques infectieux), afin de limiter le risque d'exposition de vos salariés (toujours privilégier la protection collective). (Vous pouvez par exemple contacter VEOLIA)
 - En second lieu, si vous optez malgré tout pour le ramassage des déchets par les salariés du chantier, nous vous suggérons tout d'abord de les sensibiliser aux risques et de leur fournir par exemple un kit de ramassage de DASRI, avec une pince pour ne pas entrer en contact direct avec tous liquides biologiques, des gants adaptés aux risques. Exemple <https://securama.fr/1484-kit-securite-recuperation-seringues.html>
- Les conteneurs à DASRI doivent être retirés par une filiale spéciale de ramassage des déchets pour laquelle je vous oriente de nouveau vers VEOLIA qui pourra vous exposer la marche à suivre pour ce faire.

Moyens mis en œuvre pour maintenir une ambiance conforme

L'entreprise dispose le matériel et équipement nécessaire à minimiser l'exposition au risque de son personnel sur la base de son analyse de risque et des obligations réglementaires, notamment :

- ventilation , salubrité, humidité; propreté; aspiration des poussières; température ambiante; gestion des déchets, éclairage...

Travaux spécifiques :

Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousses de polyuréthane) : l'entreprise communique préalablement au coordonnateur les fiches de données de sécurité, les règles de stockage, de ventilation des lieux de travail et de stockage, et le PV de conformité de l'installation électrique adaptée aux risques. Règles d'exécution des contrôles gamma graphiques et de mise en œuvre de lasers.

Aspiration, ventilation de locaux :

Choix de modes opératoires et de produits ne pouvant pas entraîner des nuisances telles que le bruit, vibrations, poussières, gaz toxiques ... En cas d'impossibilité, il est fait l'emploi de matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles ...).

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés et salubres.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégagement de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc. ...

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles ...).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

Risque électrique

Les travailleurs indépendants ou les employeurs qui exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment et de génie civil, lorsqu'ils effectuent des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage, ont un niveau de connaissance des risques liés à l'électricité et des mesures à prendre pour intervenir en sécurité équivalent à celui des travailleurs auxquels sont confiées ces opérations

L'habilitation ne peut être délivrée qu'après vérification de certains prérequis au premier rang desquels l'aptitude médicale du travailleur, sa qualification technique et sa formation. Il revient à l'employeur de s'assurer de l'aptitude médicale du salarié qu'il souhaite habiliter auprès du médecin du travail.

L'employeur doit tout d'abord vérifier les compétences techniques du travailleur (diplômes, titres, certificats et expérience). En fonction de son niveau de connaissances, une formation à l'habilitation doit ensuite être envisagée.

Choisir un titre d'habilitation adapté aux travaux à effectuer

Doter le personnel des équipements de protection contre le risque électrique

Recyclage et suivi de l'habilitation électrique

L'habilitation doit être examinée au moins une fois par an .

Présence de défibrillateur sur chantier

D'après l'article R4224-14 du Code du travail « les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premier secours adapté à la nature des risques et facilement accessible ». La Fédération française de cardiologie recommande de disposer un défibrillateur dans les lieux à concentration humaine (environ 300 personnes). C'est l'employeur qui, dans le cadre de l'évaluation des risques et de la consultation du médecin du travail et des représentants des salariés, détermine l'opportunité de s'équiper.

Situation non prévue et Cas d'urgence

Il n'est pas exclu de rencontrer à l'avancement des travaux une partie d'ouvrage à démolir. Ceux-ci doivent faire l'objet d'un diagnostic dès lors qu'ils font partie de la liste des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ou tout autre produit dangereux ou infectieux ou d'un doute sur leur nature (ex : ouvrages enterrés, ouvrages encastrés rendus visibles en cours de travaux, réseaux enterrés, ...).

De même toute découverte de réseaux non identifiés fait l'objet d'une investigation préalable avec le concessionnaire ou exploitant concerné

Cette situation entraîne :

- un arrêt de chantier ponctuel du poste démolition concerné
- un diagnostic des éléments à démolir à la charge du Maître d'Ouvrage
- la diffusion par le maître d'ouvrage au CSPS et Maître d'œuvre, du résultat dudit diagnostic

La poursuite des travaux sur le poste concerné est alors fonction du résultat du diagnostic, sous la directive du maître d'œuvre et du CSPS. Elle donne lieu à une suspension des travaux jusqu'à la mise en place de mesures conservatoires visant à préserver l'intégrité

des intervenants et de l'environnement, conformément aux dispositions réglementaires

Travail de nuit

Intervention interdite

Travail du dimanche et jour férié

Intervention interdite

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

L'entreprise précise son mode opératoire et notamment le recours à une grue mobile pour le déplacement du char qui nécessite la remis d'une fiche d'adéquation de grue

Documents de référence : recommandations

- R383 modalité d'utilisation des grues mobiles
- R406 renversement grues sous effet du vent
- R290 montage levage structure métallique
- R356 montage des charpentes lourdes
- R405 levage éléments préfabriqués
- etc

4.4.1. Autorisation de survol

Etude d'adéquation

Le recours même occasionnel d'un moyen de levage (Nacelle, grue, ...) nécessite une étude d'adéquation de levage préalable (rendue obligatoire par la jurisprudence) et notamment une analyse de risque vis à vis de l'environnement

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès des autorités compétentes concernées.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la

maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

De nombreux produits dangereux sont utilisés par les professionnels du BTP. Ce mémo rappelle les règles pour les utiliser en sécurité.

Les produits dangereux sont utilisés dans la plupart des métiers du BTP.

Se reporter au mémo de l'OPPBTP pour savoir les points indispensables à connaître pour prévenir le risque chimique lié aux produits dangereux :

- savoir lire l'étiquette, prendre les mesures de prévention qui s'imposent, stocker, utiliser et transporter les produits dans les meilleures conditions, gérer les déchets, avoir une bonne hygiène et maîtriser les gestes de premiers secours

l'utilisation Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier est interdit.

En cas de nécessité absolue, l'entreprise effectue une demande dérogation auprès du Maître d'œuvre et du CSPS. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants. L'entreprise réalise une zone de stockage pour ces produits ayant un classement au feu (MO)

La signalisation et le stockage des produits dangereux est conforme à la fiche de donnée sécurité du produit concerné (ventilation, manutention, stockage) . En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Règles en matière de risque incendie :

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Pour les travaux par point chaud :

- l'entreprise installe un extincteurs adapté aux postes de travail par point chaud.
- dote son personnel des EPI adaptés
- Arrête ses travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier et procède à une visite d'inspection 2 h après l'arrêt de ses travaux à feu nu .

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent être formés au maniement des extincteurs.

Extincteurs :

L'entreprise principale dispose pour la durée du chantier et jusqu'à la mise en service des bâtiments, un dispositif d'extincteur de chantier à raison de 1 par cage d'escalier et par niveau. Elle assure la maintenance

du dispositif (notamment en cas de vol ou dégradation) et sa conformité (visite périodique annuelle) afin de maintenir le dispositif opérationnel à chaque instant.

L'entreprise principale assure dans chaque bâtiment

- la gestion du dispositif de détection incendie maintenu en service
- l'affichage du plan d'évacuation tenu à jour à chaque étage pendant toute la durée du chantier, avec l'implantation des extincteurs et des points de rassemblement.
- la conformité des voies de circulation vers l'extérieur (affichage, éclairage, ...) afin de faciliter l'évacuation du bâtiment

L'entreprise dispose également des extincteurs appropriés dans les différents locaux accessibles au personnel (réfectoires, vestiaires, etc..).

La date de vérification doit être portée s obligatoirement sur le corps de l'extincteur. Une vérification et un entretien doivent être effectués tous les 6 mois par un représentant compétent de l'entreprise et tous les 12 mois par un vérificateur agréé ou par l'installateur. Ces visites doivent être inscrites sur le registre de sécurité du chantier.

Personnel : 10 % des salariés de chaque entreprise travaillant sur le site doivent connaître le maniement des extincteurs.

Alerte incendie :

Un plan d'évacuation est tenu à jour par l'entreprise titulaire du lot gros œuvre pendant toute la durée du chantier, avec l'implantation des extincteurs et des points de rassemblement.

Selon la nature de l'opération , il pourra être procédé à un exercice d'évacuation.

Par ailleurs , selon son environnement, l'opération est soumise aux règles de sécurité des ouvrages avoisinant.

- Maintien des issues de secours
- procédure d'évacuation
- périmètre de sécurité et prise en compte des nuisances exportées (vibration, poussière, feu, explosion, ...)

Point de ralliement

Celui-ci doit être facile d'accès

Avant toute intervention , Celui-ci est

- porté sur le plan d'installation de chantier et mentionné dans le PPSPS de chaque entreprise.
- reconnu par le personnel dans le cadre de la présentation du PPSPS qui doit lui être faite à son arrivée sur site

Relation avec le SDIS

Les feux sont interdits sur le chantier.

L'entreprise prend en compte pour les travaux extérieurs, les contraintes réglementaires et administratives et notamment les dates de période d'interdiction de travaux à feu au compte tenu du risque incendie (ex : Période « rouge » en été selon dates à préciser par arrêté préfectoral ou municipal à prendre en compte, et recommandation du SDIS) Ces dates sont soumises à variations selon l'évolution des conditions climatiques locales ce qui nécessite une concertation rapprochée et périodique (hebdomadaires) avec le SDIS sur l'évolution de ce risque.

L'entreprise prévoit toute concertation avec le SDIS, qu'elle juge utile vis à vis des risques d'incendie et de secours liés à son intervention

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisée.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être

rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

La mise en commun du dispositif de déplacement vertical est à envisager pour tous les lots intervenants en élévation quelle que soit la durée

Mise en œuvre d'un échafaudage :

Le recours aux échafaudages respectera

- les dispositions du DECRET 2004 –924
- les prescriptions de la Recommandation R 408 relative à Prévention des risques liés au montage, à l'utilisation et au démontage des échafaudages de pied.

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Le PV de conformité suite à la réception est affiché sur l'équipement précisant la date de la réception et le nom du vérificateur . Il y a lieu d'établir un PV de vérification après chaque déplacement de l'échafaudage

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

L'échafaudage comprend la mise en œuvre

- d'un filet de protection sur toute sa hauteur
- d'un platelage de protection au premier niveau assurant la protection du pied de façade et des circulations à l'aplomb de l'échafaudage de toute chute de gravats
- d'un dispositif de levage type treuil électrique (avec dispositif d'alimentation électrique et remise du PV de conformité du dispositif)
- d'une recette à matériaux à chaque niveaux permettant d'assurer une livraison en toute sécurité pour l'ensemble des entreprises
- d'un éclairage complémentaire chantier lorsque sa configuration dégrade les niveaux d'éclairage des circulations chantier ou publique
- d'une mise à la terre.

Treuil : Prendre en compte la mise en place éventuelle de treuil sur l'échafaudage. à rendre compatible avec l'échafaudage et les modalités d'utilisation.

Le treuil électrique doit faire l'objet d'une vérification préalable à sa mise en service par un organisme agréé

Transmettre le PV de réception du monteuse avant mise en service

Etablir une convention de mise à disposition pour l'ensemble des utilisateurs

Règles d'utilisation d'un échafaudage :

L'attention de tout utilisateur porte notamment sur la vérification préalable avant utilisation (au quotidien) de la conformité des points dans le cadre d'un Examen d'adéquation de l'échafaudage:

Utilisation partagée de l'échafaudage :

Dans sa recommandation R 408 du 10/06/04 la CNAMTS conseille aux différents utilisateurs de l'échafaudage d'indiquer au monteuse leurs contraintes d'utilisation.

Par ailleurs toute mise à disposition d'un échafaudage aux entreprises doit faire l'objet d'une convention de mise à disposition entre l'entreprise qui en assure la gestion et toute entreprise utilisatrices , en concertation avec le Maître d' Œuvre et le CSPS .

L'entreprise principale établit le planning prévisionnel de l'opération et le tient à jour de façon

- à minimiser toute interférence entre les interventions
- à disposer si besoin à une mise en commun des moyens afin de faciliter les interventions en sécurité.

La mise en commun du dispositif de déplacement vertical (échafaudage) est a envisager pour tous les lots intervenants sur les parements verticaux faisant l'objet de travaux;,,

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Le titre d'autorisation et la formation

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Obligation de CACES et autorisation de conduite de l'employeur :

Le code du travail prévoit en outre que la conduite de certains équipements présentant des risques particuliers est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise. Celle-ci est obligatoire pour la conduite des grues à tour, des grues mobiles, des grues auxiliaires de chargement de véhicules, des chariots automoteurs de manutention à conducteur porté, des plates-formes élévatrice mobiles de personnes, des engins de chantier télécommandés ou à conducteur porté. Un arrêté du 2 décembre 1998 précise les modalités de délivrance de cette autorisation. Elle doit être établie et délivrée par le chef d'établissement sur la base d'une évaluation qui comprend:

- un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail;
- un contrôle des connaissances et savoir-faire de l'opérateur pour la conduite en sécurité de l'équipement de travail;
- une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

La délivrance du CACES est la reconnaissance de l'aptitude d'un opérateur, tant au plan médical que technique, à conduire un engin en toute sécurité. Ce certificat ne doit pas se confondre avec un contenu de formation: la délivrance du CACES constate un état des connaissances et savoir-faire pour la conduite en sécurité.

La détention du CACES sera recommandée à l'ensemble des conducteurs d'engins sur le chantier.

Documents de référence :

Recommandation R372 sur L'utilisation des Engins de chantier Vérification Générale Périodique de l'appareil doit être à jour .Les réserves en matière de sécurité suite à un contrôle doivent être levée avant remise en service de l'engin. Chaque appareil utilisé sur site doit faire l'objet d'un examen d'adéquation écrit prenant en compte le personnel le matériel et l'environnement.

Rappel : Autorisation de conduite = Formation (CACES ou autres) + Aptitude Médicale + Visite du Site.

Le CACES détenu doit être reconnu en FRANCE et notamment pour les entreprises étrangère il y a lieu pour le personnel conduisant des engins de chantier de détenir :

1/ Pour la conduite de PEMP (Nacelle)

- un CACES reconnu en France et de fait de détenir la carte PAL (reconnue en France)

2 / Pour la conduite d'engin autre

Les salariés doivent avoir suivi la formation française pour pouvoir conduire ce type d'équipement et donc le CACES France .

Nota : L'accès au site internet PAL permet effectivement de vérifier la conformité de la carte pour le détenteur

La détention du CACES français sera recommandée à l'ensemble des conducteurs d'engins sur le chantier.

Si l'employeur décide de délivrer une autorisation de conduite à son salarié, sur la foi d'une attestation délivrée par un organisme étranger, il doit au préalable lui faire suivre une formation à la conduite d'engin en sécurité, afin de répondre à ses obligations réglementaires en matière de formation (art. R.4323-55 du Code du travail) et d'évaluation des connaissances et du savoir-faire (art. R. 4323-56 du Code du travail et arrêté du 2 décembre 1998) et donc de sécurité.

Ensuite, il pourra délivrer une autorisation de conduite à son salarié.

Cela peut se traduire par une formation à l'autorisation de conduite ou par une formation CACES (Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité) selon les besoins de l'entreprise.

Il faut savoir que les tests théoriques et pratiques CACES ne peuvent être réalisés qu'en langue française. La présence d'un interprète est formellement interdite.

Il est donc indispensable d'avoir une compréhension orale et écrite du français pour pouvoir passer le CACES . Si le stagiaire ne parle pas le français, seule une formation Autorisation de conduite peut être envisagée (avec présence d'un interprète)

Les règles de sécurité à appliquer en utilisant une nacelle

lors de l'utilisation d'une nacelle, il est primordial de respecter certaines règles de sécurité. En effet, même si elles disposent d'une rambarde qui protège en partie des risques de chutes, travailler à plusieurs mètres du sol reste particulièrement dangereux pour les travailleurs. Avec ce type de machines, le danger peut venir, aussi bien des airs, que du sol. Bien souvent, une négligence, un manque de vigilance ou un manque de formation peuvent être à l'origine d'accidents, souvent mortels. Même si les chiffres montrent une baisse du nombre de décès dus aux PEMP, 66 personnes dans le monde ont trouvé la mort, en utilisant une nacelle élévatrice, en 2017. Les principales causes de décès sont les chutes de hauteur (38%), les électrocutions (23%) et les renversements (12%). Afin de faire avancer la prévention et de réduire davantage les risques d'accidents, voici 13 règles de sécurité à ajouter à votre to do list, avant d'utiliser une nacelle.

1. Vérifier que l'opérateur est titulaire du CACES
2. Contrôler les papiers de la machine
3. Faire toutes les vérifications d'usage avant la mise en service de la machine
4. Inspecter les alentours de la zone de travail
5. Ne pas dépasser la limite de poids
6. Ne pas sortir du panier durant l'utilisation
7. Respecter le nombre d'opérateurs préconisé par le fabricant
8. Porter un harnais de sécurité et un casque
9. Matérialiser L'environnement de travail
10. Prudence avec les nacelles
11. Ne pas utiliser de nacelle pour faire de la manutention
12. Ne pas utiliser la nacelle en cas de vents violents
13. Ne négliger aucune des consignes de sécurité !

L'utilisation d'une nacelle grande hauteur, comme pour toutes autres machines, comporte des risques. Mais en suivant ces quelques consignes et en restant vigilant durant votre chantier, vous pourrez travailler en toute tranquillité.

Points de vigilance concernant l'utilisation d'une pelle hydraulique pour effectuer un levage

1. Terrain en pente : le travail sur un terrain horizontal est fortement recommandé, et dans tous les cas, les limites de dévers indiquées par le constructeur de la pelle doivent être respectées.
2. Stockage des canalisations: l'emplacement du stockage des canalisations oblige la pelle à évoluer à proximité des lignes électriques aériennes.

3. Proximité d'une ligne électrique aérienne : L'exploitant du réseau électrique doit être averti par la procédure DT/DICT en précisant la distance à laquelle l'engin s'approchera de la ligne, en réponse l'exploitant précisera les mesures qu'il mettra en œuvre.
4. Élingue sur dent du godet : la pelle doit être équipée d'un dispositif d'accrochage (crochet avec un linguet, œillet).
5. Élingue trop courte : vérifier l'angle d'élingage, qui ne doit pas dépasser 60°.
6. Opérateur sous la charge : durant le levage, l'opérateur ne doit jamais se trouver sous la charge.
7. vérifications. : une pelle hydraulique utilisée en levage est soumise à vérifications générales périodiques (VGP) tous les six mois et, à ce titre, une attache rapide qui équipe la machine y sera donc contrôlée, comme partie intégrante de la pelle.
8. Les examens d'adéquation sont utiles et obligatoires pour toutes les opérations de levage, qu'elles soient réalisées avec une grue ou une pelle. Ils visent à s'assurer que l'engin de levage et les accessoires utilisés seront compatibles avec l'opération de levage envisagée.
9. L'élingage doit être réalisé par un salarié formé. il faut connaître quelques règles essentielles: choisir les bons accessoires de levage et procéder à une inspection visuelle de ceux-ci (élingues, palonniers, pinces...), puis vérifier l'angle d'élingage; privilégier absolument les élingues chaînes en respectant le sens des crochets à linguets; vérifier leur bon état. Le rôle de l'élingueur est aussi d'autoriser le levage, en se maintenant à distance pour ne pas être heurté lors du balancement de la charge.

Utilisation d'une grue mobile

L'entreprise transmet une étude d'adéquation de grue préalablement à sa mise en place (Cf site de l'OPPBTP) précisant l'adaptation de l'engin à l'intervention et la prise en compte de la nature des travaux et de l'environnement

L'Utilisation des machines à coupe (carottage, sciage , ...)

L'opérateur dispose :

- Des EPI tels que Lunette de protection, gant de manutention, masque antipoussière, chaussure de sécurité, tenue spécifique.
- D'un boîtier de commande permettant d'écarter l'opérateur de la scie en mouvement

Le danger des machines à coupes

- Coupures
- TMS
- Poussières vibrations
- Brûlures
- Bruit / Vibration
- Intoxication / asphyxie (Moteur thermique et dispositif de ventilation)
- projection

Phasage travaux :

L'ordre chronologique de réalisation des coupes est préalablement défini afin que les morceaux tronçonnés puissent être évacués en toute sécurité et de façon maîtrisée.

- Calage de la charge
- Manutention : déplacement, giration, survol, moyens spécifiques (treuil, palan, ...)

Nota : Toute découpe de matériaux amiantés s'inscrit dans le cadre d'un plan de retrait (SS3) ou d'une note méthodologique spécifiques selon le cas (SS4)

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

Dans la mesure des impératifs du chantier, les entreprises possédant des moyens de levage mécanisés sont tenues de les mettre à la disposition de toutes les entreprises qui leur en font la demande. Un protocole est établi avec les entreprises concernées. Cette demande se fait obligatoirement une semaine avant l'intervention, afin de permettre une planification, à soumettre au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Oeuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS.

La mise en commun de moyens entre intervenants du chantier (levage, échafaudage ou autres) est soumise à l'élaboration entre les parties d'une convention écrite. Cette convention doit être consignée dans le registre sécurité de l'entreprise ayant à sa charge la mise à disposition de cet équipement, appareil, engins etc...

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

L'entreprise principale

- assure la gestion des déchets en tout point du chantier avec l'utilisation de moyens de transport à privilégier jusqu'au point d'enlèvement.
- procède au changement de bennes par anticipation

Chaque entreprise

- assure le nettoyage de son poste de travail , avec évacuation des déchets dans les bennes du chantier mise à disposition au titre du compte prorata , ou à défaut, dans les bennes qu'elle met à disposition pour ne pas générer de risques liés au défaut de nettoyage (chute, incendie,)

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise principale assure l'évacuation des déchets pour l'ensemble des intervenants dans le cadre de son marché. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

Toute entreprise doit préciser dans son PPSPS les modalités de gestion de ses déchets , notamment dans le cas de déchets spécifiques soumis à procédures d'enlèvement et autorisation (amiante, plomb, pollution de sol, ...)

Chaque entreprise respecte les dispositions relatives à la charte "Chantier vert" et notamment effectue un tri sélectif

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement

• D.I.C.T - **L'AIPR est l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux.**

C'est la preuve que vous vous êtes assurés des compétences et des connaissances de vos salariés intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité des réseaux.

L'AIPR est obligatoire depuis le 1er janvier 2018.

L'autorisation d'intervention à proximité de réseaux prévue à l'article R. 554-31 du code de l'environnement est obligatoire pour au moins une personne assurant pour le compte du responsable de projet la conduite ou la surveillance de travaux entrant dans le champ du présent arrêté, et lorsque pour les travaux prévus sont appelés à intervenir plusieurs entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, ou plusieurs travailleurs indépendants.

Elle est également obligatoire pour toute personne intervenant pour le compte de l'exécutant des travaux comme encadrant de ces travaux, ou comme conducteur d'engin appartenant à la liste fixée en annexe 4, ou comme suiveur de conduite d'engin, ou comme intervenant sous la direction de l'exécutant de travaux urgents au sens de l'article R.554-32 du code de l'environnement.

Détail des textes applicables :

- article R. 554-31 du code de l'environnement
- articles 20 à 22 et article 25 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié
- arrêté encadrant l'examen par QCM

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement - VRD, espaces verts, gros œuvre ...) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La reconnaissance des lieux effectuée par chaque entreprise préalablement avant toute intervention, permet

- d'appréhender la nature des réseaux pouvant impacter les zones d'intervention et environnantes,
- de prendre les dispositions visant à desservir le chantier
- d'adapter la méthodologie d'exécution des travaux;

L'entreprise prend en compte les modalités à respecter en matière de sécurité, spécifiques au lieu d'intervention telles que :

- les dispositions figurant dans le plan de prévention d'un site en activité
- les consignes de sécurité de l'établissement, et des organismes interférents (concessionnaires, ...).

La procédure de reconnaissance des réseaux est complétée sur le domaine privée (hors

emprise concessionnaires) par la recherche et la détection des réseaux privés sur la base des plans de recollement de l'exploitant du site complétée par la reconnaissance par Géoradar. L'entreprise adopte les mêmes mesures de sécurité vis à vis de ces réseaux conformément à la réglementation anti-dédommagement des réseaux.

- Demandes d'arrêtés - Requis pour toute intervention sur le domaine public quel qu'en soit la nature
L'entreprise effectue les démarches préalables auprès des autorités compétentes avant toute intervention

Arrêté de circulation

L'entreprise principale effectue une demande d'arrêt de voirie auprès de la mairie pour:

- l'autorisation de stationnement temporaire
- l'occupation du domaine public (montage échafaudage, ...)

Autorisation concessionnaire

L'entreprise effectue la démarche préalable pour la consignation des réseaux interférant avec les travaux (façades, ...)

- Autorisations concessionnaires - **Démarches préalables :**
L'entreprise effectue toute démarche préalable auprès des autorités compétentes pour l'occupation du domaine public ou privés, en concertation avec le Maître d'œuvre et le CSPS

Article R2122-1: Création Décret n°2011-1612 du 22 novembre 2011 - art.

L'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être consentie, à titre précaire et révocable, par la voie d'une décision unilatérale ou d'une convention.

Article R2122-2 : Création Décret n°2011-1612 du 22 novembre 2011 - art.

La demande d'autorisation est adressée à la personne publique propriétaire. Pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public de l'État, elle est adressée au préfet ou, si elle concerne le domaine public militaire, à l'autorité militaire.

Toutefois, lorsque la personne publique propriétaire a confié la gestion de ce domaine à un établissement public ou à un autre organisme gestionnaire, la demande est adressée à cet établissement ou organisme, s'il tient expressément du texte qui lui confie ou concède la gestion du domaine le pouvoir d'y délivrer des titres d'occupation.

Voir Article R2122- 3 à 8

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement - VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

L'entreprise principale

- élabore les modes opératoires de façon à ne pas exporter de nuisance (poussière, bruit, vibration, ...) sur l'environnement et le public

Exportation des nuisances

L'entreprise prend en compte l'activité du site en activité à proximité du chantier, et organise ses travaux de façon à ne pas générer de nuisances comme :

- le bruit
- les vibrations
- la poussière
- tout type de nuisances énoncées par l'établissement

L'entreprise précise dans son PPSPS les mesures mises en œuvre pour éviter l'exportation des nuisances qu'elle génère de par ses travaux

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Obligations réglementaires

Le maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage ont à charge d'informer le CSPS de l'existence de chantiers en cours ou à venir pouvant interférer avec la présente opération afin d'analyser les interférences occasionnées et définir les mesures à prendre pour minimiser les phases de coactivité entre les opérations

Article L4531-3 : Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions.

Article L4732-2 : Pour les opérations de bâtiment ou de génie civil, lorsqu'un risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique d'un intervenant sur le chantier résulte, lors de la réalisation des travaux, ou peut résulter, lors de travaux ultérieurs, de l'inobservation des dispositions incombant au maître d'ouvrage prévues au titre Ier du livre II et de celles du titre III du livre V ainsi que des textes pris pour leur application, l'inspecteur du travail saisit le juge des référés pour voir ordonner toutes mesures propres à faire cesser ou à prévenir ce risque.

Dans l'hypothèse d'un chantier voisin en cours:

Les entreprises tiennent compte de la présence d'un autre chantier à proximité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité pour mettre en place le mode de communication et de concertation sous couvert du Maître d'œuvre afin d'éviter les interférences et risque de coactivité .

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque.

Les maîtres d'ouvrages ont obligation de se concerter en cas d'opérations concomitantes afin d'adopter des mesures communes en matière de gestion de la coactivité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers à proximité pour mettre en place le mode de communication et de concertation sous couvert du Maître d'œuvre afin d'éviter les interférences et risque de coactivité .

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque relative à son opération

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Contraintes induites par la présence du public

Il est à noter que les travaux interfèrent avec l'activité du site et notamment la présence du public.

Les entreprises organisent leurs interventions afin d'éviter tous risques corporels ou matériels dus à l'utilisation par les locataires des parties communes, des appartements, des espaces extérieurs et notamment des circulations piétonnes aux abords des bâtiments.

Ces dispositions visent également le personnel d'entretien, de gardiennage, de surveillance ainsi que le personnel technique du Maître d'ouvrage et les visiteurs.

Il est à noter que L'entreprise doit privilégier la sécurité du public en éliminant le risque en amont par une

organisation judicieuse et une mise en œuvre de moyens adaptés dans le cadre de ses travaux, et notamment interrompre son intervention en privilégiant la sécurité du public et en donnant libre accès aux services de secours.

Organisation des équipes de chantier

Le Maître d'Ouvrage sur avis du Maître d'œuvre pourra, à la suite de plaintes collectives ou individuelles de locataires justifiées par un manquement d'un ou de plusieurs membres du personnel d'une des entreprises engagées, demander à cette entreprise l'exclusion immédiate du ou des responsables.

Relation avec les riverains et usagers

Le rôle de la relation « chantier / riverains et usagers » sera définie préalablement au début de l'opération sur la base des principes suivants :

L'entreprise met en place sous couvert du Maître d'œuvre et Maître d'Ouvrage une charte décrivant les opérations spécifiques à mettre en place :

- Réunions de présentation de l'opération et de son impact environnemental aux usagers, riverains, collectivités, concessionnaires.
- Annonce du démarrage des travaux par courrier individuel
- État des lieux des emprises chantier avant travaux (constat d'huissier, reportage photos,)
- Visite régulière (Hebdomadaire) du suivi des avoisinants visant à maintenir la conformité des équipements de chantier (clôtures, passages piétons, signalisation,), remédier aux dégradations et anticiper les modifications induites par le projet
- Mise en place d'un bureau d'accueil à installer aux abords du projet, permettant de présenter le projet au cours de permanence (2 ½ journées par semaine) et de recueillir les doléances sur un registre (et boîte aux lettres) pour les riverains et usagers au
- Port du casque et badge par tous les intervenants, et mise à disposition pour les visiteurs
- Mise en œuvre de panneaux d'information, d'un dispositif de signalétique de sécurité aux entrées du chantier et sur sa périphérie
- Fourniture de matériel de protection adapté aux risques exportés
- Assistance si besoin aux riverains impactés par les travaux

Cette relation « chantier / riverains et usagers » est considéré comme un facteur d'intégration de l'opération dans un secteur contraignant, permettant d'assurer une information, et une communication visant à minimiser l'impact des nuisances.

Relation avec l'exploitant

Cette relation est considérée comme un terme qui regroupera tout ce qui à trait avec tout exploitation d'infrastructure (réseaux, bâtiments, services,) impacté par l'opération, que ce soit de l'information, de l'organisation ou de la gestion de mise en commun de moyen.

Le maître d'œuvre se charge de gérer l'interface avec l'Exploitant de telle sorte que les entreprises ne doivent en aucun cas prendre une initiative impactant l'exploitation s'en en référer préalablement au Maître d'œuvre, et notamment tout ce qui concerne les interventions hors emprises chantier

L'exploitant est associé aux réunions de chantier sous couvert du maître d'œuvre afin de faire part des modalités de coopération, et des nuisances ou manquement relatifs aux règles de fonctionnement de l'établissement.

L'exploitant ,en concertation avec le maître d'œuvre, assure l'accompagnement des entreprises devant intervenir sur les zones en activité sur l'établissement pour les besoins du chantier (raccordement réseaux ,) . Il se substitue au maître d'œuvre dans le cadre du plan de prévention dans l'application des mesures de sécurité.

Article R.237-2 : Le chef de l'entreprise utilisatrice assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des chefs des entreprises intervenant dans son établissement. Chaque chef d'entreprise est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

Cette coordination générale a pour objet de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises présentes sur un même lieu de travail.

Au titre de cette coordination, le chef de l'entreprise utilisatrice est notamment tenu d'alerter le chef de l'entreprise extérieure concernée lorsqu'il est informé d'un danger grave concernant un des salariés de cette entreprise, même s'il estime que la cause du danger est exclusivement le fait de cette entreprise, afin que les mesures de prévention nécessaires puissent être prises par le ou les employeurs concernés.

Relation avec les pompiers, les services de secours ,

L'entreprise réalise dans le cadre de la préparation de chantier, les démarches nécessaires auprès des services du SDIS et de secours afin de prendre en compte les modalités d'intervention des secours , ainsi que les contraintes d'accessibilité aux ouvrages avoisinants pour les pompiers et les secours, et les moyens à mettre en œuvre pour maintenir des voies de circulation prioritaires en conséquence.

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

L'entreprise proposera une notice de l'ensemble des dispositions retenues en matière de sécurité incendie, qui devra être validée préalablement aux travaux , par le SDIS, l'Exploitant et le MOE .

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

- les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage
- les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en œuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

L'entreprise se réfère au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

Permis feu : Sur chantier clos et indépendant

toute entreprise réalisant des travaux à feu nu met en place les dispositions équivalentes à celles du permis feu avec notamment

- la mise en place de dispositif de protection vis à vis de la propagation du feu
- la présence d'un extincteur au poste de travail
- la formation du personnel au maniement de l'extincteur
- le contrôle en fin de poste et à minima 2 h avant le départ du chantier par la personne chargée des travaux

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation (hors périmètre clos et indépendant soumis à coordination SPS) celles-ci sont régies sous plan de prévention à établir préalablement avant toute intervention avec le chef d'établissement

il est fait application des dispositions du décret du 20/02/92 sur les zones sous exploitation (hors chantier clos et indépendant)

Plan de Prévention:

L'entreprise se concerte avant intervention , avec l'exploitant (cf § 6.4 : travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure)

L'entreprise (dite Entreprise Extérieure) prend en compte le Plan de Prévention (ou équivalent) de l'établissement (Dit Entreprise Utilisatrice) concernant les contraintes d'intervention sur le site et plus

particulièrement pour les zones où l'opération ne peut être considérée comme un "chantier clos et indépendant".

PM : la mise en place d'un plan de prévention peut être notifiée en cas d'intervention sur un chantier clos et indépendant une fois transféré à l'exploitant, pour les travaux de levées de réserves ou travaux supplémentaires, ...en site devenu exploité.

Restitution des emprises par le lot désamiantage

L'entreprise effectue une restitution des emprises (zones confinées) selon les modalités réglementaires intégrant le constat visuel du Maître d'ouvrage en espace confiné avant la dépose du confinement.

6.7. Locaux témoins

Modalités d'organisation des visites

- le Maître d'ouvrage informe le CSPS et l'encadrement de chantier de l'organisation de toute visite en précisant la date et l'horaire souhaité
- un responsable de la visite est désigné afin d'assurer l'encadrement du groupe de visiteur qui ne doit pas dépasser 5 personnes (1 encadrant pour 5)
- Le responsable de la visite doit être sensibilisé aux règles de sécurité sur un chantier de BTP
- le Maître d'ouvrage fait établir une note de procédure en concertation avec le CSPS qu'il diffuse aux visiteurs sur les conditions d'accès au chantier, et la conduite à tenir durant la visite par les visiteurs, sur la base des points suivants :
 - > Règle interdisant la présence d'enfants sur le chantier.
 - > Autorisez seulement les visites sur rendez-vous.
 - > Demandez aux visiteurs de porter tout équipement de sécurité nécessaire selon les activités effectuées sur le chantier, comme un casque et un gilet de protection, chaussures fermées, habits prêt du corps pour éviter tout accroc et entraînement fortuit.

Mesures préalables

Préalablement à la visite, le Maître d'ouvrage ou la personne encadrant la visite s'assure auprès du responsable de l'entreprise principale, du respect des règles suivantes :

- concertation avec le responsable de l'entreprise principale sur le cheminement à emprunter, qui doit faire l'objet d'une reconnaissance préalable par le responsable de l'entreprise principale et du responsable de la visite, et d'une remise en conformité s'il y a lieu (nettoyage, circulation horizontale et verticale sécurisée, éclairage conforme, pas de déplacement sous une charge ou à proximité immédiate d'une zone en production, ou poste de travail)
- Éliminer tout danger évident, si possible, ou installer des dispositifs de protection supplémentaires dans les zones où les visiteurs pourraient se blesser.
- Éliminer tout risque de chute de plain-pied ou de hauteur. Les trous dans le plancher ou le terrain doivent être protégés, couverts ou entourés d'une clôture ou d'un balisage visibles
- Les ouvertures vers les balcons, les étages supérieurs et la toiture doivent être indiquées clairement, clôturées ou condamnées.

Communication préalable

une concertation préalable doit permettre de définir les besoins de visites sur le chantier selon l'avancement de l'opération et prendre en compte les contraintes pouvant impacter l'organisation des visites. Il y a lieu d'éliminer les risques en amont par une organisation judicieuse des visites (date, horaire, phase travaux ...)

L'organisateur de la visite informe les visiteurs en amont de la visite, de toutes les règles à respecter afin de ne pas y déroger, faute de quoi le visiteur se verra refuser l'accès au chantier.

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées par l'entreprise principale.

PM > Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

Trousse de secours

L'entreprise principale dispose sur site d'une trousse de premier secours à proximité du poste de travail

Pharmacie

L'article R. 4224-14 du Code du Travail prévoit :

«Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible.»

L'emplacement de la pharmacie ou des trousses de secours doit être connu des salariés.

L'article R. 4224-23 : « Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation »

Le matériel doit être en bon état de fonctionnement et les produits ne doivent pas être périmés.

C'est le médecin du travail qui fixe le contenu de la trousse de secours et/ou de la pharmacie d'entreprise et les modalités d'utilisation des produits.

La trousse de secours ne doit pas contenir de médicaments.

On retient généralement :

-Antiseptique cutané (en dosettes à usage unique), compresses stériles, pansements prédécoupés, sparadrap hypoallergénique, bandes extensibles, ciseaux à bouts ronds, pince à échardes, gants à usage unique (utilisez des gants à usage unique pour tout soin comportant un contact avec le sang ou un produit biologique).

L'ensemble des entreprises fournit la pharmacie de chantier qui sera vérifiée et complétée régulièrement au frais du compte prorata. La pharmacie reste à disposition dans la salle de réunion. La liste du contenu de la pharmacie de chantier doit être conforme à la fiche de l'OPPBTP N° H4 M02-99 et jointe au PPSPS de l'entreprise.

Compte tenu du caractère isolé des interventions, Entreprise maintien également une pharmacie au poste de travail dont le contenu est établi en concertation avec le médecin du travail (pique insectes,)

Utilisation de la trousse de secours

Article R. 4224-16 :

«En l'absence d'infirmière ou d'infirmier, lorsque leur nombre ne permet pas d'assurer une présence permanente de ce personnel, l'employeur doit prendre, après avis du médecin du travail, les dispositions nécessaires pour assurer les premiers secours aux accidentés et aux malades. Ces dispositions sont consignées dans un document tenu à disposition de l'Inspecteur du Travail».

L'ensemble des entreprises fournit la pharmacie de chantier qui sera vérifiée et complétée régulièrement au frais du compte prorata. La pharmacie reste à disposition dans la salle de réunion. La liste du contenu de la pharmacie de chantier doit être conforme à la fiche de l'OPPBTP N° H4 M02-99 et jointe au PPSPS de l'entreprise.

Présence de défibrillateur sur chantier

D'après l'article R4224-14 du Code du travail « les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premier secours adapté à la nature des risques et facilement accessible ». La Fédération française de cardiologie recommande de disposer un défibrillateur dans les lieux à concentration humaine (environ 300 personnes). C'est l'employeur qui, dans le cadre de l'évaluation des risques et de la consultation du médecin du travail et des représentants des salariés, détermine l'opportunité de s'équiper.

Intervention en milieu confiné

Toute intervention en espace confiné fait l'objet d'une analyse de risque et préparation préalable par l'entreprise notamment sur les points suivants:

-Précautions pour les interventions en espace confiné :

. mesurage de gaz toxiques

. utilisation de matériel particulier anti- déflagrant – T.B.T.S.

- utilisation de protection respiratoire particulière : éclairage T.B.T.S., ventilation
- Installation d'un éclairage d'ambiance
- Pas de co activité dans cette zone de travail spécifique
- Ventilation permanente forcée de la zone de travail
- Poste de travail constitué de 3 personnes en permanence (2 en bas et 1 en surface), reliées par radio, les 2 personnes en bas équipées d'un harnais avec une longue tenue par le personnel en surface, et disposant d'une trousse de 1er secours.
- Présence obligatoire de 2 secouristes SST dans l'équipe de travail (1 en bas et 1 en surface)
- Dans le cas de zone confinée, Les installations devront pouvoir être consignés depuis l'extérieur des zones de confinement

Travail isolé : de nuit , du dimanche et jour férié

Tout travail isolé est interdit durant cette période . Le recours au travail de nuit est interdit

.

Travail du dimanche et jour férié

L'entreprise qui envisage d'intervenir le dimanche ou un jour férié doit effectuer une information préalable auprès de l'inspection du travail

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous.**

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé).** L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

L'entreprise principale informe les services de secours (SDIS) les plus proches, de l'ouverture de chantier, et convient d'une réunion de concertation préalable aux travaux visant à présenter le chantier et organiser toute intervention par les services de secours .

- moyen d'intervention
- délai d'intervention
- moyen de communication
- point de ralliement
- présence et action des secouristes chantier (l'entreprise dispose à minima de 2 secouristes dans l'équipe travaux)

Fiche "Appel en cas d'accident"

L'entreprise prend en copie la fiche d' APPEL D'URGENCE et en informe son personnel

Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) :

Article R 241.39 du décret n° 88-1198 du 28/12/1988. Un membre du personnel du chantier de l'entreprise titulaire du lot gros œuvre doit obligatoirement avoir reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence pour 20 personnes présentes sur le chantier pendant plus de quinze jours. Le ou Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins d'un an et colleront à l'arrière de leur casque, un autocollant d'identification.

Chaque entreprise indique dans son PPSPS les noms, prénoms et date de la formation ou du recyclage de leurs secouristes, les consignes de premiers secours concernant une victime semblant présenter des lésions graves

VOIR PROCEDURES ET NUMEROS D'URGENCE à afficher lisiblement sur le chantier (EN FIN DE PGC).
Chaque personnel travaillant sur le chantier doit connaître cette procédure.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Le PRS est indiqué par l'entreprise principale sur le PIC en concertation avec le SDIS et l'exploitant

Le PRS doit être identifié sur le site à l'aide d'un panneau VERT et blanc , sur une zone sécurisée
l'entreprise propose un protocole de livraison, mentionnant les conditions d'accès au chantier , les modalités de livraison et déchargement, ainsi que les contraintes et mesures de prévention à prendre.

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : 06/PNM/AUTHION Phase 2

Adresse : 23 RUE D ITALIE BP 1316 06006 NICE CEDEX 1

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Le PRS est indiqué par l'entreprise principale sur le PIC en concertation avec le SDIS et l'exploitant

Le PRS doit être identifié sur le site à l'aide d'un panneau VERT et blanc , sur une zone sécurisée
l'entreprise propose un protocole de livraison, mentionnant les conditions d'accès au chantier , les modalités de livraison et déchargement, ainsi que les contraintes et mesures de prévention à prendre.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_SCALP
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_Arrêt_Cour_de_Cassation_du_14_Janvier_2025
- Annexe_METAH
- Annexe_Presence_Silice
- AUTORISATION TRVX AUTHION 2_2026-013
- DHOL 1